

**Colloque international de l'APAD, Université Catholique d'Afrique
Centrale (UCAC), du 27 au 29 mai 2026**

Liste des panels et des propositions de résumés retenues

Panel 1 : Action publique, extractivisme et dynamiques territoriales : rapports de pouvoir, résistances collectives et recompositions socio-politiques

MBOG IBOCK Martin Raymond Willy, Université de Douala, ibock_martin@yahoo.fr

1. Extractivisme vert et souveraineté en trompe-l'œil : résistances gabonaises face à la rente carbone et à la captation globale des forêts

Bruno MVE EBANG, Chef du département de Science Politique et Maître de Conférences Agrégé en Science, enseignant permanent à l'Université Omar Bongo, Faculté de Droit et des Sciences Économiques. Email : mvebruno1@yahoo.fr

Cette communication analyse la tension structurelle tension entre protection environnementale, souveraineté nationale et logiques rentières au Gabon, État encore marqué par un extractivisme postcolonial (pétrole, bois, manganèse). Depuis les années 2000, le pays se repositionne en « État vert » : création de 13 parcs nationaux, exploitation forestière certifiée, intégration aux mécanismes REDD+ et marchés du carbone. Ces initiatives visent une diversification économique et une affirmation souveraine dans la gouvernance climatique mondiale. Pourtant, cette « transition verte » ne rompt pas avec la dépendance rentière, mais la renouvelle. L'environnement devient une nouvelle ressource stratégique, valorisée par la certification, la monétisation des services écosystémiques et la financiarisation de la nature. La biodiversité se transforme ainsi en actif marchand et diplomatique. Mobilisant l'écologie politique et l'économie politique de la dépendance, l'analyse montre que l'action publique gabonaise oscille entre discours de souveraineté écologique et reconduction des structures rentières. La problématique centrale interroge la conciliation entre injonctions globales à la durabilité et la mise en œuvre d'une « rente verte » qui reconfigure, plutôt que ne rompt, le modèle extractiviste. L'hypothèse avancée est que cette rente verte constitue une adaptation du régime rentier aux exigences de l'économie verte mondiale : la nature sert simultanément de légitimation internationale, de ressource économique et d'outil diplomatique, sans émancipation réelle des dépendances pétrolières. Basée sur une approche qualitative (analyse documentaire et entretiens avec acteurs institutionnels, société civile et communautés), cette

étude contribue à une réflexion comparative sur l'extractivisme vert contemporain en Afrique et sur la redéfinition de la souveraineté des États rentiers par la nature dans un ordre mondialisé de la durabilité.

2. Extractivisme de proximité et résistances communales : la bataille pour les carrières de Njombé-Penja dans le Cameroun décentralisé

Isaac ESSAMÉ, Ph.D en Science politique, Chargé de Cours à l'Université de Douala, Département de Science Politique, iessame2016@gmail.com

Une collectivité territoriale décentralisée ne peut assurer son développement ni l'épanouissement de ses populations sans mobilisation substantielle de ressources. Les communes camerounaises, dont celle de Njombé-Penja, n'échappent pas à cette exigence. Or, les ressources naturelles, notamment les produits de carrières (substances minérales non concédables), lorsqu'elles sont bien gérées, accroissent significativement les capacités financières locales. Malgré la sixième compétence économique attribuée aux communes par le Code général de la décentralisation de 2019 et le cadre juridique renforcé en 2023, l'ex-maire de Njombé-Penja, Paul Eric Kingué, s'est vu refuser par le ministre de la Décentralisation et le préfet du Moungo le droit d'exploiter directement ces carrières. Ces ressources sont pourtant intensément exploitées par des entreprises privées et l'État sans participation ni bénéfice notable pour la commune et ses populations. À travers observations de terrain, entretiens avec autorités communales, entreprises et populations, et une analyse en termes de néo-institutionnalisme du choix rationnel, cette communication montrera que la gouvernance extractive des carrières à Njombé-Penja est à la fois querellée (conflits État-commune) et arbitrairement rentabilisée au profit d'acteurs externes, compromettant ainsi l'action communale et le développement local.

3. Extractivisme minier globalisé et résistances plurielles en Haïti : une ethnographie des impacts de genre, culturels, environnementaux et socio-économiques autour de la SEDREN ».

Peterson DEROLUS, candidat au doctorat en sociologie à l'Université d'Ottawa, Centre de Recherche interdisciplinaire et de valorisation des savoirs en Haïti (CRIVASH), pdero010@uottawa.ca

Après l'expérience coloniale en matière d'extractivisme, Haïti a connu deux grandes expériences avec la compagnie Reynold's mining et la Société Économique de Développement des Ressources Naturelles (SEDREN), une filiale de l'entreprise canadienne International Halliday mines corporation. La littérature scientifique sur ces deux expériences n'est non

seulement pas nombreuse, en plus, les travaux existants se concentrent sur l’implication macro-économique de ces expériences pour le pays. L’absence de recherche ethnographique sur la question implique une sorte d’invisibilisation de l’expérience haïtienne et des communautés paysannes haïtiennes dans les grands débats scientifiques sur l’économie politique de l’extractivisme. À partir d’une enquête ethnographique réalisée en 2024 dans la localité paysanne Mémé Bertrand sur l’expérience d’extractivisme minier avec la SEDREN et à la lumière d’un cadre conceptuel d’écologie politique et d’une posture décoloniale, j’ai analysé les implications socio-économiques, environnementales, culturelles, infrastructurelles et de genre de cette expérience dans la localité depuis 1956 jusqu’à aujourd’hui. En termes de résultats, l’enquête révélait que la SEDREN impliquait des impacts socio-économique, environnementales et culturels négatifs pour la localité. Ensuite, selon les résultats, cette expérience accompagnait d’un certain développement des infrastructures routières, sanitaires et scolaire. Enfin, les résultats mettent en évidence une sorte de résistance invisible à la SEDREN.

4. Or artisanal, État vorace : la “concertation” comme nouvelle technologie d’extractivisme dans l’Est du Cameroun »

EKANG Adventus NZIKE, Institut des Relations Internationales du Cameroun,
ekangaadventusnzikze@yahoo.fr

Dans l’Est du Cameroun (Batouri, Bétaré-Oya, Colomine, Ngoura), l’or artisanal et semi-mécanisé constitue l’un des principaux extractivismes contemporains. Longtemps toléré ou réprimé, il fait depuis 2016 l’objet d’une politique étatique inédite de « concertation » : création de Groupements d’Intérêt Commun (GIC), couloirs miniers dédiés, brigades mixtes État-Forces de défense, collecte officielle de la production et taxe de 5 % sur l’or extrait. Loin d’être une simple régulation, cette « concertation » apparaît comme une technologie sophistiquée d’extractivisme d’État. Elle intègre formellement les orpailleurs pour mieux capter la rente, recentraliser le contrôle du sous-sol et alimenter des chaînes globalisées (exportations massives vers les Émirats et la Chine). Les orpailleurs, coincés entre promesse d’encadrement et menaces de déguerpissement, adoptent des résistances discrètes : contournement des couloirs, corruption, sous-déclaration, repli sur des sites clandestins. À travers une enquête multi-site (observations participantes, entretiens avec orpailleurs, responsables de GIC, militaires, acheteurs chinois et autorités), cette communication montre que la « concertation » ne crée aucune alternative réelle au modèle extractiviste : elle le perfectionne en le nationalisant. L’État devient le principal bénéficiaire d’un or qui ne brille ni pour les communautés ni pour un

développement local. L'Est camerounais illustre ainsi un extractivisme hybride, à la fois artisanal et étatique, où la globalisation passe désormais par la domestication interne des acteurs de terrain.

5. L'extractivisme face à la plèbe : retour sur deux mobilisations anti-extractivisme dans la province de Mendoza (Argentine) »

Tobias ETIENNE-GREENWOOD, Docteur en sociologie - ATER Université de Lille,
Tobias.etiennegreenwood@gmail.com/tobias.etienne--greenwood@univ-lille.fr

Depuis les années 2000, la province de Mendoza (Argentine) est le théâtre de luttes socio-environnementales contre l'extractivisme minier, centrées sur la défense de l'eau comme bien commun et fondement de « subjectivités hydropolitiques ». La loi 7722 de 2007, qui interdit les substances polluantes (cyanure, acide sulfurique), constitue l'étandard de ces mobilisations, portées par le mouvement assembléiste. Cette communication, fondée sur ethnographie, entretiens et archives militantes, analyse deux moments récents d'un nouveau cycle hydrosocial : D'abord à la fin 2019, l'abrogation de la loi 7722 par le gouverneur fraîchement élu déclenche le Mendozaguazo, plus grande mobilisation provinciale de l'histoire, qui obtient en dix jours le rétablissement de la loi. Et ensuite, 2025 marque la réactivation du projet cuprifère San Jorge (Uspallata) lors des élections de mi-mandat, suscitant une « consultation populaire » auto-organisée. Ces événements sont lus comme des moments plébériens de « sécession » face à l'État : irruption massive dans la rue (2019) et consultation parallèle (2025) échappant au cadre institutionnel. Ils révèlent un dissensus radical, porteur d'un autre « partage du sensible » et l'épuisement d'une stratégie d'interpellation institutionnelle au profit d'une subjectivité qui ne surgit que dans la contingence de l'action spontanée.

Panel 2. Migrations rurales et extractivisme foncier dans le bassin du Congo : Un autre regard sur la dépossession foncière ?

Manga Edimo (Institut des Relations Internationales, mangae@outlook.fr) et Christophe Mvogo (Université de Yaoundé 1, mvogochristophe501@gmail.com).

1. Mobilités économiques chinoises et luttes locales pour la justice socio spatiale et environnementale dans l'est forestier au Cameroun : cas des mobilisations des riverains du camp bleu à Ngoë-Ngouë

Christophe Mvogo, Département de sociologie, Université de Yaoundé I, mvogochristophe501@gmail.com, et Mireille Manga, IRIC, Université de Yaoundé II, ruthmireille@gmail.com

La région de l'Est est connue au Cameroun pour son positionnement géographique frontalier, sa biodiversité et sa socio diversité. Cette dernière met en exergue de nombreuses oppositions et conflits entre populations constituées en citoyens autochtones, des riverains et des migrants économiques parmi lesquels les Chinois. Ces derniers y conduisent de nombreuses activités façonnées par l'environnement forestier et les ressources minières. En effet, le 14 août 2021, le média *Voice of Africa* a publié un article dont le contenu mettait en évidence des plaintes locales contre des « des Chinois accusés d'accaparement de terres ancestrales » (VOA, 14 août 2021). Il y a deux ans, un think tank local a publié un article sous le même ton pour dénoncer l'usage du mercure par les Chinois. Cet article faisait écho à une précédente dénonciation de l'ONG Reporterre relative à « l'enfer des orpailleuses empoisonnées au mercure » (Reporterre, 22 novembre 2021). Ces faits, loin d'être nouveaux, interpelle sur les effets de la présence chinoise au Cameroun telle que de plus en plus révélée dans l'espace public. Faisant écho à la socio diversité de cette région et aux immenses entreprises économiques telles que l'agroforesterie et l'exploitation minière, elle est questionnée dans cet article à l'aune des plaintes des populations locales dites « riveraines ». Plusieurs travaux se sont intéressés aux entreprises chinoises dans le bassin du Congo, sans toutefois interroger le rapport au droit aux droits, voire les stratégies communautaires pour la mise en œuvre d'une justice. Les effets des pratiques économiques chinoises sur les politiques environnementales et la biodiversité, ainsi que les dynamiques extractivistes et leurs effets sur les revenus des Etats sont bien connus. Cependant, très peu de travaux renseignent sur les dynamiques socio-économiques et politiques du bas. Cet article propose une analyse microsociologique des luttes riveraines face à la présence économique chinoise dans la région de l'Est et leurs effets sur les discours locaux relatifs à la préservation l'environnement. L'article s'appuie l'actualité relative à « la lutte des riverains du Camp Bleu à Ngoë-Ngoué ». Il interroge la manière dont, face aux « accaparements (forestiers) chinois », les riverains (partie intégrante des populations locales) positionnent et défendent leurs droits aux terres sous le prisme de la sécurité environnementale et la justice spatiale. Il répond à la question : comment les populations riveraines dans la région de l'Est forestier au Cameroun

construisent-elles leurs droits aux droits face à la colonisation du bassin forestier par des pratiques chinoises ? Enfin, l'article mobilise une méthodologie et des données qualitatives basées sur des observations de courte et de longues durées et des entretiens semi-directifs auprès des populations directement engagées dans la lutte pour la sécurisation de leurs droits.

2. Extractivisme et conflits fonciers : la contrebande minière comme discours autochtone dans l'Est du Cameroun

Hermann NJAMPOU, Département de Sociologie, Université de Yaoundé I – Cameroun,
njampoustar@yahoo.fr; njampouhermann@gmail.com

Cette communication s'ancre dans une démarche ethnographique mise en œuvre dans deux communes minières de la Région de l'Est-Cameroun. Il s'agit de Batouri dans le département de la Kadey, avec son site aurifère de Kambele, et Bétaré-Oya dans le département du Lom et Djerem avec son site aurifère de Longa Mali. À titre principal, le prétexte empirique qui en polarise l'attention est l'existence de « trous » d'orpailleurs locaux qui se trouvent dans les emprises des multinationales ou d'entreprises nationales agréées. Ce phénomène est le fait d'une composante d'artisans miniers dont l'activité extractive n'a aucune licence d'exploitation et se pratique en marge des directives du code minier en vigueur (loi n°2023/014 du 19 décembre 2023). La pratique alors conceptualisée en termes de contrebande minière (Njampou: 2023) pour désigner ces chercheurs d'or, met à l'index une catégorie en marge du circuit formel de l'économie minière contrôlée par l'Etat et donc assimilée à l'illégalité. Cette forme d'activité minière a irrigué un certain nombre de grilles d'intelligibilité. Raison du capital, économie de survie et pôle alternatif d'emplois pour des jeunes, face à un marché du travail à faible capacité d'absorption, en sont autant d'hypothèses qui régissent les études sur l'artisanat minier de contrebande (Gatz: 2004; Hilson: 2008; Fahy: 2002). Contrairement à ces perspectives, ce travail va de l'adoption d'un code minier dont les dispositions font de l'Etat un propriétaire exclusif du sous-sol, lequel se réserve le droit de céder son exploitation aux tiers. En débouchant sur l'ignorance du droit coutumier des populations autochtones sur les terres, considérées comme bien légitime dont elles exploitent les gisements miniers depuis des générations, ce code met en exergue l'éviction des villageois de la gestion d'un patrimoine ancestral. Aussi convient-il d'explorer, du seul point de vue des communautés locales riveraines, le registre des frustrations et réactions subséquentes à l'adoption de ce code minier dont l'objectif est la régulation des activités extractives en vue de réduire les exploitations illégales et démultiplier les investissements étrangers. L'hypothèse formulée est que, chez les locaux, la contrebande minière procède d'une protestation contre la privatisation des ressources foncières

communautaires sur lesquelles ils tentent, par-là, d'en affirmer des droits imprescriptibles. Ainsi, l'objectif est d'analyser la façon dont les populations locales et les artisans miniers en particulier s'organisent face à la dépossession foncière dont ils sont victimes au profit des multinationales.

3. Extractivisme et fractures sociales : accumulation par dépossession face aux conflits fonciers liés à l'exploitation de la bauxite à Minim-Martap (Adamaoua, Cameroun)

Huguette Kamsu, Doctorante en sociologie, Université de Yaoundé I (Cameroun), Chercheur au CERESC/AJEF

L'exploitation de la bauxite à Minim-Martap, dans la région de l'Adamaoua (Cameroun), s'inscrit dans un contexte de montée en puissance de l'extractivisme africain, promu comme moteur de développement et d'intégration au marché mondial. Cependant, derrière les discours officiels de croissance inclusive, se déploient des processus d'accumulation par dépossession (Harvey, 2004) qui provoquent des fractures sociales et territoriales au sein des communautés locales. L'appropriation des terres par les entreprises minières, la marginalisation des populations autochtones et la recomposition des rapports de pouvoir traduisent la manière dont les logiques capitalistes de l'extraction reconfigurent les structures sociales rurales. Cette recherche interroge la nature et l'ampleur des transformations sociales et foncières induites par l'exploitation de la bauxite à Minim-Martap. Elle cherche à comprendre comment ces dynamiques engendrent de nouvelles formes d'inégalités et de domination, en accentuant la précarité des groupes les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes. L'objectif est d'analyser les mécanismes de dépossession, de résistance et de recomposition sociale qui émergent dans un contexte de tension entre promesses de développement et réalités d'exclusion. Ancrée dans une approche de sociologie critique du développement, mobilisant la théorie de l'accumulation par dépossession (Harvey, 2004) et les travaux de Saskia Sassen sur la logique extractivisme globale, cette étude met en évidence la manière dont les projets miniers redessinent le territoire et les rapports sociaux autour du foncier. Elle contribue ainsi à une réflexion sur les nouvelles formes d'injustice sociale et territoriale engendrées par le capitalisme extractif au Cameroun.

4. « Au nom du père, du fils et du foncier ». Une socio-anthropologie politique du religieux en contexte d'extractivisme foncier au Cameroun

Jean Emmanuel Minko IUC1/LIEGT2/LIPHA3, Douala, jeanemmanuelminko5@gmail.com

Pénétrer l'univers socio-anthropologie politique du marché foncier pour y voir les ingénieries technos sociales mises en œuvre par le religieux, les fidèles et le politique dans la matérialisation de leur emprise foncière, est le plein objet de cette contribution. En effet, l'entité religieuse est la seconde entité après l'État à possédé un patrimoine foncier sans précédent. Du point de vue des descendants de ceux qui ont cédé ces terres, il s'agit d'un extractivisme foncier – considéré ici comme des acquisitions de terre à perte de vue. Des terres qui sont aujourd'hui remises en question par ceux-ci. Ayant été converti à la religion catholique, des personnes ont gracieusement et volontairement cédé des parcelles de terre. À l'aune du capitalisme tardif, du néolibéral et d'un contexte de pression foncière sans précédent, des fidèles de l'église développent l'ingénierie techno sociale de la reconversion au protestantisme, pentecôtisme voire même à l'islam. Cette reconversion devient donc opportune pour remettre en question les terres attribuées jadis. Cela pose le problème de la sécurisation des terres ecclésiales. L'article explore les ingénieries sociales entre le religieux, le citoyen et l'État dans leurs rapports à la terre au Cameroun. Pour analyser cette situation, nous devons contextualiser ces développements par rapport à la terre et aux inégalités sociales existantes.

5. Instrumentation forestière coloniale au Cameroun et la (re)production des inégalités dans le secteur forestier du Cameroun.

Patrice Bigombé Logo et Sandrine Andong ? Institut des Relations Internationales du Cameroun de l'Université de Yaoundé 2 (IRIC-UY2)

L'exploitation forestière dans le bassin du Congo a historiquement été régulée par les puissances coloniales européennes. Ces dernières ont ainsi organisé les activités liées à la production et à l'exportation des ressources forestières. Les législations forestières postcoloniales seront elles aussi fortement marquées par les logiques coloniales d'exploitation forestière. L'inscription tout en haut des préoccupations forestières sur l'agenda politique international, va placer les forêts du bassin du Congo sous les feux des projecteurs, accentuant l'intervention des puissances extérieures dans la gestion de ces forêts. La gouvernance forestière dans le bassin du Congo est donc ainsi marquée, depuis l'époque coloniale, d'une forte empreinte des logiques et exigences des puissances internationales extérieures, qui prônent une gestion durable des forêts et la réduction de la pauvreté dans les pays producteurs de bois. Cependant, sur le terrain, l'on observe déforestation et pauvreté grandissantes, mais surtout un profond écart de développement entre ces puissances internationales importatrices de bois, et les Etats du bassin du Congo, producteurs de bois. Sur la base de la colonisation française au Cameroun, cette réflexion vise à comprendre, à partir des motivations françaises à réguler l'activité forestière au

Cameroun, comment les instruments qu'elle mit en place, ont contribué à structurer les inégalités entre le Cameroun et ses partenaires européens dès cette époque. Ce travail se propose ainsi, de faire une analyse historique de la régulation du secteur forestier camerounais à partir de sa période coloniale française jusqu'à la réforme forestière de 1994. La présente recherche montre que, (i) les logiques coloniales françaises de gouvernance forestière n'étaient pas favorables à un développement du Cameroun basé sur ses ressources forestières ; (ii) la survie de ces logiques dans la politique forestière camerounaise a davantage bénéficié aux acteurs européens qu'à ceux camerounais ; (iii) ce qui a renforcé l'établissement des relations hégémoniques et de domination entre le Cameroun et ses partenaires européens dans la gestion de ses forêts.

Panel 3 : « Conservation et extractivisme, les deux faces d'une même pièce : approches par le bas » (*Double panel*)

Simon DELIVET, Université de Liège / LASC, s.delivet@uliege.be, et Anouk BONTOUX, Université de Liège / LASC & Paris 1 Panthéon-Sorbonne / CESSP, anouk.bontoux@uliege.be

Session 1

1. Quand les non-humains s'en mêlent : praxis d'une arène politique extractive auprès des Kasua, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Cédric AUDIOAN, doctorant, Université de Liège / LASC

Sur la base de séjours ethnographiques d'un total de 17 mois auprès des Kasua (Papouasie-Nouvelle-Guinée), cette communication aura pour ambition d'analyser l'arène politique extractive (Bierschenk & Oliver de Sardan, 1998) à laquelle se sont insérés les propriétaires fonciers de la Sulamesi Wildlife Management Area (WMA). La question de recherche se posera sur l'agentivité des non-humains qui cohabitent au sein de leur forêt tropicale. Il s'agira d'exposer comment le comportement des sorciers et des populations spirituelles peut légitimer à un moment la mise en conservation du territoire et à un autre sa mise en ressources. Pour ce faire, la communication présentera une vignette ethnographique racontant une double réunion portant à la fois sur l'avenir de la Sulamesi WMA et sur un potentiel projet minier censé se réaliser aux frontières de l'aire protégée. En abordant l'anthropologie morale (Fassin 2012) comme champ d'analyse, les concepts de « hiérarchie de la vertu » (Kelly, 1993) et de «

pluralisme des valeurs » (Robbins, 2017 & 2024) seront mobilisés pour analyser le processus décisionnel des Kasua au sein de l'aire protégée. Les descriptions ethnographiques montreront que les enjeux de conservation et d'extractivisme s'articulent localement non pas en tant que tels, mais davantage en des termes moraux, notamment par soucis d'inclusivité et de « morale relationnelle ». Seront soulignés les contradictions et compromis moraux avec lesquels les participant·e·s de cette arène politique doivent composer. En finalité, nous conclurons que les logiques conservationnistes, associées à celles des non-humains, peuvent contribuer malgré elles aux arènes politiques extractives.

2. « Nous aussi nous devons émerger » : Articulation entre conservation et extraction à travers l'exemple de chefs coutumiers en RDC

Simon DELIVET, doctorant, Université de Liège/LASC et Anouk BONTOUX, doctorante, Université de Liège/LASC & Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne/CESSP

En RDC, le Parc National de l'Upemba, situé dans le Katanga n'échappe pas aux dynamiques minières qui façonnent la région depuis de nombreuses années. Le parc national et sa région sont marqués par la prospection et l'exploitation minière. Si cette activité n'est pas forcément nouvelle, elle a pu ces dernières années participer à l'exacerbation des tensions entre les parcs et certaines autorités coutumières, parfois déjà hostiles au projet de conservation du parc. Mais ce n'est pas le cas pour tous les chefs. Autour du parc certains chefs sont des « alliés de la conservation » tout en nourrissant le souhait de voir s'implanter des projets miniers sur leur territoire. À partir de données ethnographiques récoltées lors de plusieurs terrains réalisés entre 2024 et 2025, cette communication propose de s'intéresser plus particulièrement à ces chefs coutumiers qui « jouent sur les deux tableaux ».

En analysant comment ces autorités articulent conservation et extractivisme, nous pourrons mieux comprendre la manière dont ces deux logiques coexistent à l'échelle locale. Comment expliquer l'implication de certains chefs dans des projets de natures différentes ? Que recherchent-ils à travers ces implications ? Quelles tensions et contractions ressortent de ce double engagement ?

3. Eléments de réflexion sur la vie des populations rurales en bordure du parc national de l'Ivindo (région de Makokou, Gabon) : appréciations locales d'une histoire de l'aménagement d'un territoire

Étienne BOUREL, Post-Doctorant, Université de Leiden (Pays-Bas), Chercheur associé à l'IFSRA (Ouagadougou, Burkina Faso) et Paulin KIALO, Anthropologue à l'Institut de recherche en Sciences humaines/CENAREST (Libreville, Gabon)

Cette communication à deux voix portera sur la situation contemporaine des habitant.e.s de villages situés à proximité de la ville de Makokou et en périphérie du parc national de l'Ivindo, dans la province de l'Ogooué-Ivindo au nord-est du Gabon. Elle visera à restituer et discuter le vécu local de l'aménagement d'un territoire, désormais composé d'un parc de conservation et de concessions forestières (ainsi que d'activités d'orpaillage artisanal).

Au cours d'une enquête ethnographique réalisée (partiellement) en commun en 2025, nous avons pu nous rendre dans cinq localités différentes. Nous avons ainsi rencontré en plusieurs temps les villageois.e.s et les notables et visité en détails les plantations de chacun de ces lieux. Ceci a été complété par deux autres déplacements menés avec des écogardes du parc national et certains villageois afin de visiter leurs anciens campements et par deux entretiens avec les conservateurs du parc et d'une station de recherche qui se trouve à l'intérieur de celui-ci. Ces éléments de recherche de terrain prennent place dans des enquêtes plus longues que nous avons mené de façon espacée dans la région de Makokou depuis une quinzaine d'années et qui nous permettent de connaître d'autant mieux le contexte que nous présenterons.

Les différents moments de rencontre, de visites champêtres et de déplacements forestiers que nous aborderons permettront de faire ressortir un ensemble de problématiques vécues par les populations et les acteurs de la gouvernance environnementale concernés, entre aléas des politiques publiques et du développement, nécessités matérielles du quotidien et conflits avec la faune (éléphants en premier lieu), appréciation des règlements et jeux d'interconnaissance. Ceci amènera à une discussion sur les liens entre exploitation forestière et conservation dans la région et sur les enjeux des politiques forestières en relation avec les populations riveraines. Plus avant, il s'agira de situer les problématiques mises à jour dans une histoire de la région de Makokou : histoire de son peuplement et des migrations dont il procède, histoire du déploiement de l'exploitation forestière sur le territoire gabonais, histoire des enjeux écologiques qui ont mené à la création du parc national.

Session 2

1. Notes sur la trajectoire du concept d'« extractivisme » : entre conservationnisme et exploitation

Tobias ETIENNE-GREENWOOD, docteur en sociologie - ATER Université de Lille

À partir d'une recension bibliographique, cette communication propose de résituer le concept d'« extractivisme » au travers d'une brève archéologie de ses usages contemporains dans la sphère latino-américaine principalement. Nous cherchons ainsi à souligner la double généalogie du concept à la fois issu de l'écologie de la conservation et la justice environnementale d'un côté et de la critique du dévoilement de l'autre.

Alors que l'extrativismo a longtemps été associé à un mode d'exploitation économique prédateur et non pérenne au Brésil, les échecs des politiques de mise en valeur de l'Amazonie du milieu du XXe siècle et l'évolution des paradigmes environnementaux internationaux ont contribué à resignifier la notion en l'associant aux « réserves extractivistes ». Celles-ci consistent en des systèmes d'exploitation soutenables de produits non cultivés de la forêt (principalement sous la forme de prélèvements de végétaux non ligneux, mais aussi de façon plus marginale de produits animaux ou minéraux) intégrés dans une économie de marché régionale, nationale ou internationale (Ruiz Murrieta & Pinzón Rueda 1995 ; Emperaire 1996).

Au tournant du millénaire, l'« extractivisme », en tant que concept critique, résulte de la confluence entre une expérience située de la Modernité (Machado Aráoz 2014) d'une part, et l'entremêlement et la sédimentation de plusieurs courants intellectuels et théoriques d'autre part — les théories économiques structuralistes, de la dépendance et leurs critiques (Schuldt et al. 2009 ; ; Svampa & Viale 2014 ; Gudynas 2015 ; Veltmeyer 2021), la lecture géopolitique en tant que système-monde, des lectures éco-marxistes (Domínguez Martín 2020), des apports l'école Modernité/Colonialité/Décolonialité (Bourguignon Rougier et al. 2014 ; Colin & Quiroz 2023, Dufoix 2023) ou encore des contributions issues du tournant ontologique de l'anthropologie qui convergent dans une ecología política latinoamericana (Jenatton et al. 2022). Plus récemment, le concept d'« extractivisme » a connu des extensions non négligeables. De concept localisé cherchant à circonscrire une expérience historique, il est peu à peu devenu un concept organisateur et totalisant structurant les analyses critiques des dynamiques politiques, économiques et culturelles globales (Labban 2014 ; Gago & Mezzadra 2017 ; Mezzadra & Neilson 2017 ; Ye et al. 2019 ; Arboleda 2020 ; Szeman & Wenzel 2021 ; Chagnon et al. 2022). Dans ces travaux, l'extractivisme devient le principe organisateur et central du capitalisme contemporain tout en faisant preuve d'une forte élasticité épistémo-thématique. Cette évolution du signifié conceptuel provient d'abord d'une lecture néo-marxienne qui a progressivement découplé l'extractivisme et les procès d'extraction de l'idée même de production. Elle vient ensuite d'une extension de son domaine d'application pour en faire un principe et une forme d'exploitation qui s'exerce sur toute chose qui peut être extraite et qui se

trouvent ainsi intégrés au circuit d'accumulation du capital les espaces (physiques, sociaux, pratiques) considérés autrefois comme « marginaux ».

Par cet exposé, la communication souhaite adresser deux questions (irrésolue par le communicant) au panel. La première concerne ce « hiatus » entre la conception « conservationniste » de l'extractivismo tel qu'il se donne à voir dans les réserves extractives et le développement critique du concept. La seconde concerne une comparaison avec la trajectoire du concept sur le continent africain.

2. Crédit d'une politique de faune sauvage qui pense ensemble conservation et extractivisme

Krossy MAKAVALA, Professeur à l'Université Pédagogique National à Kinshasa

Le Ministère de l'Environnement, Développement Durable et Nouvelle Economie du Climat de la République Démocratique du Congo a initié le processus de rédaction du premier Document de politique nationale du secteur de la faune sauvage (DPNFS). Une taskforce a été mis en place quant à ce. Le Ministère a dès lors sollicité l'appui de quelques partenaires techniques et financiers dont l'Union européenne à travers son programme Sustainable Wildlife Management, Wildlife Conservation Society et l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO). La FAO est à juste titre l'acteur principal de l'élaboration de ladite politique qui suit une approche intégrée avec le nexus One health comme socle pour concilier environnement animal, végétal et humain. Une place primordiale est accordée aux communautés locales et aux peuples autochtones pygmées qui occupent l'échelon le plus bas de l'administration congolaise (famille, lignée, clan) où l'extractivisme est autorisé. La politique définit la chasse coutumière ou de subsistance et consacre les zones de conservation communautaire par opposition aux Zones de chasse commerciale durable pour garantir la traçabilité. L'extractivisme doit de ce fait concilier conservation et économie de la faune sauvage afin de favoriser l'écotourisme et une industrie du développement à travers la lutte contre les conflits homme-faune, le respect des droits de l'homme et le partage des bénéfices. La politique prévoit enfin un cadre réglementaire à revoir ou à créer, un mécanisme financier et de suivi-évaluation qui associent Etat, populations et partenaires techniques et financiers.

3. Extractivisme minier coopératif minière dans le Nord de la Côte d'Ivoire : L'or juste et après ?

Oscar TOUKPO, Sociologue, chercheur à l'institut d'Ethnosociologie, Université Felix Houphouët Boigny

L'expansion du secteur minier en Côte d'Ivoire, portée par une politique nationale de diversification économique, a profondément transformé les territoires ruraux. Depuis les réformes du Code minier (loi n°2014-138 du 24 mars 2014), l'État ivoirien encourage l'implantation d'entreprises minières multinationales, dans une logique de croissance et d'attractivité (Mbodj, 2011 ; Soro & N'Goran, 2022). Dans cette optique, l'État a engagé la formalisation de l'extraction minière artisanale, auparavant souvent illégale, en délivrant des autorisations pour des exploitations semi-industrielles et artisanales. Cette politique de formalisation est censée permettre un meilleur contrôle social et environnemental de l'activité et des revenus fiscaux pour l'État. Ainsi, de nombreux orpailleurs se sont constitués en coopératives minières afin de pouvoir continuer à mener leur activité. Cependant, la majorité de ces coopératives éprouvent des difficultés à mettre en œuvre les normes internationales et nationales en matière d'extraction minière, que ce soit sur le plan environnemental, social ou du travail. De 2020 à 2022, pour soutenir une coopérative minière du Nord de la Côte d'Ivoire, le projet « Or Juste » a été mis en œuvre par des structures transnationales. Son objectif est « *d'acheminer jusqu'aux marchés internationaux de l'or artisanal légal, traçable et libre de conflits, provenant de communautés où la sécurité et les droits de la personne sont menacés* ». En d'autres termes ce projet visait à transformer les pratiques, les subjectivités et les relations sociales des orpailleurs.

Cette communication analyse le processus de traduction, jamais garanti et souvent source de stratégies de contournements et de résistances, et s'interroge sur les enseignements à tirer de la clôture d'un projet visant à verdier l'exploitation de l'or.

Panel 4 : Alternatives au développement extractiviste : acteur.rice.s, pratiques et logiques de co-construction

Claire Lefort-Rieu (clefort@uliege.be, Université de Liège) et Calvin Minfegue (minassc@yahoo.fr, Université Catholique d'Afrique Centrale)

1. Traduire l'alternative : une expérience située dans la périphérie du Parc National Nouabalé-Ndoki

Marie Grâce ATSAMA, Mail : atsamamg.maisha@gmail.com, Fondation pour le Tri-National de la Sangha

Au cœur du Bassin du Congo, le Tri-National de la Sangha s'étend entre le Cameroun, le Congo et la Centrafrique. Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2012, il incarne les tensions entre conservation de la biodiversité et développement local. Cette contribution analyse l'impact d'une micro-entreprise attribué en 2022 à huit femmes commerçantes du village de Bomassa, dans la périphérie du Parc National Nouabalé-Ndoki (PNNN) au Congo. L'initiative de fumage et de vente de poisson visait à proposer des sources alternatives de protéines à la communauté et ses environs, afin de réduire la dépendance à la viande de brousse et d'améliorer les revenus des ménages en passant par l'autonomisation des femmes.

Initialement structuré suivant un plan d'affaires standard, le projet a été réorienté par les bénéficiaires vers d'autres activités génératrices de revenus (grillade de poulet, vente de « foufou »), en raison de contraintes logistiques et de la rareté de la ressource halieutique. L'analyse mobilise la théorie de la traduction en tant que processus de réinterprétation et d'hybridation des programmes d'action par les acteurs locaux (Callon, 1986 ; Akrich et al., 2006) et le concept de rationalités situées (Olivier de Sardan, 1995) pour comprendre comment les actrices locales s'approprient et reconfigurent les dispositifs d'écodéveloppement.

L'enquête conduite entre septembre et octobre 2025 s'appuie sur des entretiens semi-directifs avec le personnel du parc, des focus groups avec les bénéficiaires et une observation directe du marché local. Les données révèlent que la réorientation pragmatique de l'activité, bien qu'éloignée des objectifs initiaux, a conduit à un accroissement mesurable des revenus et de l'autonomie de ces femmes.

Cette étude de cas révèle que les alternatives à l'extractivisme ne naissent pas d'une conception exogène, mais d'une co-construction située, évolutive et ancrée dans les réalités et les priorités locales. Il invite à considérer les dispositifs d'appropriation communautaires comme des espaces de négociation où s'inventent des trajectoires locales de durabilité.

2. L'approche par les communs dans les projets de développement : tensions, potentialités et limites d'une « alternative »

Louisa Desbleds, doctorante en aménagement de l'espace et urbanisme – socio-anthropologie, financée dans le cadre d'une Cifre au Gret en tant que chargée de recherche-action, inscrite au LEREPS – Science-Po Toulouse, desbleds@gret.org

Si le concept de « communs » a été conçu par des chercheurs appartenant à l'Ecole de Bloomington (Ostrom, 1990), leurs travaux répondaient à une commande de l'agence états-unienne de développement (USAID) (Locher, 2018). Plusieurs chercheurs ont observé une reprise importante de ce courant dans l'aide publique au développement (APD) internationale, (Aubert, 2010 ; Baron et al., 2011 ; Sauvêtre, 2019 ; Federici, 2019). Après une période d'effacement, on observe sa résurgence au milieu des années 2010 dans l'APD française. Divers acteurs se saisissent alors du langage des communs, non seulement dans leur communication, mais aussi pour orienter leurs stratégies opérationnelles en adoptant une « approche par les communs » (APC).

S'inscrivant dans une démarche de socio-anthropologie du développement, cette recherche propose une analyse empirique des usages et circulations contemporains du concept de « communs » étudiés à plusieurs échelles d'un dispositif de l'APD. Grâce à une insertion de longue durée en thèse Cifre au sein du Programme « Communs et gouvernances partagées » porté par l'ONG Gret, l'enquête de terrain a permis de recueillir des données au siège de l'organisation en France ainsi qu'àuprès des équipes et des acteurs mobilisés dans deux projets labelisés « approche par les communs », sur la gestion de l'eau au Sénégal.

Le discours véhiculé de l'APC par le Gret se revendique « politique », avec une affirmation de visibilisation des inégalités de pouvoir et d'accès, une intention de justice sociale et environnementale au travers d'une « gouvernance partagée ». Au Sénégal, la « problématisation » des projets (Murray Li, 2007) part du constat de logiques extractivistes dans les zones d'intervention, produisant une dégradation des ressources en eau et des inégalités d'accès. Les actions viennent en soutien de plateformes citoyennes dans une volonté de renforcer leur pouvoir d'agir, en adoptant une posture de facilitateur « engagé ».

Cette étude éclaire de manière empirique les effets de ces discours sur les pratiques à une échelle locale et met en évidence les décalages entre ces intentions et les processus de rationalisation induits par la multiplication des normes gestionnaires issues du new public management (Olivier de Sardan, 2021 ; Le Naëlou, 2020 ; Doligez, 2020 ; Hibou, 2012).

Elle montre que les initiatives s'inspirant des « communs » ne s'émancipent que partiellement des logiques extractives : elles peuvent simultanément renforcer la capacité citoyenne à contester les actions extractives, tout en reproduisant des hiérarchies institutionnelles et des normes gestionnaires. La communication discute ainsi les potentialités et les limites de ces expérimentations pour faire évoluer les rapports de pouvoir dans la gouvernance des ressources

naturelles, et le rôle joué par une ONG dans les reconfigurations de ces rapports (Murray Li, 2007).

3. Le commun et le privé dans l'habitat partagé

Hélène Gallezot, Docteure en géographie (Université de Lausanne) et titulaire d'un Master de l'École Nationale Supérieure du Paysage de Versailles.

À Virieu-le-Grand (Ain), une ancienne école communale que nous avons baptisée la Préfe a été réinvestie par notre collectif il y a sept ans, avec le souhait d'expérimenter un mode d'habitat partagé, entre vie privée et vie commune. Née d'un désir d'expérimenter autrement nos manières d'habiter et de faire ensemble, l'aventure de la Préfe mêle appartements individuels, espaces collectifs, ateliers, concerts, récup' et un engagement discret à inventer d'autres manières de vivre le quotidien.

Dans un contexte de recomposition des campagnes françaises, notamment marqué par l'arrivée des néo-ruraux, la Préfe trace son propre chemin : une tentative singulière de réinventer le collectif à partir du vécu.

Nous chercherons ici à retracer l'origine de ce projet : trentenaires, expériences associatives, envie d'autre chose, puis à décrire les rouages du quotidien : acquisition d'un grand bâtiment, gouvernance organique, mixité des usages, pratiques culturelles et alimentaires (concerts à prix libre, atelier "Transfo", récup' hebdomadaire des invendus).

Ces gestes, modestes mais incarnés, sont relus à travers le prisme de la géographie humaine pour interroger comment un environnement social se construit dans les interactions ordinaires.

Nous verrons, à travers différents acteurs et leurs voix, celles de Kévin, Lorraine et d'autres habitant·es, les multiples expériences partagées qui composent ce collectif et révèlent la diversité des manières d'habiter ensemble.

La Préfe n'est pas un projet culturel, mais un îlot de liberté qui se forge pas à pas : un lieu où l'on peut créer, vivre des moments bruts, avec cette seule certitude d'être ensemble.

Le texte s'appuie sur les notions de médiance (A. Berque), de paysage ordinaire (É. Bigando) et de construction sociale de l'espace (A. Sgard) pour montrer que ce lieu est bien plus qu'un habitat alternatif : c'est un laboratoire du commun, fragile, non figé, situé dans un espace rural en mutation.

L'expérience de la Préfe permet d'interroger les paradoxes du collectif contemporain : la propriété comme rempart et condition d'autonomie, l'ouverture sur la cité comme tension permanente.

Enfin, ce récit n'est pas sans soulever la question de la dimension politique de l'habiter : que devient le commun lorsqu'il se fabrique à partir du quotidien, sans manifeste ni drapeau ?

Cette expérience interroge aussi la portée politique de ces micro-expérimentations rurales : sont-elles les prémisses d'un autre rapport au vivre-ensemble ou la trace d'un mouvement plus large, encore souterrain, d'un "vivre autrement" ?

4. Produire des algues et des concombres de mer : l'expérience du village farming et du company farming dans le sud-ouest de Madagascar, entre organisation et négociation de l'espace littoral.

Melissa SCHNEIDER, Doctorante et assistante, Université de Liège (Belgique), UR OMER | UR LASC, Melissa.schneider@uliege.be

Depuis une quinzaine d'années, le littoral du sud-ouest de Madagascar connaît des migrations en provenance de l'intérieur des terres, recomposant les groupes sociaux et ethniques et ravivant les tensions autour de l'accès aux ressources halieutiques (Cormier-Salem, 1995, 2000 ; Pascal, 2008). Pour Grenier (2013), la pression démographique ne suffit pas à expliquer la diminution des stocks halieutiques dont l'origine résulte davantage d'une interconnexion entre pêche traditionnelle, capitaux étrangers et marché globalisé. Dans ce contexte de dégradation des ressources halieutiques, plusieurs initiatives ont été mises en place pour les protéger et favoriser leur renouvellement (Pascal, 2008) : comité de gestion du poulpe, fermetures saisonnières, quota, aires marines protégées, avec la conséquence d'un accroissement des tensions dans les communautés côtières *Vezo* (Veriza et Couderchet, 2019).

A ces initiatives, s'ajoutent depuis les années 2010 des activités d'aquaculture sur le littoral, portées par des entreprises privées visant l'exploitation de ressources naturelles marines renouvelables (algues et holothuries), dont la production est uniquement destinée à l'exportation. L'installation de ces acteurs privés s'inscrit ainsi dans une longue historicité (Eeckhaut, 2009) en lien avec le commerce halieutique mondial, la protection de l'environnement et des recherches scientifiques locales portant sur la zootechnie. Ces activités sont par ailleurs encouragées et valorisées par *le Ministère de l'économie bleue* comme instrument de lutte contre la pauvreté. Toutefois, elles sont loin de faire l'unanimité ; Baker-Médard et Kroger (2023) soulignent le caractère ambivalent de l'aquaculture. En effet, si elle

génère de nouveaux revenus, elle s'accompagne de la dépossession des communautés locales par l'accaparement d'espaces traditionnellement utilisés par les pêcheurs locaux et de formes de violence sociale.

Sur place, enclos d'holothuries et champs d'algues s'apparentent à des phénomènes d'enclosures sur des territoires marins appartenant à des communautés locales historiquement semi-nomades pêcheurs (Koechlin, 1975 ; Veriza, 2018) et en proie à une transformation de leur mode de vie face une dégradation de leur environnement (Pascal, 2008 ; Muttenzer, 2015, 2020)

La présente communication se concentrera sur l'organisation de production de ces activités aquacoles par les entreprises privées : le *company farming* et le *village farming*, tous deux nécessitant l'occupation d'espaces marins côtiers. Si le premier modèle organisationnel est assez classique avec une relation contractuelle entre employés et entreprise privée, le second modèle est présenté par les entreprises et acteurs scientifiques comme un élément de développement local face à la pauvreté, un vecteur de biodiversité (Lavitra *et al.*, 2024) et comme une innovation sociale à part entière, caractérisée par une production structurée autour d'associations villageoises.

Ainsi, l'aquaculture d'exportation paraît relever d'une volonté de développement local tout en étant articulée à un marché global qui semble modifier les communs littoraux et exposer les communautés locales à de nouvelles vulnérabilités et opportunités.

Nous nous interrogerons plus particulièrement sur la raison de la coexistence de ces modèles en portant une attention particulière à leur historicité et à leurs différences (contrats, employés, prix de vente, organisation associative, conflits, etc.) pour tenter de percevoir les registres d'argumentation et les logiques d'action des différents acteurs. La coexistence de ces modèles pose la question de la négociation et du maintien dans les espaces côtiers pour différents acteurs (entreprises privées, associations villageoises productrices et villageoises). Dès lors, la présence de ces nouvelles formes de production, leur historicité complexe et les partenariats qu'elles génèrent interrogent. Peut-on y voir une nouvelle forme « ingénierie sociale » (Olivier de Sardan, 2021) ?

Panel 5 : Extractivism as Development and the (Re)Making of Social Relations

Convenors: Phill Wilcox, Bielefeld University, Germany Phill.wilcox@uni-bielefeld.de, and Abel Polese, IICRR, Dublin City University, abel.polese@dcu.ie

Session 1 – Chaired by Phill Wilcox

1. Beyond development: extractivism for the sake of development

Abel Polese, abel.polese@dcu.ie

Non-presenting authors: Marta Massera, Daniela D’Urso, Giovanni Zanoletti

Across world regions, the so-called “development paradigm” has been gradually yet steadily dismantled. Since Escobar’s (1995) critique of development, its deterministic linearity has been questioned and reframed as a set of concealed power dynamics that, in many respects, perpetuate systems of domination under the imperatives of “modernisation” and “progress.” Building on this line of critique, the presentation interrogates extractivism beyond its material dimension, viewing it as a social and political process through which inequalities, dependencies, and new (im)moral economies are reproduced in the name of progress. The analysis stems from the **PRESILIENT** research project (*Post-pandemic resilient communities: Is the informal economy a reservoir for the next generation of digitalised and green businesses in the Global South?*). Drawing on empirical cases from Mali, Niger, Tunisia, Kenya, Morocco, Senegal, and Zambia, it explores tensions between citizens and the state generated by extractivist policies.

In these contexts, extractivism emerges not merely as the extraction of physical resources but as a broader logic of exploitation—an extraction *from people*—justified by the ideological necessity of development. On one side stands the state, often backed by international institutions, claiming moral and legal legitimacy; on the other stands a wide range of actors navigating survival through practices deemed unlawful, informal, or immoral under universalised “global values” detached from local realities.

The panel situates these dynamics within broader debates on neoliberalism, post-liberal security, and global capitalism, asking how extractivist development reconfigures social relations across North–South and South–South divides. By centring local voices through indepth case studies, the presentation reflects on what “development” looks like from the margins—where the informal, the illicit, and the extractive converge to produce not only new inequalities but also new imaginaries of modernity, belonging, and transformation.

2. Locals standpoints about the growing up of extractivisms, social changes, and theirs relations to environment in Ogooué-Ivindo (Gabon)

Étienne Bourel, e_bourel@yahoo.com

The Makokou region, in the Ogooué-Ivindo province (north-east Gabon), has been undergoing significant economic development for several decades and is currently experiencing an increasing trend. While the activities concerned are mainly industrial and extractive (wood, gold, iron), they may also be on a more artisanal scale (gold and agriculture). The aim of this paper, based on recent fieldworks conducted in 2024 and 2025, will be to discuss the standpoints of various actors who are part of the local Ogooué-Ivindo populations regarding the social changes underway and the considerations about environment (primarily the forest, but also the rivers) that they imply.

While concern for environmental quality is present in people's speeches, it is never expressed in strict opposition to development policies. What's more, small-scale economic activities and life courses reflect less clear-cut positions on the conservation or destruction of nature than contingent and shifting choices in the context of underlying trends transforming contemporary Gabon: here we might mention the growing influence of monotheistic cults, particularly evangelical churches, which alter the spiritual relationship between converts and the forest ecosystem and relegate magical-therapeutic cults to the background.

So, while environmental concerns may be expressed in different ways, the desire for access to the wealth promised by development or the exploitation of resources very often emerges as a top priority for locals. At the crossroads of these potentially contradictory issues, the aim will be to consider how the idea of '(natural) heritage' can emerge in the context of local land conflicts or through the desire to develop tourist activities and thus commodify nature. In the end, this paper will discuss hopes, expectations, deceptions and disillusionments lived by the inhabitants of the region regarding political economy orientations of their country and concrete realisations in their surroundings.

3. Digital Transformation in the Informal Finance Sector: Bridging Divides or Deepening Extractivism? Evidence from Kenya

Benjamin Cisagara, benjamin_bisimwa.cisagara@lu.lv

This research explores the digital transformation of Kenya's informal finance sector through the new perspective of financial pluralism. It questions the dominant linear formalization theory by arguing that low-income households strategically manage a diverse portfolio of financial

relationships across various institutions and agents, including banks, savings groups, mobile money, money lenders, shopkeepers, family and friends, etc., to meet their daily needs. Using a mixed-methods approach, we analyze national survey data and qualitative fieldwork data with savings groups (chamas) to address a key question: Does digitalization promote development and inclusion in informal finance, or does it create new opportunities for value extraction and worsen inequality? We focus on savings groups, as they embody finance rooted in social ties, to document their digitalization process through mobile money, lending apps, and digital platforms as tools for modernization and development. We highlight the perceived benefits by some group members and also note the associated risks. These include overindebtedness from excessive borrowing, shifts in trust and power dynamics among members, and the exploitation of social relations and collective financial practices by fintech and telecom operators for their own gain. The study records individual and group strategies for resistance and accountability, including mixed cash-digital practices. These actions go beyond economic significance as they represent, in our view, a way to reshape the socioeconomic life of a community. Taken together, they may be seen as ways in which segments of society renegotiate spaces and influence public policies.

4. Promises of development and the afterlives of predatory extractivism: A visual history of the mining industry in Minas Gerais, Brazil

Ana Clara Alves (University of Freiburg)

On January 25, 2019, the Brazilian mining company Vale S.A. experienced the rupture of a tailings dam in the region of Córrego do Feijão, in the city of Brumadinho, Minas Gerais, Brazil. This tragedy resulted in 272 deaths and released twelve million cubic meters of mining waste, which spread across the region. The toxic waste contaminated rivers, killed local wildlife, and devastated the livelihoods of thousands of people. Images and videos of the disaster were widely broadcast around the world and on social media, and the circulation of these images were heavily responsible for a transnational movement of social and ecological justice that endures to this day. Seventy years earlier, when Vale S. A. was establishing itself in Minas Gerais, the large-scale mining infrastructures carried a very different meaning. At that time, the mining industry was the evidence of Brazil's "belated" development, and the images of extractivism facilities worked as symbols of hope for a modern, industrialized, and wealthier country. Nevertheless, the promise of "development" was never fulfilled. This work presents a counter-visual narrative to the topic of extractivism in the Brumadinho region, examining how the mining industry once embodied a national dream of development while simultaneously

reinforcing colonial transnational relations and predatory extractivism toward the people and environment. Lastly, the social and ecological negligence of mining extractivism in Minas Gerais calls for an exercise of epistemic disobedience, rearranging our gaze regarding what development should look like and how we can think and visualize decolonial approaches to extractivism practices in Latin America.

Session 2 – Chaired by Abel Polese

1. The revival of the Tanzania-Zambia Railway (TAZARA): China, Africa, and a (renewed) conflict over resources?

Phill Wilcox, phill.wilcox@uni-bielefeld.de

China's rapidly rising influence in the global South is described frequently as leading to rapid, unexpected, and often unwelcome changes. But when we look at the history of China in Tanzania and Zambia, we see a much longer history of Chinese activities. The construction of the Tanzania-Zambia Railway (TAZARA), which was completed in 1975 and funded entirely by China, shows that Chinese interest in the global South and the movement of African resources is nothing new. Five decades later, Chinese influence is rising in those same countries and around the revival of that same infrastructure project. This raises crucial questions, such as: if contemporary China in Africa is about interest in African resources, then is this really new? If so, where have the socialist promises of mutual solidarity made by China to support African future-making in the 1970s gone? Taken together, we arrive at the central question of this project: is reviving TAZARA in 2025 understood as development by the local populations of Tanzania and Zambia, or is this understood as China extracting natural resources for their own gain, and not for that of local populations?

Scholars agree that China's rise represents a geopolitical shift, especially since the start of the Belt and Road Initiative in 2013. Chinese development activities overseas are presented solely in capitalist economic terms. But this is very recent. African socialist leaders, such as those when TAZARA was constructed, visualised a future in which, with help from China, Africans would be free to make their own choices. China's return to this region as a major player here is an opportunity for reflection on what development really is, who can profit from natural resources, and the conflicts this generates.

Drawing on emerging grassroots ethnography from local populations along the route of TAZARA, this paper argues that for many, development is now a question of material gain and rising living standards and that reviving TAZARA has some support, even amidst a recognition

that the primary winners will not be local populations. In taking this ground-up approach, the paper reveals pragmatic encounters with development and sheds light on aspirations for the future in a globalised and increasingly unequal world.

2. Between Opportunity and Extraction: Chinese Migration, Development Imaginaries, and Social Change in Urban Cameroon

Jocelyne Kenne, kenjoelle@yahoo.fr

Across many African cities, Chinese traders have become key economic actors, who supply affordable goods and create new employment opportunities. In Cameroon, their expanding presence is transforming local market dynamics and everyday social relations. Based on survey data from 432 Chinese migrants and some ethnographic interviews with Chinese migrants and Cameroonians in Douala and Yaoundé, this paper explores how routine commercial encounters shape perceptions of development and raise concerns about extractive economic practices.

While Chinese commercial activity is viewed as a pathway to mobility, through access to work, other Cameroonians describe the relationship as largely one-sided, with profits flowing outward and limited reinvestment locally. These contrasting interpretations reinforce shifting boundaries between “us” and “them” and position Chinese presence simultaneously as opportunity, competition, and pragmatic necessity. By presenting the professional activities of Chinese migrants alongside local voices, the paper demonstrates how Sino-Cameroonian relations highlight broader tensions in contemporary development, showing how communities navigate social change in contexts where development and extractivism are closely intertwined.

3. Reimagining development in the age of extractivism: Local lives and Chinese mining in Africa

Abdou Rahim Lema lema.abdourahim@gmail.com

If, as Escobar (1995) argued, “development” has become a certainty in the global social imaginary, then extractivism is now its defining mode of material realization. Across Africa, large-scale mining and resource extraction have become both the promise and the peril of development, shaping new hierarchies of power, belonging, and hope. This paper examines how Chinese critical-minerals mining in Guinea, the Democratic Republic of Congo (DRC), and Zambia reconfigures everyday social relations and imaginaries of development in the age of extractivism.

Focusing on the lived experiences of communities situated at the frontlines of global demand for cobalt, bauxite, copper, and lithium, the study interrogates how governance pluralism, where formal state institutions coexist with customary and informal authorities, mediates encounters between global capital, national policy, and local aspirations. Drawing on multisited fieldwork and comparative qualitative analysis, it explores how residents negotiate displacement, environmental degradation, and new forms of dependency while also articulating alternative understandings of prosperity, modernity, and the future.

In keeping with Ferguson's (1999) call to take people seriously in their claims to modernity, this paper situates African actors not as passive subjects of extractive development but as agents whose practices of resistance, accommodation, and solidarity illuminate the contradictions of extractivist modernity. By centering local perspectives, the study contributes to debates on development, resource governance, and the social life of extractivism and how it both sustains and unsettles the developmental imagination in contemporary Africa, highlighting how extractive economies reproduce inequalities yet also generate new solidarities in the continent.

6. Néo-extractivisme scientifique en Afrique centrale et de l'Ouest : Critiques, Résistances et Modèles Équitables de Collaboration Nord-Sud

José Mvuezolo Bazonzi (GREC/Université de Kinshasa), Henri Yambene (CNE /MINRESI et GRAMUR), Papa Sow (Nordic Africa Institute, Sweden), Louis Henri Seukwa (Hambourg Applied University)

1. Science, savoirs et signature : l'extractivisme auctoriale dans la collaboration scientifique Nord-Sud

Alex ALEXIS, LL.B., B.A. (Haïti), LL.M. (Université d'Avignon), M.A (EHESS).

En mars 2018, l'Inserm publie un guide sur la signature scientifique dans lequel se lit d'emblée un aveu : 40 % des dossiers individuels traités durant les dix dernières années par la délégation à l'intégrité scientifique étaient liés à des conflits concernant la liste des auteurs. La signature scientifique, véritable terreau de l'extractivisme auctoriale, est un objet complexe. Enjeu de prestige et de pouvoir dans le champ scientifique, elle se présente en même temps comme une épreuve où les acteurs déploient leur compétence critique et expriment leur sens de la justice. Ceci est particulièrement vrai dans les sciences de la matière et de la vie, où la liste des auteurs

est censée refléter et récompenser proportionnellement les efforts mis par chacun dans le projet collectif.

Les normativités suivant lesquelles est négocié le positionnement des noms des auteurs dans la liste auctoriale ont fait l'objet de plusieurs travaux en anthropo-sociologie des sciences. Toutefois, ces travaux ont tendance à se focaliser sur les querelles d'auctorialité internes au champ scientifique et ne s'aventurent guère dans les espaces de jonction entre monde scientifique et monde « profane ». Or, à l'heure où pullulent les recherches dites participatives dans le contexte d'une science qui se veut désormais ouverte, la question mérite d'être posée : dans quelle mesure et à quelles conditions les contributeurs non-scientifiques (communautés autochtones, paysans, détenteurs de savoirs locaux, etc.) à un projet de recherche seraient-ils légitimes ou non à être co-auteurs des publications qui en résultent ? En s'appuyant sur une enquête sociologique (2021) menée en France auprès de chercheurs en sciences de la vie travaillant principalement sur des terrains situés en Afrique, la communication vise à appréhender les paradoxes de la contribution des non-scientifiques à la science, à la lumière des théories de l'injustice épistémique, de l'extractivisme scientifique et de l'anthropologie des savoirs.

La communication commencera par présenter la méthode et les résultats de l'étude avant d'en discuter les conséquences épistémiques, éthiques et politiques. La discussion sera articulée autour des interrogations suivantes : suivant quels indices et critères de légitimité est évaluée la contribution africaine à la production des savoirs mondiaux ? Est-il légitime de s'en tenir principalement aux critères de la science et de la scientométrie modernes/coloniales, en dehors d'une réflexion critique sur les jeux complexes de pouvoir, de justice mais aussi d'exclusion caractéristiques de l'espace d'auctorialité et, plus largement, des partenariats scientifiques Nord-Sud ? Qu'est-ce qu'un savoir typiquement « africain » ou « occidental » dans un monde soumis depuis longtemps à la circulation des non-humains, des humains et de leurs idées ? Affirmer que la contribution africaine aux savoirs scientifiques serait marginale, n'est-ce pas en même temps assumer que ces derniers seraient typiquement occidentaux et ainsi reconduire l'image, pour le moins discutable, d'une science inhérente à une sphère occidentale autosuffisante ? Comment rendre compte de la polyphonie inhérente à toute production de savoirs et ainsi mieux valoriser la part invisibilisée de l'Afrique, et de ses multiples communautés (autochtones, paysannes, etc.) dans la production de la science globale ?

2. Comment les associations féministes camerounaises produisent-elles des savoirs émancipateurs ? Une approche décoloniale des pratiques militantes.

JENGU JENGU Guy Beaudry, *Doctorant, Université de Yaoundé II-Soa,*
jenguguy@icloud.com

Cette communication interroge la manière dont les associations féministes camerounaises participent à la production de savoirs situés et émancipateurs, en rupture avec les logiques d'extractivisme scientifique qui caractérisent encore une partie des relations Nord-Sud dans le champ des études de genre et du développement. À travers une enquête de terrain menée au Cameroun (Yaoundé et Douala), cette recherche analyse comment la transition générationnelle au sein des organisations de défense des droits des femmes constitue un espace privilégié de reconfiguration éthique et épistémique.

Les pionnières du féminisme africain – issues des années 1980 et 1990 – ont bâti un champ militant et intellectuel fortement ancré dans le contexte postcolonial et les dynamiques de démocratisation politique. Aujourd’hui, une nouvelle génération de militantes – diplômées, connectées et généralement polyglottes – revendique une posture réflexive qui questionne non seulement les rapports de pouvoir entre sexes, mais aussi ceux qui structurent la production du savoir sur les femmes africaines. Cette relève féministe introduit ainsi des pratiques de transmission et de co-construction des connaissances, où l’expérience vécue et le savoir scientifique dialoguent sur un mode horizontal.

L’hypothèse de départ est que cette éthique du partage intergénérationnel repose sur trois principes majeurs :

1. Une revalorisation du Matrimoine et des savoirs vernaculaires.
2. Une remise en question des hiérarchies épistémiques héritées de la recherche occidentale, qui tend à extraire les récits des femmes africaines sans leur restituer la valeur de leurs savoirs.
3. Une pratique réflexive du soin et de la réciprocité, qui fonde une nouvelle manière de faire de la recherche féministe, participative et ancrée dans le vécu communautaire.

En articulant éthique du care, philosophie d’Ubuntu et approche décoloniale, cette étude démontre que les associations féministes camerounaises sont plus que des acteurs sociaux : elles sont des institutions productrices de savoirs éthiques, porteuses d’un modèle de gouvernance fondé sur la relation, la confiance et la mutualisation.

Ainsi, l’expérience intergénérationnelle observée dans ces collectifs illustre une résistance au néo-extractivisme scientifique, non seulement par la critique militante, mais aussi par la

pratique d'alternatives : recherche collaborative, restitution publique des résultats, et affirmation de la légitimité des voix africaines dans la production du savoir global.

Ce travail plaide pour une relecture du féminisme africain comme pratique épistémologique, où les femmes africaines, par leurs expériences et leurs héritages, participent à la décolonisation concrète du champ scientifique.

3. LUTTE CONTRE L'ULCERE DE BURULI ET INTERACTIONS ENTRE LE CIRES, LES PATIENTS ET LES TRADIPRATICIENS À AKONOLINGA (CAMEROUN) : COOPÉRATION OU EXPLOITATION ?

Georges MBANG NSANGOU, DOCTORANT EN SOCIOLOGIE DE LA SANTE, Université de Yaoundé I, Cameroun, nsangougeorges@ymail.com

La décision d'esquisser les lignes directrices des interactions entre les patients, les tradipraticiens et les acteurs du Centre International de Recherches d'Enseignements et de Soins (CIRES) répond au désir d'approfondir les recherches sur les pratiques susceptibles de compromettre les efforts de lutte contre l'Ulcère de Buruli au Cameroun en général et particulièrement à Akonolinga. À travers l'étude menée par le CIRES sur les « représentations anthropologiques et l'analyse pharmacologique des plantes traditionnelles utilisées dans le traitement des plaies chroniques dont l'ulcère de Buruli à Akonolinga, centre Cameroun », l'objectif de ce travail vise à analyser comment les stratégies mobilisées par les différentes parties prenantes de ce projet ont débouché sur une crise de confiance. Pour atteindre cet objectif, l'hypothèse suivante a été formulée : le jeu trouble des acteurs du CIRES vis-à-vis des acteurs de la médecine traditionnelle favorise l'idée du passage d'une relation de coopération à celle d'une relation d'exploitation. À fin d'infirmer ou de confirmer cette hypothèse, une descente à Akonolinga, qui est notre terrain d'étude a été nécessaire pour la collecte des données relatives à ce travail de recherche. Fondée essentiellement sur les techniques qualitatives comme : l'observation, la recherche documentaire et les entretiens avec les différents acteurs (tradipraticiens et acteurs du CIRES), cette collecte de données s'est déroulée sur une période d'un mois, entre le 1^{er} et le 27 juillet 2018. Pour analyser les données collectées, le recours fait à la grille d'analyse critique héritée de l'école de Frankfort a permis d'entrer en profondeur dans la réalité sociale et pouvoir débusquer sa face cachée. Au terme de cette analyse, les résultats montrent que la marginalisation des acteurs de la tradimedecine et le non-respect des termes d'accords du départ par les responsables du CIRES, constituent des formes d'exploitations, qui sont de nature à compromettre les actions de lutte contre l'Ulcère de Buruli à Akonolinga. Conséquemment, les acteurs de la médecine traditionnelle ont développé des

stratégies de résilience pour garder jalousement leurs secrets thérapeutiques plutôt que de continuer à collaborer avec les acteurs du CIRES, qui représentent selon eux la figure de l'impérialisme et de l'exploitation.

4. Extractivisme anthropologique : la fabrique des experts en Afrique de l'Ouest

N'DJAMBARA Mahamondou, et BILABENA Salamatou, Unité de Recherche en Anthropologie Appliquée et Fondamentale (URAAF), Faculté des Sciences de l'Homme et de la Société (FSHS), Université de Lomé, Lomé, Togo, mndjambara@gmail.com

Cette communication s'inscrit dans les questionnements relatifs aux économies morales et politiques de l'expertise en Afrique de l'Ouest, en analysant la manière dont des chercheurs s'approprient des savoirs situés pour se constituer en « experts » légitimes dans l'espace académique et institutionnel ouest-africain. L'exposé montrera la manière dont des connaissances produites par les praticiens locaux qui sont pourtant détenteurs de savoirs environnementaux, thérapeutiques, religieux, culturels ou socio-politiques, sont captées, reformulées et réinscrites dans des régimes de vérité valorisés par les universités, les ONG et les organisations internationales. Ce processus confère une certaine autorité épistémique aux chercheurs tout en marginalisant les détenteurs originels, dont l'expertise est souvent reclasée au rang de savoirs traditionnels ou ordinaires.

En éclairant ces dynamiques, la communication analyse les tensions entre expertises bureaucratiques, savoirs professionnels et savoirs profanes dans le champ anthropologique, ainsi que leurs effets sur les rapports enquêteurs-enquêtés. Elle propose enfin un modèle alternatif fondé sur la co-production des connaissances, la reconnaissance institutionnelle des experts locaux et la redistribution équitable de la valeur produite par la recherche, afin de dépasser les logiques purement extractivistes.

5. Entre extraction, transformation et légitimation : tensions extractivistes dans une enquête multisituée sur l'infertilité féminine au Cameroun

Gishleine Oukouomi, Université d'Ottawa, Chargée de cours, goukouomi@gmail.com

Cette communication propose une analyse critique des logiques d'extraction qui traversent le travail de terrain en contexte postcolonial, à partir d'une enquête multisituée sur l'expérience de l'infertilité féminine parmi des femmes camerounaises vivant au Cameroun. Dans un champ où les initiatives se veulent participatives et sensibles aux savoirs situés, la recherche elle-même se heurte à des contradictions, des résistances et des zones grises révélant la persistance de dynamiques extractivistes.

Menant entretiens en ligne, observations Facebook et entretiens en présence, le terrain met en lumière les négociations constantes nécessaires pour accéder à des récits profondément intimes, marqués par la stigmatisation et la vulnérabilité. L'attente de compensations, la suspicion envers la chercheure, les désengagements soudains rappellent que la donnée n'est jamais neutre : elle est fragile, située et protégée. Ces résistances rendent visible la manière dont la demande de "données brutes" peut être perçue comme une forme de prédateur symbolique.

À cette première extraction s'ajoute un second processus, rarement interrogé : la transformation des données. Comme les ressources naturelles exportées puis "raffinées" ailleurs, les récits collectés sont ensuite triés, épurés, codés, anonymisés et reformulés dans un langage académique conforme aux attentes des universités du Nord. Ce processus de "raffinage" épistémique - indispensable pour la publication et la légitimation - peut dénaturer l'épaisseur sociale, morale et émotionnelle des expériences recueillies, et reconduire des logiques coloniales de capture, de formatage et de valorisation des savoirs.

Au-delà des obstacles techniques et émotionnels, l'enjeu central réside dans la tension entre co-construction et extraction : comment produire un savoir sans capter, objectiver ou instrumentaliser des expériences intimes que les participantes protègent parfois de manière active ? La présence numérique accentue ces tensions : impossibilité d'interagir dans les groupes Facebook sans rompre l'éthique, volatilité des contenus, impossibilité d'en vérifier l'interprétation auprès des autrices des messages.

En mobilisant les travaux critiques sur l'extractivisme (Gudynas 2021 ; Grosfoguel 2019) et les épistémologies féministes, cette communication analyse la recherche elle-même comme un espace d'ambivalences, où co-construction, précautions éthiques, transformation institutionnelle et risques de prédateur se chevauchent.

6. Extractivisme épistémique et circulations transnationales d'élites savantes

Eric Essono Tsimi, Associate Professor, Department of French and Italian, Northwestern University

Cette communication propose une analyse de l'extractivisme épistémique à partir des circulations transnationales d'élites académiques impliquées dans la production de savoirs sur l'Afrique, en particulier dans les sciences sociales et les études littéraires. Mobilisant la sociologie critique des sciences (analyse des champs académiques et des régimes d'autorité épistémique, étude de la division internationale du travail cognitif, des dispositifs de financement et d'évaluation, des pratiques de *helicopter research* et de centralisation de

l’interprétation théorique au Nord) et l’histoire sociale des intellectuels (trajectoires, capitaux symboliques, formes d’adossement institutionnel et de reconnaissance), articulées aux théories de la colonialité du savoir et aux épistémologies du Sud, l’exposé examine comment des configurations institutionnelles de l’expertise savante reconduisent des hiérarchies centre/périmétrie dans l’économie mondiale de la recherche. À partir d’un exemple symptomatique (la commission Macron sur l’Afrique (2023), envisagée comme dispositif de gouvernement des savoirs), il s’agira de montrer comment des collectifs d’experts majoritairement situés au Nord construisent l’Afrique comme espace-ressource empirique et symbolique, tout en marginalisant les lieux africains de théorisation et d’énonciation critique. L’analyse portera sur les mécanismes de sélection des expertises, de cadrage thématique et de circulation des productions (rapports, textes programmatiques, interventions publiques), afin de dégager les régimes de problématisation et de légitimation qui structurent ces entreprises et d’ouvrir la discussion sur les conditions d’un recentrage des institutions africaines de recherche comme sites producteurs de théorie.

Panel 7 : Genre, Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) et Insécurité sous le Prisme de l’Extractivisme

Responsables : Alizète OUEDRAOGO (lisaouedd@yahoo.fr, Attachée de recherche, Sociologie et Anthropologie, CNRST/IRSS, Burkina Faso) ; Muriel CÔTE (muriel.cote@keg.lu.se, Université de Lund, Suède) et Ludovic Ouhonyiuoué KIBORA (kludovic@yahoo.fr, CNRST/INSS, Burkina Faso).

1. Femmes, ruines et extractivisme : reconfigurations du genre et de l’EMAPE dans le bassin minier de Mibladen (Maroc)

Oumaïma, JMAD, Laboratoire de recherche sur les Différenciations Socio-anthropologiques et les Identités Sociales (LADSIS) - Université Hassan II Casablanca Maroc, Oumaima.j@gmail.com

Cette communication s’appuie sur une ethnographie multi-située menée entre 2020 et 2022 dans le bassin minier de Mibladen, à la jonction du Haut et du Moyen Atlas (Maroc). Elle analyse la manière dont l’Exploitation Minière Artisanale et à Petite Échelle (EMAPE) reconfigure les rapports de genre, de pouvoir et d’insécurité dans un espace reconfiguré par la fermeture de la mine industrielle. Alors que l’historiographie minière marocaine a longtemps

invisibilisé les femmes, l'enquête montre qu'elles occupent des positions centrales dans les dynamiques extractives, malgré un cadre légal et symbolique qui continue de les assigner à la périphérie du travail minier.

L'étude repose sur une approche intersectionnelle combinant observation participante, analyse de réseaux numériques et entretiens approfondis auprès de femmes de générations, de statuts matrimoniaux et d'origines sociales variés. Elle met en évidence la manière dont l'interdiction légale du travail de fond, héritée d'un ordre minier colonial et patriarchal, coexiste avec la présence effective des femmes dans les formes locales d'EMAPE : extraction, tri et traitement du plomb et de la vanadinite, artisanat du khôl, commerce minéral, gestion logistique et financière des circuits d'exportation. Ces activités s'inscrivent dans un régime extractiviste marqué par le retrait de l'État, la faiblesse de l'encadrement et l'intégration du site aux chaînes de valeur mondialisées.

L'enquête révèle des insécurités imbriquées : corporelle (risques d'effondrement, maladies pulmonaires, absence de protection), économique (dépendance aux intermédiaires et aux financeurs locaux qui fixent prix et accès aux marchés) et sociale (stigmate du travail féminin perçu comme dégradant), ainsi que juridique (les habitantes des anciens logements ouvriers sont désignées comme « squatteuses », notamment lorsqu'elles sont issues de familles nomades amazighes et n'habitaient pas Mibladen à l'époque de la mine industrielle). Bien qu'éloignées des contextes de guerre, ces insécurités relèvent de violences structurelles propres aux régimes extractivistes du Sud global.

En outre, la communication analyse les hiérarchies genrées de l'EMAPE. Les galeries les plus profondes et dangereuses, mais aussi les plus riches en minéraux, demeurent l'apanage de collectifs masculins disposant de capitaux économiques et sociaux, tandis que les femmes accèdent surtout aux galeries proches du bourg, où elles extraient, trient et transportent le minerai dans des conditions précaires. Cette division sexuée, légitimée par une morale du risque et de la force, naturalise l'exclusion et masque les compétences féminines ainsi que leurs besoins d'accès aux ressources. Pourtant, de nombreuses femmes deviennent commerçantes, grossistes ou financeuses : elles investissent dans les puits, négocient avec des acheteurs internationaux et structurent les chaînes de circulation jusqu'aux foires minéralogiques mondiales.

Enfin, la communication examine les formes de résistance et d'autonomisation féminines : maintien dans les ruines comme refus de la dépossession, création de micro-entreprises, réactivation de solidarités, transmission de savoirs locaux et réinterprétation des usages du

plomb entre commerce, soin et ritualité. Ces pratiques traduisent une capacité d'agir sous contrainte et invitent à penser l'EMAPE comme un espace de recomposition sociale où les femmes transforment les ruines minières en milieux vivants, reconfigurant les conditions de la survie, de la valeur et de l'appartenance.

2. L'exploitation minière artisanale à petite échelle par les femmes dans un contexte de pauvreté et de crise sécuritaire dans la région de l'Est-Cameroun

ADA DJABOU, Université de Yaoundé I/ ENS, adaberna2@yahoo.fr

Les crises économiques successives des années (1985 à 2005) qui ont frappé le Cameroun ont conduit à la faillite de l'Etat et à l'intervention des institutions de Breton Woods (Banque Mondiale et Fond Monétaire International) dans la conduite socio-économique du pays. Les Plans d'Ajustement Structurel qui s'en sont suivis ont globalement démembré l'intervention de l'Etat dans de nombreux secteurs socioéconomique. C'est ainsi qu'on assiste à une ruée de petites compagnies d'exploitation minier dans la région de l'Est-Cameroun. La présence de ces compagnies a amené la population locale à se lancer dans cette activité. Parmi ces populations, figure en bon nombre des femmes. Ces dernières s'investissaient plus dans l'agriculture, mais le non établissement de leurs droits de propriété avec accès ou contrôle de la terre créent un obstacle à leur épanouissement agricole. Elles se livrent à des activités économiques complémentaires autour des sites miniers et aussi, participent à l'exploitation artisanale des ressources minières dans un contexte d'insécurité et de pauvreté extrême. L'analyse des déterminants de l'extraction minière artisanale par les femmes et les impacts qui en résultent sont au centre de nos préoccupations. La démarche méthodologique a consisté à faire recours à la méthode qualitative afin de mieux comprendre le phénomène. L'observation et les sources webographiques ont été d'une importance capitale. Par ailleurs, nous avons fait recours aux sources primaires et secondaire pour constituer l'ossature de notre travail.

3. Orpaillage et résilience des personnes déplacées internes au Burkina Faso

Dr Yacouba CISSAO, Socio-anthropologue, Chercheur au CNRST/INSS, Burkina Faso

Cette proposition porte sur la place de l'activité d'orpaillage dans la résilience des personnes déplacées internes au Burkina Faso où de nombreuses populations sont contraintes à une migration forcée vers les principales et villes secondaires du pays en raison des attaques terroristes dans leur localité d'origine. La présence d'un grand nombre de personnes déplacées internes dans la capitale, exerçant leur droit à la ville (Lefebvre, 1968), pose de nombreux défis en termes d'intégration socio-économique à court, moyen et long terme. Nos recherches

socioanthropologiques récentes dans la capitale du pays et dans des villes secondaires montrent que l'orpaillage constitue une activité qui attire de nombreuses personnes déplacées internes, principalement des hommes. Si beaucoup d'entre eux se dirigent vers les villes secondaires du pays en transitant souvent par la capitale, certains par contre se rendent dans des sites d'orpaillage au delà des frontières du pays.

L'objectif principal de cette communication est de décrire et d'analyser les différentes manières par lesquelles les personnes déplacées internes (PDI) font preuve de résilience et d'autonomie au quotidien à travers l'exploitation artisanale de l'or. Je m'inspire du concept de « social navigation » (Vigh, 2009), qui « désigne la manière dont les individus agissent dans des circonstances difficiles ou incertaines et décrit comment ils se libèrent des structures contraignantes, planifient leur fuite et évoluent vers de meilleures conditions de vie » (Vigh, 2009: 419). Mon hypothèse est que les personnes déplacées internes, particulièrement les hommes, s'investissent ou se réconvertissent massivement et de façon stratégique dans l'exploitation artisanale de l'or en raison du caractère plutôt accessible et informel de l'activité comparativement à leur activité habituelle d'agriculture qui est plus contraignante car l'accès au foncier dans leur nouvel environnement apparaît beaucoup plus problématique. Les sites d'orpaillage ne sont pas vus ici seulement comme des espaces de recherche de ressources financières mais bien plus comme des espaces de sociabilité et de reconstruction sociale, ce d'autant plus que certains hommes font le choix de s'y déplacer avec leur ménage entier.

4. Exploitation minière et attaques des groupes terroristes dans les zones de production minière au Burkina Faso

Dr Zongo Tongnoma, Maître de recherche à l'institut des sciences des sociétés (INSS), Spécialiste des questions minières, ztongnom@gmail.com

Le secteur minier constitue de nos jours un secteur indispensable pour l'économie Burkinabè, contribuant de manière significative aux recettes de l'État et à la création d'emplois. Le Burkina Faso, riche en ressources aurifères, a vu se multiplier les sites miniers industriels et artisanaux au cours de ces dernières années. Cependant, l'extraction minière industrielle comme artisanale, est désormais engagée dans une logique de restriction des espaces à cause des attaques des groupes terroristes que le Burkina Faso connaît depuis 2015. En effet, la présence des groupes armés et la multiplication des attaques terroristes sur presque l'ensemble du territoire national a des effets sur les pratiques des activités d'extraction de l'or. Cette communication s'appuie sur des données ethnographiques et d'une revue de littérature afin d'analyser l'impact des attaques des groupes terroristes sur le secteur minier et les arrangements qui se construisent

dans l'optique de pouvoir continuer à extraire la ressource « or » dans les zones de production du Burkina Faso. Cette communication s'intéresse aussi aux facteurs qui produisent ou aggravent l'insécurité dans le milieu. Elle analyse les nouvelles dynamiques qui se développent dans le domaine.

Panel n° 8 : Produire, capter, résister : enjeux de l'extractivisme narratif en Afrique de l'Ouest en temps de polycrise

Mahamadou Bassirou Tangara et Tania Smirnova, Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako, et Université de Québec à Montréal

Bamako, va-t-elle tomber ? Pénurie de carburant, récits médiatiques et extractivisme narratif au Mali

Tania Smirnova et Mahamadou Bassirou Tangara

À l'automne 2025, la pénurie de carburant qui frappe Bamako est interprétée, par certains relais médiatiques nationaux et internationaux, comme le symptôme d'un effondrement sécuritaire généralisé. La ville serait « en train de basculer aux mains du JNIM » – Jama'a Nusrat al-Islam wal-Muslimin, groupe affilié à Al-Qaida – comme si sa chute était imminente. Ce récit spectaculaire d'une capitale assiégée, bien que peu étayé empiriquement, s'impose dans les imaginaires collectifs, en partie par sa capacité à condenser anxiétés sécuritaires, mémoire des attaques passées (Radisson Blu, 2015 ; casernes, 2024), et perceptions fragmentées des tensions économiques récentes. Il entre également en résonance avec le discours revendiqué par le JNIM lui-même : en réponse, selon leur porte-parole, à la décision des autorités maliennes de restreindre l'accès au carburant dans les zones rurales contrôlées par les groupes armés, le JNIM affirme vouloir bloquer l'approvisionnement de la capitale, notamment par des attaques ciblées contre les citernes et les couloirs logistiques.

Ainsi, le récit d'une capitale « tombée » ne relève pas uniquement d'une exagération médiatique : il est aussi activement alimenté par une stratégie de communication jihadiste visant à projeter une image d'encerclement progressif et de guerre économique. Toutefois, cette pénurie de carburant ne peut être expliquée par les seules actions des groupes armés. Elle révèle aussi les failles structurelles d'une gouvernance énergétique fragile : déficit de coordination

institutionnelle, capacité logistique limitée, et faiblesse chronique des réserves stratégiques de carburant du pays.

Pourtant, les observations empiriques conduites à Bamako entre septembre et novembre 2025 racontent une tout autre histoire. Les marchés, bien que fragilisés, continuent de fonctionner. Les mobilités sont ralenties mais non paralysées. Cette dissonance entre expérience vécue et récit dominant révèle l'un des enjeux centraux de ce panel : la lutte pour la production et la captation des narratifs en temps de polycrise.

À travers cette étude de cas, la communication propose d'analyser la fabrication et la circulation de l'image d'un Bamako « pris par les jihadistes » comme un phénomène d'extractivisme narratif. Reprenant la notion développée par Eduardo Gudynas, l'extractivisme ne se limite pas à l'exploitation matérielle de ressources : il s'étend aux savoirs, aux émotions, aux récits. Il s'agit ici d'un extractivisme épistémique, où des récits simplificateurs sont produits, extraits, reformulés pour alimenter des agendas politiques, sécuritaires ou médiatiques.

Ce processus repose sur une asymétrie : entre ceux qui vivent la crise et ceux qui la racontent ; entre les récits de résilience locale et les narratifs globalisés de chaos. Cette dynamique est alimentée par l'opacité informationnelle, la polarisation des discours, et la fragmentation des sources. La crise du carburant devient alors un prisme révélateur d'une compétition discursive plus large – entre narratifs souverainistes, jihadistes, et critiques anti-juntes – chacun mobilisant des symboles puissants (colonialisme, justice divine, démocratie) pour renforcer leur légitimité.

Mais l'extractivisme narratif n'est pas un processus unilatéral. Il suscite des formes de résistance et de réappropriation : contre-discours de chercheurs, dénonciations par des journalistes locaux, récits ancrés dans les pratiques du quotidien. Le cas de Bamako illustre ainsi comment les villes deviennent des terrains d'affrontement narratif, où la vérité se négocie autant qu'elle s'observe.

En conclusion, cette communication plaide pour une approche fine des récits de crise, attentive aux acteurs, aux médiations et aux contextes. Elle invite à interroger : qui parle au nom de qui ? Pour quoi faire ? Et avec quelles conséquences sur les subjectivités, les politiques publiques et les dynamiques de pouvoir ?

2. « Appelez-nous des “barbus” : le récit radiophonique à l'épreuve de la menace terroriste au Sahel

Lassané Yaméogo, CNRST Burkina Faso et Viviane Schönbächler, Erich-Brost Institute Dortmund

Cette proposition de communication explore la manière dont les radios communautaires du Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso) couvre la crise sécuritaire. Dans un contexte où la menace terroriste est permanente (Yaméogo et al. 2024) et où des radios communautaires sont saccagées (Yaméogo, 2018) ou travaillent dans des conditions extrêmement difficiles (Konsimbo et Ouédraogo, 2024), nous nous demandons comment ces radios couvrent la crise. Notre recherche s'inscrit dans la lignée du courant des travaux sur la médiatisation des conflits contemporains (Frère, 2005). Elle se penche spécifiquement sur la crise sécuritaire qui ébranle le Sahel africain pour comprendre comment les médias, particulièrement les radios communautaires rendent compte de ces conflits. Le choix des radios communautaires tient au fait qu'elles sont peu étudiées dans les recherches qui questionnent les interrelations entre les médias et les conflits en Afrique subsaharienne francophone. Les rares travaux publiés sur le sujet traitent plus globalement du rôle des médias d'information (Frère, 2005; N'Sana, 2021). De plus, dans les trois pays faisant l'objet d'étude, la radio communautaire est au cœur des conflits. Étant implantées en campagnes qui sont dans les trois pays les épicentres des conflits, elles ressentent et subissent encore plus la situation que tout autre média (télévision, presse imprimée, presse en ligne) concentrés dans les grands centres urbains. L'information est produite et diffusée dans un environnement de tension entre instinct de survie et devoirs professionnels. Dans un tel contexte, comment la radio communautaire, le média de proximité par excellence, le plus utilisé par les populations rurales (Damome, 2006) du fait de son accessibilité économique, infrastructurelle, linguistique et culturelle (Capitant, 2008) traite-t-il de la crise sahélienne ? Quels sont les mécanismes par lesquels le récit médiatique sur le Sahel est sélectionné, requalifié et reconfiguré et diffusé ? Qu'est-ce que la radio communautaire privilégie comme dicible et comme indicible et pourquoi ? Comment appréhende-t-on les rapports de pouvoirs entre devoir d'informer et menace terroriste ? Pour répondre à ces questions, nous mènerons une enquête qualitative auprès de radios communautaires au Burkina Faso, au Mali et au Niger et d'auditeurs /auditrices. Le matériau mobilisé fera l'objet d'une analyse thématique avec le logiciel OpenQDA.

3. Gouverner dans la crise : hybride du pouvoir et luttes narratives dans le centre du Mali

Ramata Diakité, ramatad3@gmail.com

Les reformulations que j'allais proposer: Depuis 2015, les régions de Mopti et Ségou au Mali sont le théâtre d'une crise multidimensionnelle – sécuritaire, politique, sociale et économique – qui s'inscrit dans la trajectoire plus large de la polycrise sahélienne. Cette situation donne lieu à une production foisonnante de récits sur la violence, la gouvernance et la place des populations

locales. S'appuyant sur des observations de terrain approfondies, cette communication propose une lecture de ces dynamiques à travers le prisme de l'extractivisme narratif : un processus par lequel des savoirs situés – issus de l'expérience quotidienne de la crise – sont extraits, requalifiés, puis réinsérés dans des grilles interprétatives dominantes, souvent décontextualisées et structurées par des asymétries de pouvoir.

Dans ces régions, la gouvernance prend des formes hybrides, articulant des arrangements locaux instables entre institutions étatiques affaiblies, autorités coutumières, leaders religieux et groupes armés non étatiques. Ces configurations de pouvoir génèrent des savoirs pratiques sur la sécurité, la justice et la régulation du quotidien. Pourtant, les récits produits par les institutions internationales, les think tanks ou les médias tendent à ignorer ces dynamiques, en les reformulant à travers des notions telles que « vide sécuritaire », « effondrement de l'État » ou « zones grises ». Ce faisant, ils participent d'une reconfiguration narrative où des réalités complexes sont réduites à des schémas d'analyse exogènes, parfois instrumentalisés dans des logiques de légitimation ou de captation de l'attention globale.

Ce travail interroge alors : qui parle au nom de qui, dans quel but, et selon quelles logiques de légitimation ? Quelles formes de résistance ou de réappropriation émergent face à cette extraction symbolique ? À partir d'enquêtes qualitatives menées à Mopti et Ségou, cette contribution met en lumière des formes de contre-récits portées par les habitants eux-mêmes. Ceux-ci racontent leur quotidien en tension avec les narratifs hégémoniques, documentant leurs stratégies d'adaptation, leurs dispositifs d'autodéfense ou leurs mécanismes de médiation. Ces récits locaux constituent autant de formes de résistance narrative : discrètes, souvent invisibles, mais cruciales pour comprendre la conflictualité telle qu'elle se vit sur le terrain.

En définitive, cette communication appelle à une vigilance critique sur la manière dont les savoirs sont produits, captés et diffusés dans les zones de crise. En montrant comment les récits dominants influencent la reconnaissance et la légitimité des acteurs locaux, elle plaide pour une approche ancrée, réflexive et attentive aux tensions entre savoirs situés et narratifs extraits.

4. Panarabisme en circulation et violence au Mali : extraction, reconfiguration et résistances narratives dans les dynamiques identitaires et religieuses

Tiémoko TRAORÉ, Doctorant en communication interculturelle à l'UYOB, Bamako, Mali,
Email : diema@webmails.com

Dans un contexte sahélien marqué par la polycrise, cette communication analyse la circulation du panarabisme au Mali et les mécanismes par lesquels cette idéologie transnationale est

extraite des contextes locaux, reconfigurée et mobilisée par divers acteurs. Leaders religieux, réseaux diasporiques, éducateurs arabo-islamiques, prédicateurs numériques, ONG et groupes armés réinterprètent sélectivement des références religieuses pour orienter les pratiques, légitimer des positions ou renforcer leur influence dans un espace discursif hautement polarisé.

L'approche mobilise le concept d'extractivisme narratif, défini comme l'appropriation asymétrique et la transformation de récits locaux dans des logiques de pouvoir, de visibilité ou de recrutement. Les discours panarabes tendent à aligner les pratiques religieuses sur un modèle arabo-islamique homogénéisé, parfois en rupture avec l'islam prophétique local. L'étude met également en évidence des formes de résistance narrative portées par les autorités religieuses traditionnelles, les communautés et certains espaces éducatifs.

La méthodologie combine 55 entretiens semi-directifs, 8 focus groups, de l'observation participante, l'analyse de discours (prêches, contenus pédagogiques, communiqués) et un corpus numérique (posts, vidéos, messages WhatsApp/Facebook). Le terrain couvre Bamako, Djenné, Niono et San (2019–2025). Les résultats éclairent les tensions identitaires, la vulnérabilité de certains jeunes et les stratégies de résilience communautaire.

5. Les récits néo-souverainistes de l'extractivisme dans le panafricanisme 2.0

Serge Remy Ngaba, sergeoremy@gmail.com, chercheur à AYEN, Observatoire du politique en Afrique.

Le panafricanisme 2.0, c'est le panafricanisme numérique ou panafricanisme digital -*digital Pan-Africanism*- . En plein essor depuis le tournant du web 2.0 dans les années 2000, ce *digital Pan-Africanism* marque la renaissance du panafricanisme sur les mondes cybernétiques. Ladite renaissance est portée par des acteurs individuels inspirés par l'idéologie néo-souverainiste à laquelle adhèrent de nombreux jeunes. En Afrique subsaharienne en général, et en Afrique de l'Ouest en particulier où prospère cette idéologie, émergent alors des activistes 2.0, comme Kemi Seba et Nathalie Yamb constitués en praticiens du décolonial et soutiens des régimes militaires du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Ils militent pour que les Etats africains se dotent enfin d'une réelle autodétermination et président eux-mêmes à leurs destinées économiques.

Dans ce contexte, le système néocolonial tissé par la Françafrique avec ses réseaux d'exploitation des ressources africaines (uranium au Niger) et ses conséquences que sont la mal gouvernance, les crises sécuritaires et économiques, devient alors la cible privilégiée des activistes du panafricanisme 2.0. Une importante entreprise discursive et militante appelant à

un sursaut panafricaniste, se met alors en place et impacte certaines politiques publiques. Cette dynamique encore marginalisée par la recherche est l'objet de cette communication. Son hypothèse est que les récits de résistance portés par des activistes du panafricanisme 2.0 utilisent une double stratégie émotionnelle et dégagiste vis-à-vis de la France et des puissances occidentales, qui a de puissants effets d'adhésion sur les jeunes générations et sur certaines décisions politiques aux niveaux national et international.

D'un point de vue méthodologique, la réflexion s'appuie sur des données issues d'une ethnographie digitale qui a conduit à scruter les contenus vidéos, sonores et écrits des profils Facebook, YouTube et X de Nathalie Yamb et Kemi Seba. Des données secondaires issues de l'analyse documentaires sont aussi convoquées pour animer la discussion.

Panel 9. Médias, extractivisme et endo-extractivisme en Afrique : coalitions, dénonciations et ripostes à l'âge des réseaux sociaux numériques

Thomas Atenga (Université de Douala) et Simon Ngono (Université Française de la Réunion)

Session 1

1. De l'agir individuel à l'agir en commun pour dénoncer l'extractivisme à Madagascar : un processus complexe (im)possible avec les réseaux sociaux numériques

Rija Fenosoa ANDRIANANTOANINA, Centre de Recherche en Communication (CERCOM), Université d'Antananarivo, Madagascar, feno.andrianantoanina@gmail.com

Quand il est question de projets d'exploitation minière, Madagascar est le théâtre de conflits socioculturels, politiques et économiques, en interne et avec les investisseurs étrangers. Les professionnels de média se servent des réseaux sociaux numériques pour appeler les citoyens à participer aux actions de remédiation, pour interpeller les décideurs à travers des produits médiatiques. Pour l'ONG *Malina*, un réseau de journalistes d'investigation, la production et la publication d'articles, de films et de podcasts se font de manière systématique. Pour d'autres journalistes ou militants écologiques, résidents ou de la diaspora, à titre individuel ou collectif, les publications ponctuelles de caricature, de mèmes et de chanson en contexte de crise alimentent les discussions pour dénoncer les pratiques d'extractivisme. Comment les réseaux sociaux pourraient-ils à la fois favoriser et fragiliser la coalition contre l'extractivisme à Madagascar ? Cette question principale guidera la réflexion dans l'objectif de repenser la

dynamique locale pour protéger et valoriser le patrimoine commun avec l'usage raisonné des réseaux sociaux numériques. Se contenter d'évaluer les réactions et commentaires dans les plateformes numériques amène à douter que les informations autour de l'extractivisme ne sont consommées que par une minorité alors qu'elles sont mobilisées comme référence et pour illustrer la situation de crise. Il est logique de voir comment les médias en parlent et comment les contenus se partagent en public et en privé ? La participation des acteurs visibles devant et derrière la scène médiatique expliquera la sensibilité du sujet de l'extractivisme. Ce qui rend difficile le recours aux réseaux sociaux en tant que médium technologique ou espace de médiation. Est-ce que le traitement médiatique occasionnel renforce l'idée de silence médiatique ponctuelle ? La lecture du processus de l'agir individuel vers la construction d'une communauté permettra de comprendre l'environnement médiatique de la dynamique locale pour le bien commun. La pratique de Théo Rakotovao, militant depuis plus de 10 ans pour dévoiler les risques de l'exploitation minière à Ranobe, ainsi que celle de POV, caricaturiste de presse en ligne constituent des cas permettant d'approfondir la réflexion sur les enjeux de mobilisation (Allain & Maillet, 2021). Les entretiens avec deux représentants de *Malina* compléteront les données exploitables. Pour mieux saisir leur stratégie communicationnelle qui vise une diversité de publics consommateurs de contenus, le concept de cross-médias (Bougnoux & Assouline, 2007) souvent utilisé dans le domaine de marketing sera mobilisé. La discussion s'orientera sur l'usage raisonné des réseaux sociaux pour la (re)médiation informationnelle. Avec le concept de « arts de faire commun » emprunté à Nicolas-Le Strat (2016), la possibilité d'agir en commun, de constituer un commun et d'agir sur ce commun pour la justice environnementale sera démontrée. Quand les réseaux sociaux numériques dépassent la mise en visibilité de soi (Ngonon, 2018) et nous servent d'espaces de médiation (Capelle, 2024), la veille informationnelle ne sera plus considérée comme un besoin ponctuel en temps de crise mais deviendra une habitude, une culture.

2. Extractivisme et réseaux sociaux au Niger : quels usages ?

Ibrahim ABDOULAYE SEYNI, Université Abdou Moumouni Niamey, Niger,
ibrasy2000@gmail.com

Pays sahélio-saharien, le Niger est un vaste pays de 1 267 000 km². Avec une population de 27 000 000 millions d'habitants (d'après les projections de l'INS), ce pays est très riche en ressources minéralogiques et minières. Malgré ses richesses, cette entité géographique ouest-africaine peine à quitter les dernières places dans le classement du PNUD en terme d'indice de développement humain. Ces richesses minéralogiques et minières, longtemps exploitées par les sociétés

étrangères, au lieu d'apporter le bonheur aux paisibles citoyens, n'ont générée que des problèmes politiques, sociaux, environnementaux et sanitaires etc. Face à ce constat désolant et amer, le politique, et quelques personnes physiques et morales ont décidé de mener un combat contre la prédatation de ces richesses par les compagnies étrangères. Pour ce faire, elles ont mis à contribution les médias traditionnels et les réseaux sociaux pour donner plus de visibilités à leurs actions. Dans le cadre de cette étude, la grosse interrogation qu'on se pose est savoir quels usages ces personnes ont-elles fait de ces moyens de communication par rapport à l'exploitation et l'exportation de ces ressources ? Cette contribution se fixe pour objectif de mettre en lumière les actions menées par les personnes physiques et morales dans le cadre de l'extractivisme en lien avec les réseaux sociaux. Ainsi grâce à la convocation d'une méthodologie mixte alliant méthode qualitative et quantitative, l'étude a abouti à des résultats comme les réseaux sociaux moyens d'expression et de relai des messages éveillant les consciences ou sensibilisant les populations. Elle a aussi permis de montrer que ces instruments sont utilisés comme canal de dénonciation de certaines pratiques et d'alerte de l'opinion publique. Elle a enfin permis de remarquer que ces canaux ont été utilisés comme terrain de mobilisation des opinions nationales et internationales dans le cadre de cet extractivisme au Niger.

3. Les réseaux sociaux numériques et la sensibilisation aux conséquences de l'orpaillage en Côte d'Ivoire

Mariam BERTE SEKONGO et Tahirou KONE, Unité de Recherche et de l'Expertise Numérique (UREN), Université Virtuelle de Côte d'Ivoire, Abidjan, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire, mariamsbs2012@gmail.com , ktahiroo@yahoo.fr

Des études ont montré que le Côte d'Ivoire était le 7ième producteur d'or en Afrique en 2022 et l'exploitation minière artisanale représentait 4 tonnes officiellement, contre 48 tonnes pour la production industrielle. Mais, dans ce pays, on peut estimer jusqu'à 40 tonnes d'or par an extraites par des artisans miniers de manière illicite (Ummel, M., Schulz, Y. 2024). Dans un contexte de pauvreté liée au manque d'emploi et au chômage, l'orpaillage représente une opportunité économique irrésistible pour les jeunes de façon générale en Afrique, et particulièrement en Côte d'Ivoire. Cependant, cette activité économique n'est pas sans conséquences. En effet, l'afflux souvent massif des orpailleurs dans une région laisse des traces visibles dans les milieux réservés en principe à l'agriculture. (COGINTA, 2024). Du coup, on assiste au changement de l'environnement notamment : la déforestation, la destruction du réseau hydrographique, des logements précaires, la prostitution, l'insécurité etc. Face à tous ces

problèmes créés par l'orpaillage en Côte d'Ivoire, les réseaux sociaux numériques pourraient jouer un rôle important au niveau de la sensibilisation de ceux qui s'adonnent à ce travail. C'est pourquoi on peut se demander si l'utilisation des réseaux sociaux numériques ne peut-elle pas transformer l'orpaillage en un facteur de développement local et de stabilité ? la communication à travers les réseaux sociaux peut-elle contribuer au développement local par la création des emplois en diminuant le taux d'émigration des jeunes ? cette sensibilisation pourra-t-elle garantir la sécurité de la population dans les zones aurifères et lutter contre les impacts environnementaux de cette activité ? De façon générale, l'objectif de cette étude est d'utiliser les réseaux sociaux numériques pour la transformation de l'orpaillage en un facteur de développement local et de stabilité. De façon spécifique, c'est de contribuer au développement local par la création des emplois en diminuant le taux d'émigration des jeunes, garantir la sécurité de la population dans les zones aurifères et lutter contre les impacts environnementaux de cette activité. Au niveau théorique, on peut se référer à COGINTA (2024), qui pense que des projets d'appui à la valorisation et à la sécurisation de l'exploitation aurifère artisanale, sont des facteurs de développement et de cohésion sociale au nord de la Côte d'Ivoire. Comme méthodologie, nous avons utilisé l'approche qualitative. Ainsi, nous avons fait une recherche documentaire qui nous a permis d'avoir un corpus de documents, par le biais du moteur de recherche Google. Ensuite, nous avons utilisé deux (02) médias sociaux pour avoir des vidéos, notamment : You Tube et Tik Tok. Au niveau des résultats, les réseaux sociaux numériques sont des moyens importants pour communiquer rapidement avec la population locale, sur l'organisation des activités aurifères. Aussi, des coopératives ont-elles été mis en place, afin de réduire des impacts négatifs. Enfin, des mesures sécuritaires ont été mises en place pour protéger non seulement les populations, mais encore pour préserver l'environnement des effets néfastes.

4. Contribution des chanteurs de reggae à la musicalisation de l'exploitation des ressources naturelles en Afrique : le cas d'Alpha Blondy et Tiken Jah Fakoly

Yao Francis KOUAMÉ, Laboratoire des Sciences de la Communication des Arts et de la Culture (LSCAC), Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Cocody), Côte d'Ivoire,
kouameyaofrancis56@gmail.com

Comme produit culturel, la musique enregistrée n'est pas qu'un simple artefact. Sa capacité à transmettre des idées, des émotions ainsi que sa forte médiatisation en font un média à part entière susceptible de proposer une lecture du monde à partir d'expériences réelles ou supposées. Ainsi, même si elle semble rare en musique, la problématique de l'exploitation des

ressources naturelles n'est pas totalement absente des répertoires musicaux. D'où la notion de musicalisation qui renvoie au fait de donner un « caractère musical à quelque chose » ou de « rendre musical quelque chose (G. Gueraud-Pinet, 2018, p.28). En fait, certains artistes musiciens, à l'instar d'Alpha Blondy et Tiken Jah Fakoly se font l'écho de l'exploitation des ressources naturelles à travers leurs œuvres. Concrètement comment cette question résonne-t-elle dans la musique d'Alpha Blondy et de Tiken Jah Fakoly ? Dit autrement, quelle (s) perceptions donnent à entendre ces deux musiciens de la thématique de l'exploitation des ressources naturelles à partir de leurs répertoires ? Telles sont les questions auxquelles ambitionne de répondre cette communication dont l'objectif est d'analyser à partir d'un corpus, la musique de ces deux chanteurs ivoiriens en vue de mettre en lumière leurs approches relatives à l'exploitation des ressources naturelles en Afrique et ailleurs dans le monde. Notre étude se veut qualitative. Elle emploie la recherche documentaire, l'entretien semi-dirigé comme outils de collecte. In fine, notre travail montre qu'à partir de leurs approches spécifiques, Alpha Blondy et Tiken Jah Fakoly mettent en lumière les enjeux socioéconomiques et géopolitiques de l'exploitation des ressources naturelles en Afrique et dans le monde.

5. Phénoménologie de l'extractivisme minier au Cameroun : narratifs médiatiques, capitalisme et morale sociale en post colonie

Georges MADIBA O. & Gertrude Téclaire NGO BINYAM, Laboratoire des Conjonctures de Communication (LaCoCom), Université de Douala, Cameroun madigeo@yahoo.com

Considéré comme le pays du paradoxe minier, le Cameroun présente un visage contrasté dans l'extraction et l'exploitation des produits issus de son sous-sol : entre les potentialités de création de richesse économique et une extrême pauvreté persistante des populations locales, les avantages économiques dont elles pourraient bénéficier tardent à se faire voir à cause d'un déficit de mise en œuvre de la réglementation et d'une gouvernance faible. Dans un contexte socio-économique marqué par la mondialisation, et la croissance démographique, la production et la consommation des ressources du sous-sol sont en augmentation (Banque Mondiale, 2003). En 2020 plus de 3780 autorisations d'exploitations minières ont été délivrées dans les départements du Lom et Djerem et de la Kadey (C. Akomboh, 2024). Cette dense extraction endogène et exogène induit une forte surexploitation des terres ; ce qui n'est pas sans conséquence sur l'environnement, la sécurité alimentaire et la morale sociale. A partir d'un corpus qui croise les communiqués de presse (8) du ministère en charge des mines, les articles de la presse nationale et internationale (17), des documentaires et reportages de télévisions internationales (6) depuis 2023 nous voulons mener une réflexion sur le rôle du capitalisme

dans la modernité économique. Notre approche est phénoménologique (Husserl), c'est-à-dire, qu'elle se base sur la perception des acteurs locaux qui décrivent et interprètent les significations expérientielles telles qu'ils les ont vécues, façonnées par la conscience, le langage et les conditions sociales. Cette étude cherche à comprendre, derrière le paradoxe camerounais qui veut que la richesse du sous-sol crée de la pauvreté et de la dangerosité sociale pour les riverains, le rôle du capitalisme à outrance pratiqué par les acteurs de cette filière: est-il une nouvelle forme de colonialisme qui veut considérer les terres de l'Est Cameroun comme des espaces de rente au profit du Nord Global et au détriment des populations locales ? Quelle est la responsabilité morale des acteurs exo et endogènes vis-à-vis des populations riveraines, victimes d'un déséquilibre dans l'accumulation primitive des biens et dans la « loi de la valeur » (Maddison, 2001) ? Nous empruntons l'approche théorique de cette étude aux Subaltern studies et à la théorie postcoloniale. Les Subaltern Studies visent à faire entendre la voix des acteurs locaux qui sont dans la résistance et dont le but est de montrer les effets nocifs de cette exploitation inégale et déstructurée. La théorie postcoloniale contribue à la compréhension de la décolonisation des imaginaires politiques et économiques et à montrer les limites des formes nouvelles de domination par les grands exploitants qui imposent des logiques économiques faisant fi de la morale sociale.

6. Parler pour dénoncer. Sémiotique des discours contre l'extractivisme sur les réseaux sociaux numériques en Afrique

Struilly Ida MBANG, Université Omar Bongo de Libreville – Gabon, Faculté des Lettres et Sciences Humaines Département des Sciences de l'Information et de la Communication, Membre du laboratoire du CeReS – Sémiotique – Limoges, France, struilly22@yahoo.fr

La colonisation a profondément marqué les peuples africains. C'est au cours de cette période qu'a émergé un modèle d'extractivisme, qui perdure encore aujourd'hui sous des formes néocoloniales. Les ressources naturelles continuent d'être extraites et exportées principalement au profit des puissances étrangères. Ces dernières exploitent les anciens territoires colonisés pour améliorer les conditions de vie de leurs propres populations. Depuis plusieurs décennies, des militant·es et chercheur·ses démontrent que, sur les plans économique et géopolitique, les pratiques coloniales telles que l'extractivisme n'ont pas disparu, mais se sont transformées et adaptées aux réalités postcoloniales. Les relations entre la France et ses anciennes colonies, par exemple, demeurent vivaces, comme en témoignent la présence d'entreprises minières et d'exportation française dans certains pays africains. De nombreux accords issus de l'époque coloniale continuent de favoriser les intérêts des anciennes puissances coloniales. Les travaux

de chercheur·ses comme Samir Amin, Immanuel Wallerstein ou encore Arturo Escobar apportent une lecture critique et approfondie de ces dynamiques extractivistes. Cependant, malgré l'abondance des travaux scientifiques sur la question, le sujet reste encore marginal dans les médias, plus particulièrement les médias traditionnels. Lorsqu'un média tente d'aborder ces questions de manière critique ou de restituer l'histoire sous un autre angle, il est souvent censuré ou marginalisé. Comme l'indique Francis Balle, on assiste à une « forme de silence » autour des réalités du tiers-monde. Les informations concernant ces territoires font souvent l'objet de déformations systématiques, particulièrement dans les pays du Nord. Le récit médiatique sur l'extractivisme est quasi inexistant, et les représentations véhiculées tendent à présenter les pays du Sud comme des entités passives, dépendantes de l'aide internationale, niant ainsi leur rôle dans l'économie mondiale et leur contribution à l'histoire contemporaine. Avec l'essor des nouveaux médias, les informations relatives à l'extractivisme deviennent de plus en plus visibles : ses enjeux, ses dérives et ses conséquences environnementales sont désormais portés à la connaissance d'un public élargi. Les médias sociaux numériques permettent de déconstruire les « logiques de silence » longtemps imposées par les circuits médiatiques traditionnels. Nathalie Yamb, militante politique panafricaine, dans l'une de ses conférences à Moscou, publiée sur Youtube souligne clairement cette rupture tout en se réjouissant de l'apparition des nouveaux médias : « L'information n'est crédible et ne doit être prise en compte par la communauté internationale que lorsqu'elle est validée par les organes de presse de la puissance coloniale. Et c'est ainsi que l'on voit nos présidents, nos ministres, nos députés, nos intellectuels se précipiter fièrement en longueur de journée pour donner à RFI, France 24, TV5, Vieille Afrique (Jeune Afrique) des interviews et des opinions qu'ils dénient à leurs propres médias et participer ainsi activement au maintien de la fumisterie coloniale. Heureusement, Internet nous permet aujourd'hui de corriger cela... ». Ainsi, à travers les plateformes numériques, de nombreuses voix s'élèvent désormais pour dénoncer l'extractivisme. Paroles, images, gestes, vidéos, déplacements, conférences, chroniques, lives, tweets, discours : un véritable flot de signes qui témoigne de la volonté de rompre avec les récits dominants et de proposer des narrations alternatives. Dans cette communication, nous proposons d'analyser la manière dont des activistes et journalistes africains mobilisent des stratégies sémiotiques sur les réseaux sociaux numériques pour dénoncer l'extractivisme. Nous émettons l'hypothèse que ces stratégies participent à la déconstruction des discours médiatiques classiques, souvent liés à une vision néocoloniale, et à la reconstruction d'un récit alternatif de l'histoire contemporaine africaine. Pour ce faire, nous structurons notre analyse en deux temps : dans un premier temps, nous présenterons les principaux outils d'analyse sémiotique utiles à la compréhension de ces

discours. Dans un second temps, nous analyserons des extraits de discours et d'interventions médiatiques d'activistes et journalistes comme : Nathalie Yamb, Alain Foka Kemi Seba et bien d'autres, en vue de dégager les mécanismes discursifs et les stratégies sémiotiques qu'ils mobilisent pour dénoncer les logiques de l'extractivisme. Le corpus de cette étude sera donc exclusivement constitué de publications, déclarations, vidéos et entretiens diffusés sur les réseaux sociaux numériques par des activistes et journalistes.

Session 2

1. Le réseau social Facebook comme terrain de dénonciation des pratiques extractives et endo-extractives minières au Cameroun

Thomas MBARGA MEKONGO, Département de communication Laboratoire des Arts et de la Communication (LAC), Université de Douala, Cameroun, mbargamekongo79@gmail.com

Au Cameroun, les espaces protégés cristallisent généralement des conflits socio-environnementaux complexes, et qui trouvent leur raison d'être dans l'histoire coloniale, les dynamiques territoriales contemporaines et la pression croissante sur les ressources naturelles (Dzokom, 2022 : 1). Ainsi, le gouvernement camerounais va entreprendre depuis plus d'une décennie une politique visant l'exploitation des ressources minières pour les mettre au service du développement du pays pour son « émergence 2035 » (MINEPAT, 2009b ; MINEPAT, 2009a). Ce qui s'observe à partir du nouveau code minier promulgué en 2001 et stipulant que le pays a choisi de déléguer la mise en valeur de ses ressources minières à des compagnies privées étrangères tout en se gardant le soin de réguler et de centraliser ce gouvernement des mines (Likert, 2013 : 101). Toutefois, le communiqué du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) du vingt-six avril deux mille vingt-cinq, faisant état de la mise en production des gisements miniers et prêt pour que les premières exportations aient lieu en deux mille vingt-cinq sur le site d'exploitation du fer de Bipindi Grand-Zambi, par la société G-stones Ressources S.A, à partir du réseau social numérique Facebook, [...] s'est transformé en terrain de protestation] (Van der Steen, 2021 :3). Ces dénonciations des pratiques extractives et endo-extractives partent des ressources qui continuent à être bradées et exploitées par les étrangers. Il s'agit dans ce travail de questionner le choix du ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique (MINMIDT) de mobiliser le réseau social numérique Facebook comme canal de diffusion des informations relatives aux pratiques extractives et endo-extractives, dans un contexte marqué par la contestation et la mobilisation collective face aux discours de voix marginalisées ? Nous postulons que le MINMIDT mobilise le réseau social numérique Facebook face aux voix marginalisées afin de communiquer

formellement sur les activités menées par cette institution publique à l’endroit des internautes. A partir de la théorie du vigilantisme numérique (Loveluck, 2016 : p.129), nous allons réaliser un travail qui prend appui sur une recherche netnographique et documentaire afin d’analyser et d’interpréter les prises de parole des internautes, sans oublier celles des institutionnels à partir de la plateforme numérique Facebook. Le but étant de montrer que le discours institutionnel n’est pas toujours en phase avec les réalités des internautes dits subalternes au sujet des pratiques extractives et endo-extractives au Cameroun.

2. Médias classiques et (in)visibilisation des conflits extractifs miniers au Congo (Brazzaville) : entre obstacles politico-sécuritaires, invisibilisation et la précarité des modèles économiques des médias

Jonas Charles NDEKE, Université Marien Ngouabi, Congo Brazzaville, jcnndeke2@gmail.com

Cette communication vise l’examen des Médias classiques et (in)visibilisation des conflits extractifs miniers en contexte congolais. Il est important de rappeler que l’extractivisme désigne l’exploitation et l’exportation de « ressources » naturelles pas ou peu transformées, dans le contexte d’économies peu diversifiées (Gudynas, 2009). Il convoque une tendance à la surexplotation des ressources du sol et du sous-sol ; une doctrine de l’« extraire à tout prix » (Thomas, 2013). Questionné dans plusieurs zones géographiques (Amérique-latine, Europe, Afrique...), ce concept reste très peu mobilisé en contexte congolais. Cette communication qui s’inscrit dans la complémentarité des travaux disponibles se structure autour des questions suivantes : quels sont les obstacles politiques et sécuritaires auxquels les journalistes sont confrontés dans la couverture des conflits extractifs miniers au Congo ? Peut-on parler d’invisibilisation et de visibilisation des conflits extractifs miniers sur les médias congolais ? Qu’est-ce qui justifie cette visibilisation et l’invisibilité des conflits extractifs miniers sur les médias au Congo ? Cette communication s’appuie sur l’approche socio-politique et la théorie de la médiatisation. Elle a eu recours à la méthodologie qualitative et à un corpus constitué de vingt (20) entretiens semi-directifs réalisés avec les journalistes, les acteurs de la société civile et les personnes des zones concernées. Ce corpus est complété par des documents administratifs, juridiques, règlementaires, des articles, des livres, des thèses... Ces données ont été traitées manuellement. L’analyse de contenu est mobilisée comme outil d’analyse de données. L’analyse catégorielle a été retenue ainsi que les approches quantitative et qualitative. Au terme d’une enquête exploratoire, il se dégage les tendances suivantes en lien avec notre problématique. On observe que les journalistes se heurtent à des obstacles politiques et sécuritaires. De ce fait, il se déploie en contexte congolais une invisibilisation dans la couverture

des conflits extractifs miniers sur les médias. Elle se justifie par la précarité des modèles économiques des médias au Congo.

3. Extractivisme numérique au Sénégal : entre discours de légitimation, contre-récits et résistances

El Hadji Malick NDIAYE, Université Amadou Mahtar MBOW, chercheur affilié (membre permanent) au Laboratoire Médias, Technologies, Information, Communication et Sociétés (Lab-MéTICS-Saint-Louis du Sénégal) et associé au Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (GRESEC-Grenoble), elmalickndiaye10@gmail.com elmalick.ndiaye@uam.edu.sn

Les récentes recherches sur l'extractivisme éclairent très nettement sur les formes de captation et d'accumulation de la valeur des données. Historiquement les technologies autour d'Internet relevaient sont passées d'une logique générative avec des efforts de la communauté de *hacker* à une logique extractive (Cardon, 2019). Les récents teravaux de Couldry et Meijas (2019) sur le *data colonialism* et de Zuboff (2019) sur le « capitalisme de surveillance » traduisent l'importance de l'extractivisme numérique comme levier de pouvoir à travers les données et les contenus. Tandis que Cohen (2019) met l'accent sur les effets juridiques et politiques de cette économie, Crawford (2021) rappelle que les données sont indissociables des infrastructures matérielles et des rapports de pouvoir. Le contexte sénégalais permet d'observer ces dynamiques sous deux angles principaux : un angle endo-extractiviste examiné sous l'angle des données en lien avec les acteurs numériques locaux, et, un angle exo-extractiviste pour lequel nous choisissons de nous pencher sur la problématique des contenus informationnels et en mien avec les plateformes numériques. D'une part, les acteurs locaux, qu'ils soient des startups, opérateurs, fournisseurs d'accès à Internet ou même l'Etat, collectent des données à partir d'identités numériques, de traces de navigation, de géolocalisation... Cette collecte est accompagnée de discours et narratifs sur la modernisation, l'inclusion, l'innovation intégrant ainsi un imaginaire selon lequel la numérisation est intrinsèquement bénéfique. Cette position technodéterministe résonne avec la critique du technosolutionnisme formulée par Morozov (2013). Au niveau local, des voix s'élèvent sous la forme de mobilisations ou de prises de parole isolées, notamment sur les réseaux sociaux, pour dénoncer cet extractivisme de données. D'autre part, la collusion socioéconomique et dilution éditoriale (Rebillars, Smyrnaios, 2019) entre les plateformes numériques et les éditeurs, notamment les plus faibles qui sont surtout en situation de sujexion (Ndiaye, 2022), traduit un exo-extractivisme sur la captation des contenus produits localement. Les éditeurs dénoncent régulièrement la manière dont les plateformes

numériques indexent, redistribuent ou valorisent les productions médiatiques sans compensation équitable. Leurs discours constituent ainsi des contre-récits de contre-publics au sens de Fraser (2001) dans une logique de résistance face à une hiérarchisation algorithmique décrite par Noble (2018) et mettent en évidence l'asymétrie entre les contraintes locales et cadres imposés par les plateformes. Au-delà des acteurs nationaux et internationaux ainsi que des formes d'activisme, des acteurs étatiques en charge de la régulation des contenus et des données interviennent dans le secteur à travers des avis, publications et discours. L'analyse de ces discours en plus de ceux des autres acteurs permet de comprendre les cadrages concurrents qui organisent l'économie politique des données et contenus au Sénégal. Ce travail de recherche se base sur une méthodologie en deux volets. Le premier consiste en une analyse de corpus numérique regroupant d'une part les communications et discours des acteurs qui extraient les données pour comprendre leurs stratégies de légitimation et, d'autre part, les discours, publications et déclarations d'activistes du numérique. Dans la même veine, les discours institutionnels des pouvoirs publics à travers notamment les régulateurs seront analysés. Le deuxième volet repose sur des entretiens semi-directifs avec des éditeurs en ligne, experts des droits numériques et professionnels du secteur technologique. L'objectif est d'éclairer comment pratiques et discours, locaux et transnationaux, produisent un régime hybride d'extractivisme numérique et comment émergent des formes de résistance et de mise en visibilité au sein de l'espace public sénégalais.

4. Les ONG Gabonaises à l'épreuve de l'extractivisme en ligne : analyse à partir de la lutte contre la culture de l'hévéa dans le Nord et de l'Eucalyptus dans le Sud-Est du pays

Marcy Delsione OVOUNDAGA, Université Catholique de l'Ouest Bretagne-Sud, membre non permanent du Groupe de recherches sur les Enjeux de la Communication, France,
marcyovoundaga@gmail.com

« *Nous n'accepterons jamais que nos terres soient accaparées pour les eucalyptus, l'homme téké ne plante que des arbres qui nourrissent, aller voir tous nos vieux villages, vous trouverez : Manguiers, safoutiers, avocatiers,...et non les arbres qui vont détruire nos terres, non aux eucalyptus* » ces propos, extraits du bulletin d'informations en ligne Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales (2024), illustrent le rejet par les populations du sud-est Gabon face au projet de plantation d'Eucalyptus d'une part et ils mettent en relief le rôle des espaces numériques comme tribune de dénonciation et de lutte d'autre part. En effet, au cours des années 2010, le gouvernement d'Ali Bongo a multiplié les initiatives pour réduire la dépendance du Gabon au pétrole, en misant sur une diversification économique destinée à anticiper le déclin

des revenus pétroliers (N'goulakia L.P : 2014). C'est dans ce cadre que certains projets agricoles ont été développés dont celui de l'Hévéa dans le Nord et celui de l'Eucalyptus dans le Sud-Est. Si ces projets paraissent, à première vue, bénéfiques dans la mesure où ils visent à détacher le pays de l'extractivisme minier et de ses conséquences (Engone Elloué : 2023), force est de constater qu'ils exposent désormais le pays aux dangers de l'extractivisme agricole (Bombardi : 2003 : 48). Plusieurs associations de société civiles ont dénoncé ces deux projets. Pour le projet d'Hévéa culture, l'ONG Brainforest a mis en avant l'impact environnemental, social et culturel sur les modes de vie des communautés locales Quant au projet de monoculture d'Eucalyptus, le Collectif des Ressortissants et Écologistes des Plateaux Batéké a alerté les pouvoirs publics sur la destruction des espèces végétales et animales, la perte de biodiversité ainsi que sur les risques de maladies graves liés à l'usage de pesticides. Les espaces des réseaux sociaux numériques apparaissent comme des terrains privilégiés pour ces dénonciations, tandis que les médias traditionnels et officiels abordent peu le sujet et relaient rarement cette ligne critique. C'est afin de comprendre les modes d'appropriation de ces nouvelles tribunes numériques par les associations gabonaises dans leurs dénonciations et leurs luttes contre l'exploitation de l'environnement que nous avons choisi de traiter la thématique suivante : « *Les ONG Gabonaises à l'épreuve de l'extractivisme en ligne : analyse à partir de la lutte contre la culture de l'hévéa dans le Nord et de l'Eucalyptus dans le Sud-Est du pays* » Cependant, Comment les différentes associations de la société civile gabonaise s'approprient-elles les réseaux sociaux numériques pour soutenir leurs actions de dénonciation contre l'extractivisme agricole ? Ces nouvelles tribunes numériques remplissent-elles la fonction de véritables dispositifs d'action sociale, en articulant étroitement pratiques en ligne et mobilisations hors ligne ? Par ailleurs, dans un contexte où les acteurs politiques exercent une forte mainmise sur les médias traditionnels (Marcy Ovoundaga : 2019), en quoi les espaces publics numériques peuvent-ils être envisagés comme des espaces publics oppositionnels au sens d'Oscar Negt (1972), porteurs de discours alternatifs se détachant des récits officiels ? Notre objectif est de comprendre comment les ONG gabonaises s'approprient les réseaux sociaux numériques dans leur lutte contre l'extractivisme agricole, d'une part, et d'analyser, d'autre part, la manière dont ces plateformes peuvent constituer un espace public oppositionnel dans un contexte médiatique fortement marqué par le contrôle politique. Nous entendons par *extractivisme* l'exploitation massive, intensive et destructrice de la nature (Monange & Flipo, 2029). Afin de mieux circonscrire cette notion, nous nous appuyons sur la typologie proposée par Nicolas Sersiron (2014), qui distingue trois formes d'extractivisme : celui portant sur les ressources naturelles et les écosystèmes, l'extractivisme du travail et le viol de l'imaginaire, entendu comme la

captation des représentations, des aspirations et des modes de pensée. Nous mobilisons ce cadre conceptuel pour analyser les dynamiques de mobilisation sociale qui émergent autour de la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes au Gabon, et pour observer comment les réseaux sociaux deviennent un terrain privilégié de contestation, de sensibilisation et de construction d'alternatives citoyennes face aux logiques extractivistes. Pour répondre à ces questions en problématique, nous croiserons ici plusieurs méthodes de collectes des données en sciences humaines et sociales en général et en sciences de l'information et de la communication en particulier. Premièrement, nous nous inscrivons dans une approche nethnographique du web (Roberts Kozinets : 1995), c'est-à-dire une observation des actes communicationnels des membres de la communauté virtuelle et des sens qui s'en dégagent. Cette approche nous permettra d'effectuer des veilles communicationnelles sur les différentes tribunes Facebook des ONG Brainforest et le Collectif des Ressortissants et Écologistes des Plateaux Batéké de 2010 à 2025. Le choix de ces deux associations se justifient par leurs statuts : Brainforest est pionnière dans la lutte environnementale au Gabon et le collectif contre le projet d'Eucalyptus a été exclusivement mis en place pour cette cause. Nous croiserons ces observations avec des données qualitatives issues des différents entretiens semi-directifs que nous effectuerons avec les membres de ces associations. Celles-ci nous permettront d'apprécier les fonctions qu'ils donnent à ces nouveaux outils numériques.

5. Raconter pour dénoncer et interpeller sur l'exploitation de graphite à Madagascar : le numérique et le storytelling au service du citoyen

Mirana Lalaniaina RAZANAJATO RAZAFINIMANANA et Lucie RABAOVOLOLONA, Centre de recherche en communication (CERCOM), Faculté des lettres et sciences humaines (FLSH), Université d'Antananarivo, Madagascar, lrabaovololona@gmail.com

Cet article aborde l'utilisation le storytelling pour informer sur les réalités de l'extraction de graphite à Madagascar. En effet, dans un contexte où l'indice de perception de la corruption demeure encore élevé pour la grande île (140^e place sur 180 pays selon Transparency International Madagascar), l'ONG Malina, en tant que figure parmi les acteurs de la société civile fait office d'alarmeur dans les activités extractives du pays. Sa démarche repose sur la conduite et la diffusion de contenus menés par des journalistes d'investigation. Au vu du contexte, ils ne peuvent plus se contenter du journalisme classique, la diffusion par le numérique devient une obligation pour eux. Donc récemment, un podcast intitulé « Redevances minières : à qui profitent les mines de graphite ?», qui a mobilisé en grande partie le storytelling a réussi à susciter des discussions dans l'espace public malgache. D'une durée de cinq minutes

quarante-trois secondes, le produit parle principalement des exploitations de graphite dans deux communes malgaches notamment en mettant en lumière l'absence de retombées positives pour la population locale et la corruption avérée. A travers le podcast, les journalistes servent de médiateur pour une population ignorant les tractations malhonnêtes présentes dans leur commune. D'où notre question : Comment les journalistes de Malina mobilisent-ils le storytelling pour dénoncer et interpeller sur les mécanismes de corruption et les abus liés à l'extractivisme, et en quoi cette forme de narration contribue-t-elle à construire un cadre contestataire dans les espaces numériques ? Pour répondre à cela, notre méthodologie consiste ainsi à décortiquer le produit de Malina notamment la structure innovante du récit, l'analyse du discours qui met l'accent sur la dénonciation, l'analyse de la circulation du podcast et enfin un entretien avec les initiateurs. Comme cadre théorique, nous mobilisons les réflexions de Salmon et Storr sur le storytelling qui stipulent que le récit est un puissant vecteur d'identification et d'engagement émotionnel. Nous nous appuyons également sur l'analyse discursive proposée par Norman Fairclough (2013) basée sur la description, l'interprétation et l'explication du contenu du podcast en portant une attention particulière aux formes linguistiques, ainsi qu'aux dits et aux non-dits qui organisent le discours, les rapports du pouvoir et l'idéologie dominante reflétant la situation culturelle et sociale malgache. Et enfin, les travaux de Cardon (2019) et de Fraser (2001) nous aideront à vérifier la place des espaces numériques en tant que contre-publics. Notre propos intervient dans un contexte où les journalistes des médias traditionnels (Ngonon, 2022) peinent à approfondir sur les sujets liés à l'extractivisme tandis que des journalistes indépendants parviennent à transformer les luttes sociales à travers des récits numériques.

Panel 10. Law/yers, the Geography of Extraction, and the (Re)Negotiation of Africa's Relationship with the World Economy

Coordinated by Sophie Andreetta (Université de Liège) and Sara Dezelay (ESPOL-Université catholique de Lille)

1. Legal Capital Across Borders: Transnational Legal Trajectories and the Politics of Law in Benin

Sophie Andreetta & Sara Dezelay

After the independence, the first generations of legal professionals were all trained in France. Decades later, members of the Beninese bar still regularly study in Europe, sometimes building legal careers across both the Paris and the Beninese bar. At the same time, lawyers have also consistently played a key role in Beninese politics: the Ministry of Justice was almost regularly allocated to (former) members of the Beninese bar, and most prominent lawyers have often been appointed to higher jurisdictions. Building on the idea that lawyers are often intermediaries in Africa's relationship with global (financial and legal) markets (Dezalay 2015; 2025), and using the professional trajectories of Beninese lawyers as a starting point, this presentation will explore the connections between law, politics, and globalization. We build on ethnographic fieldwork in Beninese courts (2023-2025) and within the Beninese bar (2021-2023) to unpack the international ties embedded in lawyers' careers and explore how these ties are linked to wider political and economical stakes. We ask why and how lawyers get trained abroad, what drives them to move back, what kind of international networks they belong to and how this partly shapes or transforms local legal practice.

2. We can't say 'the law or the door': gas extraction, project finance, and embedding 'global' values in Mozambique

Ana Carolina Dall'Agnol, DPhil (PhD) candidate, Centre for Socio-Legal Studies, University of Oxford, ana.dallagnol@law.ox.ac.uk

Overarching research

My doctoral thesis analyses the tapestry of efforts involved in the preparation of contractual frameworks, as well as national legal settings for accommodating financing structures of complex infrastructure projects in the Global South. It does so by focusing on the role of project finance lawyers that work as brokers in the structuring of gas extraction projects in the Rovuma Basin, Northern Mozambique - a politically sensitive, multi-billion set of two projects, which are transforming Mozambique's legal and regulatory landscapes. By looking at law intermediaries as methodological entry points through multi-sited fieldwork, this study shows how these actors broker, translate, and mediate public and private interests, therefore creating new forms of transnationalism. In doing so, the thesis also reveals how powerful, remote investors mobilise legal and relational efforts for accommodating their operations in formally deregulated spaces. Paradoxically, these decentralised and delocalised actors deploy particular legal advice from professionals based in three capital cities (Maputo, Lisbon, London), who have developed distinctive capabilities. In other words, the components of this tapestry of

efforts are embedded in specific national settings, and the networked nature of these orchestrated efforts produces geographies of collaboration, dependency, and control.

Outline of this paper

This paper answers the following question: 'What is the legal and relational groundwork advanced by Maputo-based lawyers in the structuring of gas extraction projects in Mozambique?'. It weaves three bodies of literature - on brokers, on energy geographies, and on the African legal profession - to argue that Maputo-based lawyers rely on distinctive expertise in legal rules and social norms to translate, adapt, and embed transnational law in national settings. They do so by articulating resources, knowledge, and connections within a network of intermediaries, who operate in and from specific geographies, and at the intersection of different legal traditions, cultural values, and priorities.

Research design

The Area 1 – the largest FDI project in sub-Saharan Africa on record – and Area 4 natural gas extraction projects in the Rovuma Basin in Mozambique were selected as units of analysis for this study. By focusing on the Area 1 project (currently operated by TotalEnergies) and the Area 4 projects (which consist of two projects, currently operated by Eni and ExxonMobil), this study sheds light on the role of legal professionals in conveying and embedding transnational legal norms in receiving states, focusing on their identity, ethos and expertise, as well as the role this expertise plays in governance.

In addition, by selecting Mozambique as a case study, I am being able to analyse, empirically and theoretically, the ways in which oil and gas companies advance their interests – not without resistance – in fragile states deeply dependant on official development assistance and foreign investment. As a former Portuguese colony, Mozambique is also a compelling case study of how colonial continuities interact with the demands of delocalisation and ‘sophistication’ of oil and gas projects.

Methodology

This study relies on eighty-eight open-ended, semi-structured elite interviews, conducted in Maputo (where I was based for 2,5 years), Lisbon, London, and Oxford (remotely, mainly during lockdowns). Interview participants included lawyers involved in the transactions, officials of the Area 1 and Area 4 upstream oil and gas companies, financiers, officials of international financial institutions and bilateral cooperation partners, as well as lawmakers and officials of regulatory authorities in Mozambique.

3. Extractivisme épistémique et circulations transnationales d'élites savantes

Eric Essono Tsimi, Associate Professor, Department of French and Italian, Northwestern University, eric.tsimi@northwestern.edu

Cette communication propose une analyse de l'extractivisme épistémique à partir des circulations transnationales d'élites académiques impliquées dans la production de savoirs sur l'Afrique, en particulier dans les sciences sociales et les études littéraires. Mobilisant la sociologie critique des sciences (analyse des champs académiques et des régimes d'autorité épistémique, étude de la division internationale du travail cognitif, des dispositifs de financement et d'évaluation, des pratiques de helicopter research et de centralisation de l'interprétation théorique au Nord) et l'histoire sociale des intellectuels (trajectoires, capitaux symboliques, formes d'adossement institutionnel et de reconnaissance), articulées aux théories de la colonialité du savoir et aux épistémologies du Sud, l'exposé examine comment des configurations institutionnelles de l'expertise savante reconduisent des hiérarchies centre/périmétrie dans l'économie mondiale de la recherche. À partir d'un exemple symptomatique (la commission Macron sur l'Afrique (2023), envisagée comme dispositif de gouvernement des savoirs), il s'agira de montrer comment des collectifs d'experts majoritairement situés au Nord construisent l'Afrique comme espace-ressource empirique et symbolique, tout en marginalisant les lieux africains de théorisation et d'énonciation critique. L'analyse portera sur les mécanismes de sélection des expertises, de cadrage thématique et de circulation des productions (rapports, textes programmatiques, interventions publiques), afin de dégager les régimes de problématisation et de légitimation qui structurent ces entreprises et d'ouvrir la discussion sur les conditions d'un recentrage des institutions africaines de recherche comme sites producteurs de théorie.

4. Données contre corruption. Des chiffres pour conjurer la « malédiction » ?

Daniel Enama, Doctorant en science politique, ENTPE - Université de Lyon 2,
daniel.enama@entpe.fr

Après plusieurs décennies de querelles, la cause de la « malédiction des ressources » observable dans maints pays pauvres pourvus de matières premières semble identifiée : la nature failli des institutions hôtes. Vassalisées par le pouvoir des multinationales et/ou réinvesties par celui des élites locales, les institutions-cadres de l'extraction apparaissent inopérantes, mieux, alimentent la plus commune des pratiques : la corruption. Parallèlement, la solution semble tout aussi

trouvée : il faut réélaborer le format institutionnel par l’intermédiaire d’un catalogue des « bonnes pratiques » au rang desquelles la transparence.

L’Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) qui va en constituer le principal dispositif, est l’aboutissement d’une série d’innovations sociales et managériales qui placent au cœur de leur fonctionnement les indicateurs de performance promus pour leur compétence dans le pilotage optimal des affaires. Plus encore, l’hypothèse qu’une mise en transparence des recettes financières issues de l’extraction des matières premières (pétrole, mines, gaz) enrayerait la corruption et réduirait la pauvreté, se double du pari d’une construction démocratique des indicateurs à travers l’activité collégiale du réseau d’acteurs dédié (gouvernement, industriels, organisations de la société civile).

Si tout ceci semble constituer un inédit au regard de la trajectoire des Etats rentiers, cette communication défend la thèse que l’espace de travail collaboratif ainsi créé, tient lieu de politique, dont les (contre)effets permettent de nuancer l’emprise des technologies performatives. Au-delà de la dimension neutre ou experte affichée par le dispositif ITIE, il alimente, autant qu’il se confronte à une lutte des pouvoirs que nous nous proposons d’ethnographier à travers l’observation fine des opérations concrètes autour de la rédaction du rapport qui lui est assorti. Le propos s’appuie sur une enquête de thèse en cours sur les effets des régulations de type ITIE au Cameroun.

5. Les géographies de l’extraction numérique : une exploration juridique critique

Alex Alexis, Université de Montréal, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne,
alex.alexis@umontreal.ca

Cet article part de trois observations distinctes. 1) Dans nombre de pays du Sud, des plantes et des animaux sont régulièrement collectés, séquencés et transformés en « données » pour le progrès scientifique. 2) En Afrique noire, des minerais sont régulièrement extraits, traités et employés dans les produits technologiques innovants. 3) Dans les pays CANZUS, des données sur les peuples autochtones sont systématiquement produites et transformées en marchandises pour le développement économique. Par-delà leurs spécificités, ces trois processus relèvent de « l’extractivisme numérique »¹. Par ce terme, il faut entendre des opérations de réduction et d’extraction non-réciproitaire pratiquées sur et/ou au prix de diverses formes de vie, par le moyen ou pour le besoin de technologies numériques. Dans le monde de ces extractivismes numériques motivés par la course à la productivité et constamment en proie au productivisme, il n’y aurait point d’alternatives viables : c’est « publish or perish », « innovate or die ». Et ce,

peu importe le prix : l'appropriation perturbatrice de la (data)biodiversité et des savoirs locaux par les scientifiques/bioprospecteurs² ; la déshumanisation des « travailleurs » congolais de la mine par les chainons de l'industrie numérique³ ; l'accaparement des terres, des ressources et des données des peuples autochtones par les États et consorts⁴. Que peut le droit face à ces extractivismes numériques qui produisent à la fois de l'injustice sociale, épistémique et environnementale ? Pour y répondre, je procéderai par étude comparée de deux affaires juridiques emblématiques de l'extractivisme numérique : i) la décision 15/9 de la Convention sur la diversité biologique⁵, et ii) la décision du Tribunal de Waitangi en Nouvelle-Zélande au sujet de la commercialisation des données autochtones maories⁶. J'examinerai dans quelle mesure les solutions retenues dans les deux cas offrent des fragments juridiques pour sortir de l'extractivisme numérique et explorer d'autres mondes possibles.

Panel 11 : La dynamique des espaces sociaux miniers. Inégalités, mobilités et prises de position

Benjamin Rubbers (brubbers@uliege.be, Université de Liège) et Martín Cavero Castillo (martin.cavero@ehess.fr, Université Côte d'Azur)

1. Économies morales locales des extractions minières à petite ou grande échelle : réflexions croisées à partir d'études de cas péruvienne et burkinabè

Martín CAVERO CASTILLO, LAPCOS, Université Côte d'Azur, France, martin.cavero@ehess.fr, et Quentin MÉGRET, LAPCOS, Université Côte d'Azur, France, Quentin.megret@univ-cotedazur.fr

Dans le cadre de cette communication, nous proposons de questionner la notion d'extractivisme à partir de l'étude croisée des tensions morales constitutives de l'expansion des activités minières dans deux contextes ethnographiques distincts : l'extraction minière à petite échelle conduite par des orpailleurs ouest-africains dans le sud-ouest du Burkina Faso (Quentin Mégret), et un projet minier d'exploitation à ciel ouvert d'or et de cuivre mené par une compagnie transnationale dans les Andes du nord du Pérou (Martín Cavero Castillo).

Pour saisir les tensions morales aux abords des sites d'extraction, nous mobilisons l'approche de l'économie morale des enjeux sociaux (Fassin 2009, 2012, avec Eidelman), qui invite à penser les liens entre les positionnements moraux des acteurs à l'égard d'un enjeu social (en

l'occurrence minier), et à saisir les logiques politiques et historiques locales et supra-locales sous-jacentes (Cavero 2024). Dans le cadre de cette intervention, notre objectif vise à mettre l'accent sur la dimension temporelle et dynamique de l'économie morale en contexte extractif. Nous souhaitons étudier comment les évaluations morales de l'activité minière évoluent et se recomposent, parfois rapidement, en fonction d'une diversité de facteurs (sociopolitique, sociotechnique, environnemental, juridique...).

En Afrique, les travaux portant sur l'exploitation minière artisanale ont mis l'accent sur les notions éthiques et les normes collectives pesant sur l'individu ou le groupe : les idéaux de masculinité et de réciprocité portés par les creuseurs (De Boeck 2001, Grätz 2009, Cuvelier 2014), les symboles ou normes morales des habitants face aux processus d'enrichissement des orpailleurs étrangers ou locaux (Werthmann 2003, D'Angelo 2019). Plus généralement, les auteurs ont mis en évidence comment les activités économiques de l'EMAPE sont guidées par certains impératifs moraux, que l'on peut alors qualifier de « moralités économiques ». Dans le prolongement des travaux analysant les conflits de valeurs entre habitants et orpailleurs non locaux (Werthmann 2010, Mégret 2008, 2011 ; Mégret et Cros 2009, 2018), Quentin Mégret abordera ici, au plus près des acteurs, les tensions morales ou « glissements moraux » qui s'opèrent autour du processus extractif, en l'occurrence entre « orpailleurs migrants » et « autochtones », mais aussi parmi les « autochtones orpailleurs » et « orpailleurs habitants », se positionnant vis-à-vis du développement de l'activité minière à petite échelle.

D'autre part, les travaux portant sur de grands projets miniers analysent surtout la morale de manière indirecte. Elle est réduite aux valeurs collectives qui motivent le rejet, parfois le soutien, de l'expansion minière, telles que la protection du milieu de vie contre les effets polluants des activités minières, la lutte pour la reconnaissance des droits humains et politiques, la défense d'une culture ou d'un mode de vie, ou encore l'exigence de retombées économiques locales plus fortes ou plus équitables (Ballard et Banks, 2003 ; Bebbington et Bury, 2013 ; Conde et Le Billon, 2017 ; Horowitz et al., 2018). En discussion avec ces travaux, il s'agit de prêter attention aux divergences morales à l'égard d'un tel projet au niveau micro. Les divergences d'intérêts et de points de vue sont en effet un phénomène répandu, mentionné par de multiples auteurs, mais encore peu analysé. Pour ce faire, Martín Cavero Castillo, a étudié non seulement les différentes réactions locales à l'échelle de villages, mais aussi en leur sein.

C'est donc dans cette double perspective, et avec une approche comparative des morales et des échelles de l'extraction (issues de terrains africains, sud-américains ou d'ailleurs), que nous

espérons contribuer à une anthropologie décloisonnée des (économies) morales de l'extractivisme minier.

2. Au-delà des binarismes de l'extractivisme : mobilités, hiérarchies et expériences croisées dans une grande mine chinoise privée du Copperbelt

Penglei SU, ED 624, Université Paris Cité URMIS (UMR 8245) & CESSEMA (UMR 245), France, penglei.su@etu.u-paris.fr

Cette communication s'appuie sur une enquête ethnographique menée entre août 2023 et octobre 2024 au sein de l'une des plus grandes mines de la région du Copperbelt en République démocratique du Congo. Cette mine – exploitée par Zhongguo (pseudonyme), une entreprise chinoise privée de dimension transnationale – offre un terrain privilégié pour renouveler l'analyse des espaces sociaux miniers, ainsi que des formes spécifiques d'investissement chinois qui alimentent les débats contemporains sur le Global China. Contrairement aux travaux classiques portant surtout sur les projets contrôlés par des entreprises d'État chinoises (Ching Kwan Lee, Johanna Malm), ce cas met en lumière un acteur encore largement méconnu : un géant du capital privé chinois, dont les logiques de gouvernance, de gestion du travail et d'organisation sociale diffèrent sensiblement tant de celles des entreprises multinationales occidentales que de celles des entreprises publiques étudiées jusqu'ici.

L'enclave minière de Zhongguo se caractérise par une segmentation marquée entre expatriés chinois, travailleurs congolais employés directement par l'entreprise et une multitude de sous-traitants locaux et, dans une moindre mesure, étrangers. Cette configuration ne se laisse pas réduire à la dichotomie gagnants/perdants. Pour les travailleurs congolais, l'accès au travail industriel constitue autant une opportunité de mobilité sociale qu'une expérience d'intenses contraintes disciplinaires. Pour les expatriés chinois, la migration temporaire vers le Copperbelt est en même temps un levier de progression professionnelle, un sacrifice familial et une forme d'enfermement spatial propre aux grands projets extractifs. Les trajectoires croisées de ces groupes révèlent un espace minier traversé par des aspirations, des vulnérabilités et des positionnements moraux complexes.

L'observation des interactions quotidiennes – dans les cantines, les dortoirs, les ateliers ou les bus de transport – montre un tissu relationnel fait à la fois de coopération pragmatique, de tensions discrètes, et de sociabilités situées. Ces relations ne se conforment ni à un modèle de domination univoque, ni à une solidarité spontanée, mais renvoient à des négociations permanentes autour de l'autorité, de la reconnaissance professionnelle, du savoir-faire et de la

distance sociale. En prenant pour point de départ une entreprise privée chinoise de grande envergure, cette recherche invite à dépasser les binarismes qui continuent de structurer les analyses minières (industriel/artisanal, pour/contre, multinationales du Nord/communautés locales). Elle montre que l'extractivisme contemporain doit être appréhendé comme un régime socio-spatial hétérogène, dans lequel non seulement les ressources matérielles, mais aussi les mobilités, les temporalités et les subjectivités des travailleurs deviennent objets d'extraction. Le cas de Zhongguo illustre ainsi la manière dont le capital privé chinois contribue à reconfigurer les hiérarchies professionnelles, les formes de précarité vécues par les travailleurs et les pratiques quotidiennes du travail minier dans le Sud global.

3. Rester, résister et se réinventer : inégalités, mobilités et prises de position dans les ruines minières de Mibladen (Maroc)

Oumaïma JMAD, Laboratoire de recherche sur les Différenciations Socio-anthropologiques et les Identités Sociales (LADSIS), Université Hassan II Casablanca, Maroc,
Oumaima.j@gmail.com

À partir d'une enquête socio-anthropologique menée entre 2020 et 2022 dans le bassin minier de Mibladen, à la jonction du Haut et du Moyen Atlas (Maroc), cette communication interroge la dynamique des espaces sociaux miniers après la fermeture de la mine industrielle héritée de la période coloniale et la recomposition des activités extractives artisanales qui lui succèdent. Elle analyse des trajectoires différencierées entre résilience, résistance et résurgence, ainsi que les inégalités internes et les positionnements produits par la fin de l'exploitation industrielle et par l'émergence de nouveaux acteurs : investisseurs venus d'Asie, entreprises nationales et mineurs artisiaux locaux. Dans un pays où plusieurs bassins miniers ont connu des fermetures, mais avec des réactions contrastées (Jerada ayant suscité des mobilisations collectives), Mibladen et ses environs constituent un terrain encore peu exploré, marqué par des réponses plus diffuses et moins visibles politiquement.

L'enquête repose sur une méthodologie combinant observations ethnographiques, entretiens approfondis et analyse des circulations économiques et matérielles. Elle met en lumière la diversité des trajectoires post-minières : Engil, devenu « village fantôme » ; Ahouli, espace de travail à risque sans sédentarité possible ; Sidi Ayad, refuge marginal pour nomades sédentarisés et chasseurs de météorites ; le ksar d'Ahouli, où la ressource en eau permet une sédentarité précaire ; et Mibladen, carrefour de mobilités où se recomposent logements, services et activités économiques autour des ruines minières. Ces configurations permettent

d’appréhender des inégalités situées, liées au genre, à l’âge, au statut résidentiel et à l’accès différencié aux réseaux et capitaux (économiques, sociaux, symboliques).

L’analyse pointe ensuite la reconfiguration des mobilités sociales et géographiques après la fermeture. Celle-ci a entraîné un exode et des formes de sédentarité contrainte (veuves, personnes âgées, personnes en situation de handicap ou sans réseaux) et une polyactivité de subsistance (agriculture saisonnière, commerce minéral, récupération de matériaux). Les jeunes NEET, partagés entre désir de départ et refus des travaux jugés dégradants, incarnent la tension entre survie économique, dignité et reproduction des hiérarchies locales. À leurs côtés, les nouveaux arrivants venus d’autres régions mais aussi certains anciens restés sur place, perçoivent dans la fermeture industrielle une opportunité : ils s’insèrent dans les circuits économiques émergents, localement et sur les marchés internationaux des minéraux, contribuant parfois à une véritable ascension économique.

Enfin, la communication analyse les positionnements face aux nouvelles formes d’extraction artisanale et aux projets nationaux et internationaux qui redéfinissent l’accès au territoire. Les habitants combinent une acceptation pragmatique de leur dépendance aux intermédiaires et des résistances ponctuelles (protestations, refus d’évacuation, occupations d’infrastructures minières) lorsque leur survie est menacée. Si la précarité structure une partie des conditions de vie, d’autres connaissent des trajectoires d’enrichissement qui montrent que la stabilité bien qu’elle soit contrainte peut s’accompagner d’opportunités économiques et sociales.

Rejoignant l’argumentaire du panel, Mibladen et ses environs apparaissent comme un terrain à mettre en discussion, pour penser, au-delà des binarismes (industriel/artisanal, gagnants/perdants, pour/contre, formel/informel...), la coexistence de la vulnérabilité, de la mobilité sociale et de formes de résilience et de résistance entre autres dans les espaces miniers du Sud global.

4. Who owns the Simandou mountain and to what effect? Leveraging future mining in Guinea for financial gains in the present

Gustav Kalm, Sciences Po, École de droit, France, gustav.kalm@sciencespo.fr

Simandou mountain chain in Guinea is the biggest high quality iron ore reserve in the world. When it entered exploitation in October 2025, the Financial Times called it “the world’s biggest mining project.” Up until 2025, however, the mountain and its ferrous belly lived a different speculative life: they were the object of numerous lawsuits and speculative financial dealings. The backdrop to this is the Chinese construction boom that doubled global steel output in 2000s

and caused long time stable iron ore prices to grow seven-fold in the early 2010s. Mining industry has been speculative for centuries. In this presentation, I ask more specifically who wins and who loses in that speculative process? And more specifically, how does the scalability of competing property titles condition their political and financial power? Based on ethnography in Guinea, interviews with various participants and an analysis of mining contracts and documents rendered public in arbitration proceedings,

I compare how the inhabitants of the Simandou region, the involved international mining companies and the Guinean government all sought to leverage different constructions of property over the mountain chain to attain a financial future they desired. Rio Tinto fended off the best biggest corporate merger attempt in history by claiming the mountain to be undervalued. BSGR flipped mining rights over a quarter of the reserves for \$2.5bn. The villages around the mountain failed to leverage their position as local landlords and make mining companies bring jobs and development as was expected of them as worthy strangers. I show how the success and failure of different parties ultimately depended on the scalability of their property rights over the mountain. Ultimately, the mining companies were able to earn financial profits from the mere possibility of future mining thanks to the legal backing of investor-state arbitration. This allowed them to down-scale the state and upscale their mining projects to global finance. Host-stranger paradigm by contrast could not be scaled up so easily and the traditional landlords could not scale up their property title to make the international companies start mining and bring them financial returns. The different property titles were in relation to different objects—land, minerals or the mountain at large—and whether structured via customary, statutory or international law, they all also sought to leverage the title for present gain on future mining. But in each case, they foresaw a different future.

Panel 12. Extractivisme, incertitudes, espoirs et aspirations en contextes postcoloniaux et temps de crises

Marie Deridder (marie.deridder@uclouvain.be, UCLouvain) & Yacouba Jacob Zanne (yacouba.zanne@uclouvain.be, UCLouvain/CIRDES/UNB)

1. Signaux de fumée. Incertitudes sanitaires et épistémiques et leurs affordances mobilisatrices face à la pollution extractiviste au Sénégal.

Louis Pille-Schneider, SEATIMES project, Department of Social Anthropology, University of Bergen.

Cette communication se propose d'interroger les affordances de la double incertitude sanitaire et épistémologique autour la pollution atmosphérique émanant d'une usine d'huile et de farine de poisson implantée à Joal, la plus grande ville de pêche artisanale au Sénégal. Depuis une quinzaine d'années, ce genre d'usines pullulent le long du littoral d'Afrique de l'Ouest (en Gambie, au Sénégal, et en Mauritanie notamment). Au Sénégal spécifiquement, ces usines ont le plus souvent été installées sous la triple impulsion d'investisseurs étrangers, d'acteurs étatiques, et de notables locaux sachant tirer profit des opérations extractives de ces infrastructures. Mais du fait de leur incidence sur la surpêche d'espèces de poissons pélagiques, qui sont essentielles pour la sécurité alimentaire des populations Ouest Africaines, ces usines sont depuis une dizaine d'années dans le radar d'ONG environnementales nationales et internationales.

En 2024, à Joal un collectif citoyen s'est mis en place pour combattre la présence de l'usine, néanmoins avant tout en raison de la pollution atmosphérique qui émane de ses cheminées lors de la transformation du poisson. Mais dans la ville, cette usine n'est pas la seule infrastructure de transformation à régulièrement polluer l'atmosphère. Les sites de transformation artisanale, où le poisson est fumé/séché à l'air libre, plongent régulièrement la ville dans un brouillard poissonneux. Cette dernière pollution, pourtant, est bien mieux tolérée par les habitants de la ville. Ceci du fait du grand nombre d'entre eux/elles oeuvrant au quotidien sur ces sites et du fait de la destination Africaine de la production, alors que les produits de l'usine de farine de poisson sont exportés vers l'Europe, l'Asie, et l'Amérique Latine.

A partir d'entretiens et d'observations réalisés durant 12 mois de travaux ethnographiques à Joal, je suggère que l'incertitude à la fois sanitaire et épistémique face aux difficultés d'établir un lien de causalité direct entre les émanations de l'usine et les symptômes corporels dont se plaignent une partie des habitants est productive pour les membres du collectif. En d'autres termes, la pollution de l'usine de farine de poisson de Joal, dont les effets nocifs n'ont jusqu'à présent pas été scientifiquement démontrés, à la fois sous-tend et permet une mobilisation citoyenne plus large à l'encontre d'une forme de capitalisme extractif indésirable centré sur les ressources halieutiques. Plutôt que d'approcher la pollution de l'usine et les incertitudes qui l'enveloppent comme un phénomène uniquement subi, je mets donc en évidence ses affordances pour la formulation de revendications plus que strictement sanitaires, qui incluent une critique d'une forme particulière de capitalisme sur le littoral Sénégalais.

En formulant la notion heuristique ‘signaux de fumée’, l’intention est finalement double. D’une part de rendre compte de la matérialité de la fumée émise par l’usine à Joal comme une forme de possible pollution atmosphérique. D’autre part de mettre en lumière la réappropriation sémantique de celle-ci par les membres du collectif dans le cadre de leur mobilisation et de leur formulation de revendications plurielles face à un extractivisme transnational.

2. Risques et Incertitudes dans la pratique des activités agropastorales à Tchaourou et Zogbodomey au Bénin : représentations, pratiques, stratégies individuelles et collectives des communautés locales.

Rahamatou Yacoubou Djibrila, Projet OHARIS, Laboratoire d’anthropologie prospective, UCLouvain.

Les mutations environnementales, sanitaires, économiques, politiques que connaissent les pays du monde et particulièrement le Bénin ont conduit à une redéfinition des conditions d’existence des communautés agropastorales. Au sein des communautés du Nord Bénin, ces mutations se manifestent par une intensification des pressions foncières, des variations climatiques accrues, la multiplication des conflits d’usage, des conflits d’appropriation, la montée de nouvelles formes de pratiques agricoles et pastorales. Basée sur une enquête ethnographique axée sur des observations participantes au sein des campements pastoraux, des entretiens avec les éleveurs, les agriculteurs, les groupements de transformatrices et les acteurs locaux, cette communication renseigne sur les représentations du risque, de l’incertitude, et les stratégies des acteurs pour y faire face. Ce travail montre que face aux crises, les acteurs du secteur agropastoral développent des pratiques adaptatives (diversifications des spéculations agricoles, des activités génératrices de revenus...), des reconfigurations sociales et professionnelles qui semblent porter des horizons d’espoir leur permettant de naviguer dans un environnement instable. Ces transformations produisent également des risques sanitaires multidimensionnels, touchant à la fois la santé animale (zoonoses, stress hydrique, réduction de la mobilité, croisement d’animaux), la santé humaine (intoxication alimentaire, exposition chronique aux intrants, zoonoses) et la santé des écosystèmes (dégradation des sols, perte de biodiversité). En articulant extractivisme foncier, incertitudes croissantes, risques et stratégies locales, cette contribution éclaire la manière dont les communautés réinventent leurs possibilités d’avenir dans un contexte postcolonial marqué par des reformes politiques, mais aussi par des potentialités.

3. Infrastructure multi-espèces : penser les crises et incertitudes dans la pratique de production de bétail dans un village d’éleveurs au Burkina Faso.

Yacouba Jacob Zanne, Projet ZooTicks, Laboratoire d'anthropologie prospective, UCLouvain/UNB/CIRDES.

Le Burkina Faso est un pays sahélien à vocation pastorale. L'élevage constitut une activité majeure pour les populations, notamment les communautés d'éleveurs. Les activités pastorales contribuent de manière significative au produit intérieur brut, assurent l'approvisionnement en viande et en lait, génèrent des revenus, soutiennent les échanges matrimoniaux et créent des emplois dans les filières de transformation et de commercialisation. Depuis plusieurs années, ce secteur est cependant le théâtre de crises multiples : la crise de l'agro-pastoralisme (Olivier de Sardan, 2023) et l'émergence récurrente d'épidémies – dont certaines zoonotiques. Ces crises s'enchevêtrent avec la crise sécuritaire qui est omniprésente depuis une dizaine d'années. Ces dynamiques entremêlées produisent un climat d'incertitude qui affecte profondément les pratiques de production du bétail. Néanmoins, les acteurs de cette filière de production naviguent entre ingéniosité, inventivité et nourrissent des espoirs possibles.

S'inscrivant dans une perspective multi-espèce, cette communication propose une mise en discussion des notions de crise, d'incertitude et d'espoir à partir d'une ethnographie menée auprès d'une communauté peule d'éleveurs dans un village de la commune rurale de Bama. L'élevage est au cœur de leur identité et s'inscrit dans une infrastructure de production où humains et non-humains – bétail, pathogènes, milieux écologiques, technologies – coexistent et interagissent quotidiennement. En mobilisant la notion d'« infrastructure multi-espèces », j'analyse comment ces relations humains/non-humains façonnent les pratiques d'élevage, les vulnérabilités, mais aussi les capacités d'adaptation.

Loin de percevoir la polycrise – insécurité, pression foncière, changement climatique, épidémies, zoonoses et zoonoses à tiques – comme une fatalité, les éleveurs développent des formes d'ingéniosité et d'inventivité qui ouvrent sur des horizons d'espoir. En replaçant la production de bétail dans une dynamique multi-espèces, cette contribution montre comment les crises deviennent également des forces créatrices qui débouchent sur des espoirs, révélant des pratiques de résilience et des manières situées de composer avec l'incertitude.

4. L'incertitude comme ressource : crises, extractivismes et invention du social chez les réfugié.es mbororo au Cameroun

Claire Lefort-Rieu, Laboratoire d'anthropologie sociale et culturelle (LASC), ULiège

Dans des contextes africains souvent décrits à travers la prolifération des « crises » – sécuritaires, environnementales, humanitaires –, les migrations forcées constituent un terrain

privilégié pour observer comment incertitude et crise s'enchevêtrent. Ces situations s'accompagnent de formes d'extractivisme humanitaire et épistémique (Alcoff, 2022 ; Sandvik, 2023 ; Morris, 2020) : production de données et d'indicateurs, flexibilisation des critères d'assistance, captation de budgets ou d'informations. L'aide internationale aux personnes réfugiées se présente comme un secteur industriel lucratif fondé sur une division Nord/Sud du travail et du financement, dont les pratiques transfèrent le pouvoir vers les États, le secteur privé et les organisations d'assistance. Ces dispositifs extraient de la valeur – statistique, financière, politique – des populations déplacées tout en produisant des incertitudes statutaires et identitaires durables.

À partir de deux ans d'ethnographie multi-située dans l'est du Cameroun, cette communication analyse les jeux qu'ouvrent les incertitudes statutaires chez les pasteurs Mbororo, entre refus, appropriation stratégique et mise en scène du label « réfugié ». Ce statut apparaît comme une catégorie instable, co-produite dans les interactions entre personnes déplacées, autorités locales, ONG et HCR ; il circule, se négocie ou se réactive selon les besoins (aide, école, papiers) et les horizons d'attente (rumeurs de réinstallation, recompositions économiques).

En articulant le concept d'extractivisme à celui d'incertitude créatrice, cette analyse montre comment les Mbororo transforment la précarité en ressource relationnelle et politique : les zones grises du statut « réfugié » deviennent des espaces de résistance, de négociation et d'invention du social. L'incertitude, mobilisée pour négocier l'insécurité, tisser des alliances et imaginer des futurs possibles, révèle le potentiel créatif et transformateur des situations d'extractivisme migratoire et humanitaire.

5. « Quand les touristes sont partis ». Reconfigurations professionnelles chez les guides dogons en temps de crises au Mali.

Marie Deridder, Laboratoire d'anthropologie prospective, UCLouvain.

Depuis une quinzaine d'années, le Mali est caractérisé par une crise multidimensionnelle marquée par une instabilité sociopolitique, des déplacements de population à grande échelle et la recomposition des économies locales et régionales. Avant ce tournant, le pays occupait une place centrale dans le tourisme sahélien en attirant des touristes du monde entier, notamment grâce à deux hauts lieux patrimoniaux comme Tombouctou et le Pays Dogon, tous deux inscrits au patrimoine mondial de l'UNESCO. Ces lieux touristiques étaient réputés pour leurs paysages et randonnées, leurs performances rituelles et leurs festivals. Dans les années 2000, des milliers de touristes venaient chaque année, contribuant à une manne financière importante pour

l'industrie touristique malienne. L'effondrement du tourisme dans cette région, désormais associée aux conflits armés dans les médias internationaux et sur le plan géopolitique, a profondément transformé les trajectoires professionnelles des guides dogons et des acteurs locaux du secteur, obligeant ceux-ci à trouver de nouveaux horizons professionnels.

À partir d'une enquête ethnographique menée auprès d'anciens guides, cette communication analyse les reconfigurations professionnelles, sociales et économiques induites par la disparition de cette activité saisonnière. Elle montre comment ces professionnels ont mobilisé leurs réseaux touristiques transnationaux pour organiser leur mobilité, contourner les violences et recomposer leurs moyens d'existence. Tout en conservant leur identité de « guide dogon », ils s'appuient sur des formes de pluriactivité construite dans le cadre de l'économie touristique pour faire face à l'incertitude.

En mettant en lumière ces mobilités contraintes mais stratégiques, souvent invisibilisées par les dispositifs humanitaires centrés sur les déplacés internes et les déplacements forcés, cette contribution interroge les frontières entre migration forcée, mobilité professionnelle et reconversion économique dans un contexte de crise prolongée.

Panel 13. Politiques la formalisation de l'extraction minière en Afrique subsaharienne, réalités et enjeux locaux

Muriel CHAMPY (muriel.champy@gmail.com, Aix-Marseille université, UMR 243 IMAF, IRD à l'Institut National Polytechnique Houphouët-Boigny, INP-HB) et Oscar Toukpo (oscartoukpo@yahoo.fr, Institut d'Ethnosociologie, Université Félix Houphouët Boigny)

1. La stratégie nationale formalisation et de promotion de l'artisanat minier camerounais (1960-2016)

Mpomzok Alfred, Université de Garoua, mpomzokalfred@yahoo.fr

Le marché des produits énergétiques et de métaux connaît une évolution particulière depuis 2000 avec l'explosion de la demande chinoise donnant une seconde vie au secteur minier africain. Dans ce contexte, le Cameroun, avec ses gisements de classe mondiale (fer, bauxite, nickel-cobalt-manganèse), d'autres cibles minérales en cours de certification, compte sur son sous-sol pour son développement. L'artisanat minier en cours depuis l'époque coloniale y occupe une place de choix. En effet, l'or, présent dans tous les ensembles géologiques et le

diamant sont en exploitation depuis 1933. Les recherches récentes ont mis en évidence 151 nouveaux sites d'orpaillages alluvionnaires ; 284 anomalies ponctuelles ; 3 nouveaux districts aurifères (Lom, Faro, Faro et Tchabal). Cela tient à l'environnement géologique favorable à la formation des minéralisations (craton du Congo, séries volcano-sédimentaires...), étudié à moins de 60%. Cet important potentiel longtemps mystifié et minimisé est resté peu connu au niveau mondial. En conséquence, le Cameroun n'est pas un pays de tradition minière. À l'exclusion des hydrocarbures et carrières, il n'a connu qu'une exploitation limitée, mal organisée tournée vers les réseaux clandestins de 1960 à 2001 (seul 5% de la production d'or canalisée dans les circuits formels en 2014) avec un impact socio-économique nul. D'où une contribution marginale au PIB, (0,08% en 1997/98). Depuis 2001, le Cameroun a initié une politique formalisation et de promotion de l'artisanat minier par le passage de l'exploitation traditionnelle à la petite mine et la mine industrielle pour en faire un pilier économique. L'artisanat minier présente deux réalités : une période d'anarchie de 1960 à 2001 et une période de formalisation et de promotion agressive depuis 2001. En guise d'hypothèse, la prise de conscience de la richesse du sous-sol devant une demande mondiale croissante en produits miniers justifie la politique de formalisation et de promotion de l'artisanat minier camerounais. L'objectif ici est d'analyser les moyens juridiques, institutionnels, politiques et sociaux adoptés par l'Etat pour sortir l'artisanat minier de l'anarchie et le formaliser en un pilier économique, vecteur de transformation sociale. Ainsi, quelle est la stratégie nationale de formalisation et de promotion de l'artisanat minier camerounais ? A travers une étude archivistique aux Processus de Kimberley, CAPAM, IRGM, la prise en compte des travaux précédents, l'examen du cadre juridique et règlementaire, la présente contribution analyse les réformes juridiques et règlementaires (adoption des codes miniers et décrets d'application), institutionnelles (création du Ministère chargé des Mines et Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier, Secrétariat National du Processus de Kimberley), diplomatiques (adhésion à l'ITIE) et une exhibition des potentialités minières par l'organisation des fora miniers comme stratégie de formalisation et promotion de l'artisanat minier camerounais.

2. Formalisation de l'orpaillage artisanal et gouvernance minière au nord du Tchad : l'expérience du site de Kouri Bougoudi

Abdraman Saleh Hassan, abdramansaleh75@gmail.com

Depuis la découverte inattendue de gisements aurifères dans le massif du Tibesti, entre 2012 et 2014 au nord du Tchad, Kouri Bougoudi est devenue l'un des foyers les plus emblématiques de la « ruée vers l'or saharienne » (Grégoire & Gagnol, 2017 ; Chevrillon et al., 2019). Ce

phénomène, initialement porté par des dynamiques transfrontalières entre orpailleurs tchadiens, soudanais et nigériens, a profondément transformé les équilibres économiques, sociaux et environnementaux d'un espace longtemps marginalisé. D'abord informel et auto-organisé, l'orpailage s'est progressivement structuré autour d'acteurs locaux et régionaux, mais aussi de nouvelles formes de régulation introduites par l'État tchadien à travers la SONEMIC (Société nationale d'exploitation minière et de commercialisation), chargée d'encadrer et de formaliser l'activité. Cette formalisation vise à répondre à plusieurs défis : sécuriser les zones aurifères, réduire les flux illicites, accroître la part des recettes publiques et restaurer la légitimité étatique dans une région longtemps perçue comme périphérique et instable.

À partir d'observations directes et d'entretiens menés entre juillet et novembre 2024 auprès de mineurs, commerçants, agents de la SONEMIC et autorités locales, cette communication analysera les impacts socio-économiques, environnementaux et sécuritaires de la formalisation à Kouri Bougoudi. Elle interrogera en particulier la manière dont cette expérience illustre une tentative inédite de gouvernance minière dans un contexte sahélien fragile, où la formalisation de l'orpailage apparaît à la fois comme une nécessité économique et un instrument de légitimation politique.

Ainsi, l'étude contribuera à une réflexion plus large sur les formes de gouvernance « non-extractives » et sur les marges de co-construction possibles entre acteurs publics, communautés locales et opérateurs informels, dans un espace où l'or, la survie et l'État s'entremêlent.

3. Des routes et des grèves : les infrastructures de transport au cœur des enjeux de formalisation, pouvoir et contestation dans le secteur bauxitique en Guinée.

Rubino Roberta, anthropologue postdoctorante Université de Lorraine, GéoResources, & École Supérieure des Mines, Mines ParisTech, CSI, Centre de Sociologie de l'Innovation.

Cette communication s'appuie sur les données collectées lors de mes recherches postdoctorales (2021-2022) commencée une semaine après le coup d'État ayant renversé Alpha Condé, dans une Boké, en pleine effervescence sociale.

Cette communication partira de l'ethnographie de la grève de camionneurs de UMS, société du consortium sino-singapourien SMB-Winning, pionnier de l'extraction de la bauxite en Guinée. Exaspérés par des conditions de travail difficiles, le manque de sécurité et, surtout, l'absence d'une véritable représentation syndicale, les camionneurs s'insurgent. Avec d'autres travailleurs de l'entreprise et les communautés riveraines, ils décident de déverser la bauxite de leurs camions sur la route pour en bloquer la circulation. Cette grève s'inscrit dans une série de

mobilisations similaires dirigées contre les entreprises asiatiques, où les infrastructures de transport sont systématiquement ciblées, soulignant leur rôle central dans l'organisation de l'exploitation bauxitique.

L'essor des entreprises asiatiques peut être comprise comme une conséquence à la fois imprévue et paradoxale de l'ouverture libérale imposée par les institutions internationales. Les codes miniers de 1995 et 2011, élaborés sous l'impulsion de la Banque mondiale et du FMI, visaient à libéraliser le secteur tout en encadrant l'exploitation par des normes et la conditionnalité des prêts destinés au financement de ces infrastructures indispensables. Ces dispositifs devaient assurer le contrôle des flux économiques et financiers ainsi qu'une meilleure gestion des impacts environnementaux et sociaux.

Cependant, à partir des années 2000, l'arrivée des entreprises asiatiques vient bouleverser ce projet néolibéral. Grâce à leurs financements autonomes et à leurs accords bilatéraux conclus directement avec l'État guinéen, elles introduisent d'autres modalités de territorialisation et un autre modèle de développement. Dans ce contexte, les infrastructures deviennent des leviers politiques permettant au gouvernement de négocier directement avec des investisseurs puissants, contournant ainsi les conditionnalités internationales. Les routes, ports et corridors, au cœur de l'exploitation bauxitique, se transforment en autant d'outils pour canaliser les flux économiques, renforcer l'autorité étatique et asseoir la légitimité du régime. De cette manière, sous le gouvernement d'Alpha Condé, les dispositifs de libéralisation, c'est-à-dire les infrastructures et les codes miniers, subissent une torsion politique qui les transforme en instrument de consolidation de son pouvoir.

À travers les infrastructures de transport bauxitique, cette communication met en évidence les dynamiques de formalisation, de pouvoir et de contestation qui se déplient aux niveaux international, national et local. Elle met en lumière la manière dont la libéralisation et la formalisation, conçues pour encadrer l'exploitation, peuvent être détournées à des fins politiques et contestées par les acteurs locaux, offrant ainsi une lecture socio-anthropologique des arènes minières guinéennes et des dynamiques conflictuelles qui les traversent.

4. Mécanismes des indemnisations foncières de la société minière Houndé gold operation (HGO) envers les populations locales dans la commune de Houndé : de la stabilité à la fragmentation sociale

Sawadogo Kouka, doctorant en Géographie, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, UMR Prodig, Ingénieur de recherche, Institut des sciences de sociétés (INSS/CNRST), Ouagadougou

Ce texte aborde les rapports de pouvoir à l'œuvre autour des mécanismes d'indemnisation foncière à la suite de l'installation de la compagnie minière dans la commune de Houndé. Le développement de l'exploitation minière industrielle s'est accompagné d'une relocalisation des populations résidentes. Ce processus implique la négociation des indemnisations entre les populations affectées par le projet minier et la société minière industrielle. Ces négociations reposent sur des rapports de force entre acteurs locaux et miniers souvent asymétriques. Cette étude s'appuie sur des données qualitatives recueillies dans la commune de Houndé entre mars 2022 et septembre 2023 auprès d'une trentaine d'acteurs parmi lesquels les responsables associatifs, les personnes affectées par le projet minier, les responsables administratifs, les conseillers villageois, les chefs coutumiers ainsi que de représentants de l'entreprise minière, Houndé gold operation (HGO). L'analyse révèle que les mécanismes de négociation des indemnisations dans les zones d'exploitation minière sont marqués par une insuffisance juridique et varient considérablement d'un site minier à l'autre. Par ailleurs, des négociations multiscalaires se produisent dans un contexte de « normes pratiques » qui caractérisent les politiques locales d'(in)formalisation de l'extraction minière. Elles se déroulent d'une part entre les populations locales et l'entreprise exploitante, et d'autre part, entre les propriétaires fonciers autochtones et les exploitants agricoles allochtones. Nous observons en effet que les mécanismes de répartition des indemnisations tendent à renforcer les asymétries d'accès au foncier : les allochtones, bien que usagers de longue date, se sentent dépossédés, tandis que les autochtones sont de plus en plus incités à vendre leurs terres, alimentant ainsi une dynamique de spéculation foncière.

5. Dans les coulisses de la formalisation. Ce que peut cacher une autorisation d'extraction aurifère semi-industrielle

Champy Muriel, MCF en anthropologie (AMU/IMAF) en affectation IRD à l'INP-HB, France/Côte d'Ivoire.

Toukpo Oscar, chargé de recherche en sociologie, Institut d'Ethno-sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan

Sur le terrain, l'opposition dichotomique entre formel et informel, entre légal et illégal apparaît davantage comme le résultat d'un rapport de force politique qui légitime certaines exploitations et en interdit d'autres, plutôt qu'il n'oppose deux modèles. Si la politique de formalisation de l'activité minière vise à mieux encadrer, réguler et surveiller ses impacts socio-économiques et environnementaux, l'observation du fonctionnement réel de ces exploitations montre de telles entorses aux régulations que ses effets socio-environnementaux paraissent limités. De nos

enquêtes, il ressort que les autorisations d'exploitation minière semblent ainsi aggraver l'exploitation des travailleurs-orpailleurs, dont les revenus sont en partie détournés vers les nouveaux intermédiaires promus par la politique de formalisation, sans guère améliorer les revenus fiscaux de l'État qui ne parvient à tracer qu'environ 1% de la production nationale issue des petites mines en Côte d'Ivoire. Faute de mécanismes de surveillance visant à contrôler l'application des lois et d'aménagements législatifs pour accompagner réellement les travailleurs de l'EMAPE vers une exploitation plus durable qui tienne compte de leurs intérêts économiques et de leurs difficultés concrètes, le risque serait que cette politique de formalisation ne finisse par rigidifier les pratiques informelles en leur permettant de se perpétuer, sous couvert de la loi.

Panel 14. Extractivisme et Conflits de Distribution Ecologique (CDE) au Cameroun

Samuel NGUIFFO Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) ; Bruno MVONDO, Réseau des Chefs Traditionnels d'Afrique (RecTrad) ; Diane TAPIMALI, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) ; Edith Christian NGOUUBE NGOUUBE, Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)

Mail de contact : ecngouube@gmail.com et snguiffo@yahoo.fr

1. Décoloniser par la musique-danse. Extractivisme, mobilités et performance des artistes camerounais.

Elvis Judicaël Cédric ESSONO, Doctorant au département de Sociologie, Université de Yaoundé 1, CERESC, ceessono@gmail.com

Dans un contexte mondial caractérisé par les rapports de domination et inégalités et le procès de « recolonisation ». La musique et la danse apparaissent comme des outils de décolonisation. Elles offrent des dissymétries favorisant des dynamiques extractivistes et maintenant un ordre de dépendance construite et co-produit dans la perspective dans la production des arts du spectacle vers les Suds. Le rapport social et historique des mobilités internationales des artistes Camerounais contribuent à lutter contre ces dynamiques extractivistes et au renversement des perspectives culturelles et esthétiques, tout en participant à la vaste entreprise de décolonisation des sociétés ? C'est dans cette perspective que s'inscrivent divers projets des jeunes artistes port » par la volonté : chanter, danser et transmettre les manières de penser, d'agir et de voir le

monde depuis les Afriques. Cette contribution à vocation socio-anthropologique fait une ethnographie des mobilités internationales, des performances qui y sont engagées et des enjeux dans la mondialisation. Cette perspective engage une pensée du corps située, des récits, une pratique du désapprentissage et une (re)lecture des dispositifs d'expression. Loin des cadres disciplinaires établis, il s'agit de penser et faire le mouvement à partir de l'expérience, du terrain, et des agentivités vécues et expérimentées par les artistes camerounais.

2. Political Socio-anthropology of the Construction of Luxury Hotels in Douala in the Light of the Urbanisation Process. The case of Marriott hotel

Jean Emmanuel Minko, Institut Universitaire de la Côte/ Laboratoire Interdisciplinaire d'Étude sur le Gouvernement du Territoire/ Laboratoire Interdisciplinaire d'Étude du Politique Hannah Arendt/ Douala, Cameroun, jeanemmanuelminko5@gmail.com, minko.emmanuel@myiuc.com

As part of the National Development Strategy (SND30), Cameroon has embarked on an urbanisation policy. By 2035, the aim is to turn the main cities (Yaoundé and Douala) into attractive cities worthy of an emerging country. The state is using the construction of luxury hotels as a technological tool to achieve this goal. The implementation of this political technique is being opposed by the local population, who see it as a new form of land grabbing by these land entrepreneurs in agreement with the state. They complain that they are not involved in the allocation of these concessions. This raises the question of the unilateral nature of how land gets managed and used in Cameroon. How is the construction of a luxury hotel in Douala a threat to the local community? How are we to understand the collective protest action of the people of Douala in the face of this urbanisation policy? Deciphering the technopolitical project of building a luxury hotel is the aim of this article. This reflection is based on an ethnographic observation carried out from January to July 2023 in the city of Douala, Cameroon. On the basis of semi-directive interviews with various interlocutors, village chiefs and local populations, we intend to mobilise political socio-anthropology to reflect on the renewal of regional planning

3. Emprise chinoise dans les zones d'exploitation minière à l'Est-Cameroun et résistances locales

FOPA FODO Guylaine, FOUAGWANG Yann Wilfried, Doctorante, niversité de Dschang, fopaguylaine@gmail.com, Directrice en charge des Programmes, Suivi-Évaluation des projets AJEF-Cameroun, et Doctorant, Université de Yaoundé I, yannwil@yahoo.com, ID ORCID: <https://orcid.org/0009-0007-3896-1551>.

Dans les régions d'Afrique centrale comme à l'Est-Cameroun, le secteur minier est une opportunité économique. Depuis les années 2000 le Cameroun a entrepris une réforme de sa politique minière afin de rendre son secteur minier attractif aux investisseurs étrangers. Avec la privatisation de sa politique minière, l'on remarque une présence croissante des acteurs chinois au Cameroun. Les compagnies majoritairement chinoises et autres exploitants détenteurs de capitaux, pénètrent en brousse pour acquérir des sites d'exploitation où elles sont la plupart du temps accusés d'accaparement de terre et de grands pollueurs. Afin d'améliorer la gestion de son secteur minier, le Cameroun en plus des normes nationales existantes avait adhéré à plusieurs politiques internationales pour une bonne gouvernance. Cependant, l'activité dans la région de l'Est-Cameroun est associée d'important violation des droits humains. Bien qu'elle constitue la principale source de revenu et favorise le développement des activités connexes, elle affecte considérablement les droits fonciers portant sur les ressources avec des impacts environnementaux objet de conflits. Le développement de l'activité est basé sur la recherche du profit par les acteurs en présence au détriment du bien-être des populations. Il y'a donc un contraste entre richesse et ressources minières. Cet article est l'occasion de présenter les mécanismes de ripostes face à la monté des industries minières artisanale semi-mécanisée dans la région de l'Est qui est le principal centre de production d'or historique du Cameroun et représente encore la zone la plus active. L'étude s'adosse sur la théorie de l'analyse stratégique. Elle s'inscrit dans une démarche qualitative pour faire une analyse de l'implantation des industriels asiatiques dans le secteur minier et montrer en quoi leur présence et pratiques loin d'être une opportunité économique, présente des controverses socio-environnementales face auxquelles les populations des zones minières s'y opposent. Ainsi, cet article s'inscrit en droite ligne dans la thématique des conflits Homme-ressource naturelles et environnement pour faire une lecture critique des effets de l'exploitation minière sur les droits humains. L'analyse des données débouche sur le vécu des populations et les observations de terrain qui reposent sur trois principaux résultats. Le premier résultat repose sur la dynamique extractive comme facteur d'apparition des campements miniers et opportunité d'emplois. Le deuxième résultat révèle les effets de l'activité minière sur l'environnement et moyens d'existence des communautés. Et le troisième résultat met en exergue les mécanismes de riposte des communautés locales face à l'invasion chinoise sur les terres des zones d'exploitation minière dans la région de l'Est-Cameroun.

4. Configurations territoriales de l'extractivisme charbonnier et des conflits de distribution écologique dans la région du Nord (Cameroun) : une lecture des rapports de pouvoir inscrits dans l'espace.

WANGYANG Benoît, Enseignant-Chercheur, Université de Garoua,
wangyangbenoit@gmail.com

Ancrée dans les recompositions territoriales contemporaines du Cameroun septentrional, cette communication interroge les dynamiques socio-spatiales structurées autour de l'extractivisme charbonnier dans la région du Nord, où la montée en puissance des pratiques de défrichement et de carbonisation reconfigure profondément les rapports de pouvoir inscrits dans l'espace. Le contexte de l'étude est celui d'une région marquée simultanément par la pression démographique, la dépendance énergétique des ménages urbains et ruraux et la progression du front agro-pastoral, éléments qui concourent à une mise en tension croissante des ressources ligneuses. La problématique centrale consiste à comprendre comment l'économie informelle du charbon longtemps naturalisée comme activité de subsistance – devient un champ d'affrontements pour l'accès différencié aux ressources forestières, générant des conflits de distribution écologique qui traduisent, en creux, la hiérarchisation des acteurs et la territorialisation inégale des normes environnementales. Mobilisant un cadre analytique articulant la géographie politique de l'environnement, l'écologie politique et les approches relationnelles du territoire, l'étude analyse les jeux d'acteurs qui s'expriment dans la production, la circulation et la régulation du charbon, en soulignant la manière dont les institutions étatiques, les chefferies traditionnelles, les collecteurs, les charbonniers et les populations riveraines négocient, contournent ou s'approprient les règles de gestion du bois. Le terrain d'enquête couvre principalement les arrondissements de Pitoa, Garoua II et Demsa, espaces caractérisés par une juxtaposition de terroirs villageois, de couloirs pastoraux, de pérимètres agricoles en expansion et de poches de forêts résiduelles soumises à une surexploitation chronique ; ces configurations spatiales révèlent une géométrie variable d'autorités et de pratiques, entre zones d'extraction tolérées, espaces sous contrôle traditionnel et marges environnementales propices aux usages clandestins. Les hypothèses posées suggèrent que l'extractivisme charbonnier est moins un simple recours adaptatif qu'un dispositif socio-territorial structuré par des rapports asymétriques d'accès aux ressources ; les conflits de distribution écologique résultent de l'imbrication des normes formelles et informelles qui redéfinissent les frontières du licite et de l'illicite ; et la matérialité même des paysages (dégradation, morcellement, reboisement sélectif) reflète la conflictualité écologique en cours.

Les principaux résultats indiquent que le charbon constitue un opérateur spatial majeur, reconfigurant les mobilités, les réseaux marchands et les hiérarchies locales : les groupes d'acteurs dotés d'un capital relationnel ou politique supérieur captent les niches les plus productives, tandis que les ménages précarisés sont repoussés vers des zones de plus forte vulnérabilité environnementale ; les dispositifs de contrôle forestier, intermittents et négociables, consolident paradoxalement un régime d'extraction intensif plutôt qu'ils ne le régulent ; enfin, la fragmentation des espaces forestiers renforce une "géographie différentielle du risque" où les coûts écologiques (perte de couvert, érosion, raréfaction du bois) se concentrent sur les communautés les moins dotées en capacités d'adaptation, donnant à voir un paysage à la fois écologiquement appauvri et politiquement révélateur des rapports de domination qui le sous-tendent.

Panel 15 : Travail, extractivisme et résistances : mobilisations collectives et reconfigurations politiques dans les territoires sous pression

Mody DIAW (mody.diaw@inrae.fr, Sciences Po Bordeaux), Valentina NOVAGLIO (valentina.novaglio@gmail.com, Université Toulouse Jean Jaurès), Khadim MBOW (khadimbow87@gmail.com, Université Paris Cité) ; Serigne Momar SARR (serignemomar.sarr@ucad.edu.sn, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar)

Session 1

1. Entre extractivisme et résistances : Lompoul face à l'expansion minière du zircon

Bousso, D. (1), Daré, W. (1), Le Meur, P.-Y. (2), (1) UMR SENS, Cirad, France, boussodel@gmail.com, [williams.dare@cirad.fr](mailto:wiliams.dare@cirad.fr), (2) UMR SENS, IRD, France, pierre-yves.lemeur@ird.fr

L'expansion de l'extractivisme minier en Afrique de l'Ouest s'impose comme une dynamique économique majeure, entraînant des tensions croissantes entre activités extractives et modes de subsistance traditionnels. Le cas du zircon au Sénégal illustre ces contradictions, où les exploitations minières sont présentées comme des moteurs de développement tout en amplifiant des rapports de pouvoirs inégaux, des injustices sociales et des conflits d'usage entre acteurs. Depuis 2011, la société Grande Côte Opérations (GCO), filiale du groupe français Eramet, exploite ce minerai à Diogo et étend ses activités à Lompoul, une région clé pour l'agriculture,

l'élevage et le tourisme. Cette proposition s'intéresse aux rapports de pouvoirs et aux formes de résistances populaires face à cette expansion des activités extractivistes.

Le concept d'extractivisme, tel que développé par Gudynas (2015) et Svampa (2013), met en lumière la dynamique de prédatation des ressources naturelles par des acteurs industriels et étatiques. Dans le cas de Lompoul, cette prédatation se traduit par une réallocation forcée des terres agricoles et pastorales au profit de l'extraction minière. Cette région, considérée comme le grenier des Niayes, alimente Dakar en produits maraîchers, tandis que le désert de Lompoul demeure une destination touristique majeure. Cette controverse, entre la préservation de cette zone agro-écologique et l'expansion minière, permet d'interroger l'équilibre entre industries extractives et modes de subsistance des communautés locales et les tensions générées avec l'État et les entreprises privées.

Face à cette avancée extractiviste menaçant l'écologie et les activités socio-économiques, les acteurs locaux – populations, agriculteurs, écologistes et ONG s'organisent pour s'opposer aux projets miniers et exiger une meilleure prise en compte des intérêts des habitants. La mobilisation s'exprime par des plaidoyers et des revendications publiques via des pétitions et des interventions médiatiques. Elle prend également la forme de manifestations et de recours juridiques visant à imposer des normes environnementales plus strictes. Ces résistances locales rejoignent des dynamiques similaires observées dans d'autres contextes extractivistes africains et latino-américains, où les populations luttent pour la souveraineté de leurs territoires face aux industries extractives (Rubbers, 2013 ; Pereira & Tsikata, 2021).

À travers une démarche ethnographique, cette communication vise à comprendre les conflits liés à l'accaparement des terres, tout en mettant en lumière les formes d'action collective déployées par les populations affectées. Ce travail s'inscrit dans une approche critique des logiques extractives et des processus de résistance sociale face à la dépossession. Ainsi, cette proposition de communication s'insère parfaitement dans les axes 1 et 2 du colloque, car elle explore et discute des rapports de pouvoir à l'œuvre dans l'expansion minière du zircon à Lompoul en analysant les formes de contestation et les stratégies de négociation mises en place par les acteurs concernés.

2. Faire face à la mine urbaine : mobilisation collective et multiplicité des formes d'engagement à Sébikotane (Sénégal)

Lucile Bauchard, LISST-UMR 5193, CNRS - Université Toulouse 2

Faisant suite à une première mobilisation citoyenne concernant les conséquences de l'activité d'usines de recyclage de métaux sur la qualité de l'air et la santé, le consortium AirGeo s'est constitué depuis 2021 autour de la zone de Sébikotane située à 45 km de Dakar au Sénégal. Ce territoire, qui connaît une urbanisation très rapide, est un lieu stratégique du recyclage industriel du fer et du plomb et constitue ainsi une « mine urbaine » (Bercegol et al., 2024).

Cette communication s'appuie sur une recherche de doctorat toujours en cours menée dans le cadre de l'Observatoire éco-citoyen de Sébikotane qui prend la suite du projet AirGeo. Le dispositif vise à évaluer les impacts environnementaux et sociaux de ces activités industrielles à travers une approche interdisciplinaire et participative, associant chercheurs, artistes, militants, et habitants.

La communication portera plus précisément sur l'émergence et la structuration des réseaux d'acteurs impliqués dans la lutte contre les pollutions industrielles à Sébikotane ainsi que la diversité des formes d'engagement observées au sein cette mobilisation collective.

Les résultats présentés s'appuient sur une enquête par entretien et questionnaire auprès des individus impliqués dans l'Observatoire eco-citoyen. Des premiers éléments seront présentés sur la trajectoire de cette mobilisation, depuis les premières interpellations citoyennes contre l'installation des usines dans les années 2010 jusqu'à la création de l'Observatoire eco-citoyen en 2025. Nous reviendrons plus spécifiquement sur les événements, marqués par des tensions, négociations et accès à de nouvelles ressources, qui ont contribué à orienter ou réorienter l'action collective, jusqu'à une forme d'institutionnalisation de la mobilisation.

La seconde partie de la présentation portera sur les parcours d'engagement des individus impliqués, en retracant les appartenances multiples des individus à des organisations communautaires, associations internationales, syndicats, partis politiques et confréries religieuses. En mobilisant les méthodes et outils de l'analyse des réseaux sociaux (ARS), l'étude de ces parcours permet d'identifier à la fois les positionnements individuels et les collectifs et organisations qui gravitent autour de cette mobilisation environnementale (Pette & Eloire, 2016). L'analyse des circulations entre ces espaces mettra en lumière la manière dont se tissent des liens et se construisent des alliances entre différents mondes sociaux, notamment par l'action d'intermédiaires inscrits dans des formes d'engagement plurielles.

3. Le cas de la lithium Valley, entre territoire sacrifié et territoire à haut potentiel

Nesta Kaba

La transition énergétique mondiale, motivée par la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, repose de plus en plus sur l'utilisation de ressources minérales stratégiques (Hache, 2018), critiques (Carr-Wilson, 2024) et cruciales (Pampus, 2023) à la mise en place de régimes bas carbone (Chandrasekharam, 2024). Parmi elles, le lithium occupe une place centrale, en raison de son rôle clé dans la fabrication des batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques et les systèmes de stockage d'énergie (Tadesse, 2019). Cette demande croissante a entraîné une intensification de l'extraction du lithium à l'échelle mondiale (Pampus, 2023). Géographiquement concentrée, cette extraction exerce une pression accrue sur certains territoires, suscitant des tensions socio-environnementales et des oppositions à son exploitation.

Certaines entreprises ainsi que certains états (nous pensons ici aux Etats-Unis ou au Chili) tentent de renouveler leur centralité dans l'économie politique de la transition, en tant que fournisseurs de ressources (Forget, 2024), tout en affichant une sensibilité à des exécutions plus respectueuses de l'environnement. Pour ce faire, de nouvelles pratiques d'extraction de lithium s'appuient sur le développement de technologies d'extraction dites « innovantes », -telle que l'extraction directe du lithium- présentées comme étant plus efficaces, moins consommatrices en eau et moins destructrices pour l'environnement (Farahbakhsh, 2024). Toutefois, ces innovations ne sont pas neutres : elles transforment les rapports aux territoires, redéfinissent les trajectoires de conflictualités et modifient les stratégies d'acceptabilité sociale opérées par les entreprises minières.

Dans le cadre de ma thèse, je m'intéresse donc aux effets socio-territoriaux et politiques liés au développement de l'EDL dans la région de Salton Sea, en Californie, dans le comté d'Impérial. Ce territoire a la particularité d'être éloigné des centres régionaux, peu peuplé, mal relié aux centres de commandements politico-administratifs régionaux, marqué par des niveaux de pauvreté économique plus élevés. Salton Sea est également associé à un imaginaire désertique, et est référencé comme territoire sacrifié, éprouvé par les activités anthropiques.

Si la pertinence de développer de nouveaux projets industriels au sein d'un territoire « fragile » est questionné par des ONG, les projets sont portés et promus par les acteurs étatiques locaux, régionaux ainsi que par les industriels, évoquant la Lithium Valley comme étant la « dernière chance pour le comté de sortir de sa misère » (Extrait issu d'un entretien réalisé avec un industriel).

L'objectif de cette présentation, qui prendra cours après mon premier terrain de thèse, sera d'exprimer comment les innovations techniques peuvent reconfigurer les rapports entre

industrie, état et société, dans des régions marquées par des asymétries anciennes entre décideurs et habitants. Loin de désamorcer les conflits, les technologies dites « vertes » déstabilisent parfois les formes historiques de résistance. Ce verdissement technologique peut cependant rendre plus difficile la mobilisation en terrain local, en brouillant la frontière entre nuisance et progrès, entre sacrifice environnemental et opportunité territoriale.

Pour cette communication, nous tenterons de questionner qui s'oppose encore à une extraction dite « propre » ? Et comment exprimer une critique sans être accusé d'entraver la transition énergétique mondiale ?

En m'inscrivant dans la sociologie pragmatique de la critique (Boltanski et Thévenot, 1991), je choisi d'appréhender les mobilisations socio-environnementales non comme des expressions d'intérêts préconstitués, mais comme des dynamiques situées, traversées par une pluralité de régimes de justification, refusant ainsi toute réduction à des catégories sociales figées ou à des logiques univoques de domination.

Cette présentation sera issue d'une méthodologie abductive, dans le sens d'un « va-et-vient incessant entre la théorie et l'empirie » (Cervera-Marzal, 2021). Ma méthodologie repose principalement sur une enquête de terrain menée au sein de la vallée d'Imperial en Californie, aux États-Unis, avec des entretiens semi-directifs réalisés, de l'observation participante effectuée.

Le croisement des matériaux issus des observations, des entretiens et de l'analyse documentaire permettra de construire une grille d'analyse transversale, structurée autour de plusieurs dimensions : les effets territoriaux des innovations technologiques, les registres de légitimation des projets, les dynamiques de mobilisation ou de résignation, les rapports entre acteurs locaux et logiques globales.

4. Repenser le travail d'artisanat minier sous le prisme de l'extractivisme

Muriel CÔTE, Maitresse de Conference, Université de Lund

Cette communication adresse la manière dont est conceptualisé le travail de ce que l'on appelle communément “l'artisanat minier” au sein des reflexions sur l'extractivisme. Le concepte d'extravision fait l'objet de débats animés dans les domaines de l'écologie politique et des études agraires. Il vient des critiques énoncées par les mouvements sociaux en Amérique Latine contre les politiques accélérant la dépendance du développement sur l'extraction des ressources notamment minieres (Svampa 2019). Il s'est depuis plus largement étendu a d'autres formes

d'exploitation des ressources, et à d'autres contextes géographiques, pour caractériser les formes d'épuisement humain et non-humain qui alimentent le capitalisme contemporain.

Dans ce débat, le travail de l'artisanat minier a eu du mal à trouver sa place. Le terme d'artisanat minier est lui-même contesté, mais il caractérise de manière générale les formes de travail d'extraction minière qui n'émanent pas des compagnies transnationales, et mobilisent majoritairement les travailleurs et travailleuses de milieu agraire, d'où la formule de Kuntala Lahiri Dutt (2018) de "paysan extractif" pour le caractériser. On estime que ce travail fait vivre 45 millions de personnes dans le monde, mais il est souvent décrié, considéré comme informel, voire illégal, et souvent criminalisé car il est considéré comme étant à la base de blanchiment d'argent, en particulier dans le cas de l'orpaillage, et de financement de conflits armés. Il est également décrié à cause des dégradations environnementales qu'il engendre, et des formes d'exploitation du travail, comme celui des enfants.

Une vaste littérature académique s'est penchée sur ces problèmes et sur l'expansion de l'artisanat minier depuis les années 2000, mais elle a évolué dans un isolement des débats sur l'extractivisme. Cette communication tente d'apporter quelques pistes pour comprendre pourquoi, et rapprocher ces champs d'étude, en trois étapes, et se focalisant sur la notion de travail: premièrement il montre que le travail de l'artisanat minier ne s'accorde pas aisément avec les catégories analytiques communément utilisées dans la littérature sur l'extractivisme, telles que "la communauté", les "compagnies minières", et les "mouvements sociaux"; deuxièmement, il propose que les formes d'exploitations environnementales et de travail sont le fruit d'un échange écologique inégal, une notion souvent utilisée dans les travaux sur l'extractivisme; troisièmement, les travaux féministes sur l'extractivisme capturent particulièrement bien les dynamiques racialisées et genrées du travail de l'artisanat minier, allant au-delà de sa simple criminalisation.

Etant donné l'expansion de l'artisanat minier dans le cadre de la demande globale accrue pour les minéraux, pour la transition énergétique notamment, une lecture critique de cette forme de travail à travers les lunettes de l'extractivisme semble importante pour maintenir des travaux scientifiques critiques et engagés envers les dynamiques d'extraction minières dans les décennies à venir.

Session 2

1. Le lithium, nouvelle frontière de l'extractivisme. Transition écologique, dégradation environnementale et conflits dans le désert d'Atacama au Chili.

Figueroa Sánchez, Johans, Architecte-Urbaniste, Université du Chili, Master en Développement Territorial. Université de Genève, Doctorant en Urbanisme et Aménagement. Institut de la Gouvernance Environnementale et du Développement Territorial. Faculté des Sciences de la Société, Université de Genève.

Nous traversons un moment de profond changement social, marqué par le passage de l’Anthropocène à un nouveau récit écologique (Bourg, 2020). Ce processus s’inscrit dans un ensemble de transformations dénommées: transitions (Hopkins, 2008), opérant dans différents domaines — politique, économique, social et environnemental. Toutefois, cette transition écologique constitue-t-elle réellement un processus de transformation vers un récit écologique ou s’agit-il d’une forme écologiquement responsable de développement capitaliste ?

Depuis plus d’un demi-siècle, la question écologique occupe une place centrale dans les débats internationaux. Le débat s’est construit entre oppositions et accords autour des notions de croissance économique et de conservation environnementale, mobilisant des positions différencierées entre pays développés et pays en développement (Estenssoro et Vásquez, 2017). L’une des principales stratégies déployées à cet égard consiste à réduire l’empreinte carbone par un changement des sources d’énergie, notamment dans l’industrie automobile.

Dans ce cadre d’accords politiques internationaux autour de la transition écologique, le lithium s’est positionné comme un métal stratégique pour le développement durable grâce à son importance pour la production des batteries. Cette stratégie visant à instaurer un modèle territorial post-carbone se présente comme une solution écologique au sein du développement durable. Cependant, ces solutions de mobilité verte et électrique pour les pays développés, ouvrent simultanément la voie à la consolidation d’un nouveau processus extractiviste dans la zone du « triangle du lithium » en Amérique du Sud.

Ces dynamiques mondiales de la transition écologique et du développement durable ont favorisé la consolidation d’un « boom du lithium » (Fornillo, 2018) qui, comme l’affirme Maristella Svampa (2019), correspond à un processus d’élargissement de la frontière de l’extractivisme. En effet, il est possible d’observer un changement de valorisation d’un espace auparavant situé en périphérie de la croissance économique, désormais placé au centre du processus extractif (Svampa, 2019).

Ce phénomène implique à la fois un approfondissement des inégalités structurelles et une intensification des interdépendances transrégionales entre le Nord et le Sud global (Göebel, 2013). Il se matérialise par la superposition de nouvelles territorialités extractivistes aux celles

des communautés indigènes (Porto, 2001) introduisant des tensions entre les perspectives locales des peuples autochtones qui habitent ces territoires et les nouveaux acteurs extractivistes.

La présente recherche vise à problématiser autour des tensions et des rapports conflictuels qui se construisent entre les différentes territorialités existant dans le bassin du salar d'Atacama, un territoire où l'eau est valorisée comme une ressource fondamentale de la vie et du bien-être des communautés dans un contexte désertique. En analysant les reconfigurations territoriales et la dégradation environnementale issus de l'extractivisme du lithium sous forme liquide, un minéral stratégique pour la transition socio-écologique dans le nord global, une question paradoxale du nouveau récit écologique.

Sur le plan méthodologique, nous présentons, premièrement, un diagnostic fondé sur une analyse théorique du récit écologique au niveau de politique internationale et sa matérialisation dans le plan de l'aménagement territorial. Ensuite, des données économiques relatives à l'importance de la région du triangle du lithium sont analysés afin de comprendre l'importance globale de la région. Enfin, le cas d'étude du bassin du Salar d'Atacama au Chili est abordé à travers l'analyse des perceptions du processus de transformation territoriale et dégradation environnementale sur 4 axes d'analyse portés sur les propositions théoriques des political ecologies (Blaikie & Brookfield, 1987). Cela à partir de l'analyse des discours de dirigeants autochtones et de technicien·ne·s de l'unité environnementale du Consejo de Pueblos Atacameños (CPA) interviewées lors du travail de terrain. Ces récits constituent une source primaire essentielle pour la compréhension de la dégradation environnementale et des tensions / conflits socio-territoriaux entre acteurs générées par la transition écologique dans le bassin du Salar d'Atacama.

2. Accaparer, accumuler et déposséder ? Formalisation, travail migrant et économie aurifère en Mauritanie

Camille Cassarini, chargé de recherche MEAE – Institut de recherche sur le Maghreb contemporain / Laurent Gagnol, Maître de conférences en géographie, Université d'Artois

Depuis 2016, l'essor de l'exploitation aurifère en Mauritanie recompose l'économie politique du secteur extractif et redessine la mise en valeur du territoire national (Gagnol, Ghastalany et Mahfoudh 2023). À la faveur de la hausse du cours de l'or et d'une dynamique régionale de ruées extractives, l'État mauritanien a entrepris une formalisation progressive du secteur. Celle-ci repose sur la délivrance de permis réservés aux nationaux, l'encadrement de zones

d'extraction et de centres de traitement par le biais d'une société semi-publique, MAADEN, chargée de réguler et de promouvoir le secteur (Taleb Heidi 2022). Présentée comme un instrument de « nationalisme des ressources », cette politique vise en réalité à internaliser la rente et à affirmer la maîtrise étatique sur la chaîne de valeur tout en garantissant l'apport d'investissements, de techniques et de produits étrangers (Gagnol 2025).

Cela étant dit, la formalisation du secteur artisanal et semi-industriel a favorisé une configuration extractive fondée sur la mise au travail de populations étrangères, sahariennes et surtout subsahariennes. Les zones aurifères - notamment Chami et Zouerate - ont attiré plusieurs milliers de travailleurs originaires du Mali, du Soudan, du Sénégal, de Guinée ou de Côte d'Ivoire (Cassarini et Queirolo Palmas 2024). Ces circulations, historiquement constitutives de l'économie mauritanienne (Choplin et Lombard 2008), se recomposent aujourd'hui sous des formes contraintes : les personnes migrantes occupent les segments les plus précaires du travail extractif - creusage, concassage, traitement - tout en étant exclues des dispositifs légaux d'accès à la ressource. Leur présence, tolérée sur les lieux de travail mais criminalisée sur les routes, assure une main-d'œuvre bon marché et flexible, indispensable à la rentabilité du secteur. Elle est d'autant plus fixée et corvéable qu'elle fait l'objet d'un contrôle migratoire racialisé, organisé avec le soutien de l'Union européenne, qui participe à maintenir sur place des populations rendues disponibles par les dispositifs de contrôle et d'endiguement des mobilités (Ould Moctar 2023).

À partir d'enquêtes ethnographiques menées entre 2022 et 2024 dans les sites et les villes aurifères, cette communication analyse la manière dont la formalisation du secteur a favorisé la constitution d'une production de valeur reposant sur la dépossession statutaire, économique et politique des travailleurs étrangers. En effet, la formalisation, loin d'avoir organisé la configuration extractive, l'a surtout stratifiée : elle a favorisé la redistribution de la rente vers une bourgeoisie nationale émergente (Choplin et Lombard 2009 ; Gagnol, 2025) d'entrepreneurs, commerçants et opérateurs liés à la MAADEN, tout en maintenant la main-d'œuvre étrangère dans un régime de mobilité précarisé. En ce sens, l'économie aurifère mauritanienne illustre un mode d'accumulation par la dépossession, où le gouvernement international des migrations agit comme opérateur de mise au travail. Cette communication s'articule autour de deux axes d'interrogation complémentaires.

Le premier axe revient sur la formalisation du secteur aurifère et sur ses effets d'accaparement : l'ouverture des couloirs a d'abord généré une ruée encadrée, rapidement réorganisée autour de dispositifs sélectifs via l'attribution de permis réservés aux nationaux, une surveillance

accrue des zones d'extraction et des centres de traitement, associées à l'exclusion des étrangers des circuits formels. Présentée comme une politique de souveraineté, cette formalisation a permis la constitution d'une rente nationale et favorisé l'émergence d'une classe d'entrepreneurs semi-industriels en partenariat avec des investisseurs étrangers.

Le second axe porte sur la mise au travail des personnes migrantes et sur la manière dont le travail extractif façonne leurs trajectoires et leurs formes d'organisation collective. Les segmentations du marché travail (Maliens creuseurs, Soudanais spécialistes du lavage et de l'amalgamation...) révèlent des hiérarchies fines, tandis que les formes de solidarité produisent des situations de résistance ambivalentes.

3. Extraire le développement : travail, pouvoir et résistances féminines dans le périmètre rizicole Semry (Cameroun)

DANEBAÏ LAMANA Antoinette, danebail85@gmail.com, Chercheure Indépendante rattachée au Huma Institute, Université de Cape Town (Afrique du Sud)

Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, le périmètre rizicole Semry — vaste infrastructure agro-hydraulique créée dans les années 1970 — constitue un laboratoire privilégié pour observer les formes contemporaines d'extractivisme institutionnel. Derrière le discours de modernisation agricole, le dispositif d'irrigation organise l'appropriation de ressources essentielles (terre, eau, infrastructures), mais également du travail et des capacités d'action des populations locales. Il reconfigure ainsi profondément les rapports socio-environnementaux, les hiérarchies foncières et les modalités d'habiter le territoire.

Cette communication analyse la manière dont les femmes se situent dans ce régime extractif, en articulant travail, gouvernementalité, et mobilisations ordinaires. Longtemps reléguées aux marges du dispositif, elles sont confrontées à la raréfaction des terres, à la dépendance aux "droits d'usage" masculins et aux injonctions productivistes imposées par l'institution. Cependant, l'étude montre que cette intensification extractive génère des résistances multiformes : stratégies de contournement, coopérations féminines, réorganisation des solidarités, mais aussi des formes d'engagement plus explicites dans la défense du foncier, de l'eau ou de la dignité au travail.

L'originalité de cette recherche tient à l'analyse fine des reconfigurations collectives qui émergent dans un contexte où les marges institutionnelles sont étroites. Les femmes mobilisent des alliances inter-villageoises, investissent des espaces décisionnels locaux, négocient avec les autorités coutumières ou bureaucratiques, et élaborent des micro-actions écologiques et sociales

(gestion de l'eau, entretien des canaux, maintien de variétés locales). Ces pratiques, souvent qualifiées de « silencieuses ou à bas bruits », participent à une politisation diffuse du quotidien, redessinant les frontières du possible et les formes légitimes d'action.

L'argumentation s'appuie sur une immersion ethnographique menée entre 2019 et 2023, combinant observations participantes, trajectoires de ménages et entretiens avec riziculteurs·trices, chefs d'unités, agents de la Semry et leaders communautaires. En mobilisant les approches de la résistance ordinaire (Scott, 1985), de la gouvernementalité (Ferguson, 1990 ; Olivier de Sardan, 1995), de l'extractivisme et du pouvoir environnemental (Ribot, 2019), ainsi que les perspectives féministes africaines (Tsikata, 2016 ; Ossome, 2018 ; Federici, 2012), cette communication propose une lecture des mobilisations féminines comme des pratiques situées de justice — sociale, territoriale et environnementale.

La Semry apparaît alors comme un espace d'expérimentation sociale, où l'extractivisme ne produit pas seulement dépossession et dépendance, mais suscite des dynamiques collectives inattendues : émergence de nouveaux collectifs, reconfiguration des subjectivités, luttes pour la dignité au travail et invention de manières alternatives d'habiter le territoire. L'analyse permet ainsi de repositionner l'agriculture irriguée comme un site politique majeur des luttes contemporaines contre l'extractivisme.

8. Rayonnement, santé et extractivisme nucléaire : expériences vécues, vulnérabilités et justice environnementale dans les zones minières d'uranium au Niger.

Illiassou Nouhou Mouniratou et Ahmed Benkhada Abdel Basset, Institut des Radio-isotopes du Niger

Ce panel examine les impacts multidimensionnels de l'exploitation de l'uranium au Niger, au croisement du rayonnement, de la santé publique et de la justice environnementale. En s'appuyant sur des données primaires, des recherches indépendantes et les expériences vécues des populations locales, nous analysons comment les déchets radioactifs et toxiques des mines provoquent maladies, contaminent les eaux souterraines et génèrent une pollution durable, constituant un régime de préddation socio-écologique (Dewar et al., 2014 ; Chagnon et al., 2022 ; Alhassane et al., 2023). Les études d'organisations telles que Greenpeace, CRIIRAD et ROTAB révèlent des niveaux de radiation alarmants dans les villes minières comme Arlit et Akokan, dépassant largement les taux naturels (Sortir du Nucléaire / Greenpeace, 2010 ; CRIIRAD, 2025).

L'historique de protection insuffisante des travailleurs, souvent exposés sans équipement de sécurité de base, sera analysé à travers le prisme de la « slow violence » et de l'absence de reconnaissance officielle des maladies professionnelles (Nixon, 2011). Nous examinerons également les dimensions socio-économiques de l'extractivisme nucléaire, notamment l'exploitation des ressources avec des bénéfices minimes pour les communautés locales, illustrant la malédiction des ressources (Mohanty, 2018 ; Flynn & De Clercq, 2014), et les perturbations des modes de subsistance traditionnels, aggravant cycles de pauvreté et crises sanitaires.

Le panel mettra en lumière les injustices environnementales et sociales : les millions de tonnes de résidus radioactifs non couverts et les déversements de déchets radioactifs près d'Arlit illustrent le fardeau écologique externalisé sur des populations marginalisées (Pellow, 2017 ; Martinez-Alier, 2002). L'utilisation de matériaux contaminés dans la construction et la vente de ferrailles radioactives dans les marchés locaux révèle la manière dont la toxicité s'intègre à la vie quotidienne (Lebel, 2010). L'absence de responsabilité de l'opérateur principal, Orano, et le faible bénéfice économique local renforcent les dynamiques d'extractivisme global et les inégalités énergétiques (Mohanty, 2018 ; Flynn & De Clercq, 2014). Enfin, la transformation des territoires et des relations socio-politiques sous pression extractive sera abordée à travers la lentille des luttes pour l'environnement, la santé et la dignité (Gómez-Barris, 2017 ; Temper et al., 2015).

Cette discussion propose une analyse intégrée et comparative, croisant sociologie du travail, anthropologie politique et études de justice environnementale, afin de questionner les logiques de sacrifice, de dénoncer les vulnérabilités humaines et écologiques et d'ouvrir des pistes pour une gouvernance durable et équitable des ressources nucléaires (Gómez-Barris, 2017 ; Temper et al., 2015).

16. Politiques de la terre, conflictualités environnementales et logiques subjectives (Axe 1 : Territoires de l'extractivisme, rapports de pouvoir et action collective)

Yves Patrick Mbangu Nkomba, mbanguos@gmail.com, Université de Yaoundé II

1. Le musée comme invention de soi : la création d'un musée communautaire comme stratégie de lutte pour la protection du territoire

Diallo Djamilatou, Doctorante au CREDA (UMR 7227), Université Sorbonne Nouvelle, Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine – IHEAL, Campus Condorcet - 5 Cours des Humanités - 93322 Aubervilliers – France, diallodjamilatou@hotmail.fr

La région d'Antofagasta, située dans le Grand Nord chilien, est marquée depuis la période coloniale par une forte tradition d'extractivisme, intensifiée au cours du XXe siècle avec l'expansion minière. Aujourd'hui, cette dynamique connaît un nouvel essor dans un contexte mondial de transition énergétique, où les ressources stratégiques du nord du Chili —notamment le lithium, l'hydrogène vert ou encore les parcs éoliens et solaires — positionnent le pays comme un acteur clé de la décarbonisation. Cette situation entraîne une pression accrue sur les territoires et redéfinit profondément la relation que les habitants entretiennent avec leur environnement.

Depuis les années 1990, on assiste au Chili à la (ré)émergence de peuples autochtones que l'historiographie nationale considérait comme disparus ou assimilés. C'est le cas des Changos (Contreras, R. y Gervais, L. 2020), peuple traditionnellement lié au littoral du nord chilien et officiellement reconnu comme dixième peuple autochtone en 2020 grâce à la loi 21.273. Cette reconnaissance prend place dans ce contexte d'expansion extractive qui affecte directement leur mode de vie et provoque des déplacements, une dégradation environnementale accrue et une détérioration de la santé des communautés côtières.

Dans le cadre de ma thèse consacrée à la participation et à l'agentivité des peuples autochtones dans les espaces muséaux au Chili, j'ai mené plusieurs terrains de longue durée en territoire changeo, notamment à Taltal et à la Caleta Chañaral de Aceituno. A la suite de phases d'observation participante et un certain nombre d'entretiens semi-directifs, j'ai pu observer que les processus de réarticulation identitaire sont corrélés à l'essor de cet extractivisme dit « vert ». Pour ceux qui s'auto-identifient désormais comme changos, l'identité devient un outil politique de protection territoriale. Cette revalorisation de l'identité changea s'articule autour de la création d'espaces patrimoniaux comme des salles muséographiques communautaires changas. La muséalisation devient un outil de lutte, permettant de matérialiser la présence changea dans un contexte de pression accrue sur les terres et les ressources.

Je propose ici de revenir sur la création d'une salle muséographique communautaire changea à Paposo, processus dans lequel j'ai été moi-même impliquée et que j'ai mené avec les communautés de Taltal et Paposo sous forme de recherche-action. Il s'agira de revenir sur l'impact de l'extractivisme vert sur les communautés changas non seulement dans leur mode

de vie mais aussi dans leur propre définition de leur identité ? Pourquoi l'espace muséal est-il un vecteur de redéfinition identitaire et un outil de lutte pour la protection du territoire ?

2. Sociologie de l'émergence de l'insécurité. L'extraction pétrolière et transformation du golfe de Guinée en poudrière

ASSENGUE ATEME Paul Martial, Université de Yaoundé II/CERDAP/GIRSP,
martialateme@yahoo.com

Les ressources naturelles jouent un rôle important dans le processus de développement des pays qui en disposent. Mais depuis plus de deux décennies d'exploitation pétrolière, la misère des populations des pays du golfe de Guinée s'accompagne de la destruction de l'environnement. Le processus d'exploitation des ressources pétrolières dans cette zone africaine a toujours été un combat politique et économique dans lequel les acteurs s'affrontent. Les Etats producteurs qui en dépendent voient malheureusement leur niveau de développement faible dû à la recrudescence de l'insécurité. Dans plusieurs pays du golfe de Guinée comme le Cameroun et le Nigéria, la gestion de l'industrie pétrolière est dévolue en priorité aux autorités politiques qui procèdent à l'exploitation des ressources naturelles, l'Etat étant propriétaire de la terre en dépit des avantages dont pourraient se prévaloir les communautés locales en matière de droit foncier (Noah 2011). Malheureusement, cette exploitation qui participe à la destruction de l'environnement ne bénéficie pas aux communautés locales (Kounou, 200). Toute chose qui milite pour l'ancrage de l'insécurité. Cette situation met en exergue la thématique des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles.

Ce travail explore les dynamiques sociales de l'insécurité liée à l'extraction pétrolière dans le golfe de Guinée, à partir des circonstances, évènements et actes qui affectent les populations et menacent leurs valeurs. Les situations internes qui favorisent la criminalité ici renvoient aux tensions sociopolitiques, revendications communautaires. Une telle analyse se fonde sur le constructivisme qui démontre la fabrique sociale du problème sécuritaire dans cette partie de l'Afrique.

3. Modes d'engagements et processus de subjectivation dans l'anti-extractivisme : un essai de théorisation à partir du cas Argentin

Tobias ETIENNE-GREENWOOD, Docteur en sociologie - ATER Université de Lille
Tobias.etiennegreenwood@gmail.com/tobias.etienne--greenwood@univ-lille.fr

Depuis le début de la décennie 2010, la Patagonie du Nord argentine est le théâtre de la mise en exploitation des champs d'hydrocarbures non conventionnels de Vaca Muerta. Ce projet extractiviste a suscité et continue de susciter la mobilisation de divers acteurs : assembléistes, associations et ONG, peuples autochtones, partis politiques et syndicats ou encore groupes socio-professionnels qui voient leurs activités affectées par ces exploitations. À partir de matériel issu d'enquêtes ethnographiques menées entre 2018 et 2022 et à distance, cette communication se présente comme un essai de théorisation de ces mobilisations en revenant d'abord sur les modes d'engagements militants et sur le processus de subjectivation qui les accompagne.

L'exposé propose des lectures processuelles et dialectiques de ces modes d'engagements. Il cherche à montrer d'abord comment l'engagement s'ancre dans des expériences ordinaires de quiétude et de contrôle (liées à la subsistance, à des loisirs ou simplement au cours « normal » de la vie) qui en viennent à être perturbés par des irruptions et des perturbations du monde de l'extractivisme. Cet engagement se pense ainsi comme une politisation du « proche » et dans des formes *a priori* infrapolitiques (Thévenot 2006, Dechézelles 2019, Blanc et al. 2022). Il se poursuit ensuite dans des formes classiques de l'action militante qui emprunte autant à des répertoires d'action collectifs qui relèvent de l'établissement d'un rapport de force sur le terrain (à un niveau tactique) et d'une tentative de transformer les structures des stratégies de développement (à un niveau stratégique) dans l'arène discursive et politique conventionnelle.

A un autre niveau d'abstraction, la communication revient sur la façon dont ces modes d'engagements nourrissent une « petite éthique » fondée sur deux piliers : la reconnaissance et la responsabilité. Ce premier pilier est d'abord fait d'une reconnaissance, par les militants, d'une forme créée ou engendrée qui procède d'une altérité (Buber 2013, Arendt 2002). Ces formes relèvent alors d'une grande diversité : attachements au lieu et aux non-humains (Centemeri non daté, Hennion 2004 & 2009, Latour 2009, Searles 2014), modalités d'existence et styles de vie non normatifs, expérience de l'organisation militante, textes comme des ordonnances ou des lois, etc.

Reconnues comme des éléments constitutifs de son monde de la vie, le militant en vient alors à concevoir un principe de responsabilité à l'égard de ces choses créées ou engendrées. En effet, ces choses participent à la construction subjective de l'individu, elles font partie du « territoire du moi » (Goffman 1973 & 1974) et servent de support à la construction d'une identité (Ricœur 2015, Honneth 2010 et 2013, Searles 2014) qui ne souffrent aucune mise en péril.

L'étude cherche in fine à démontrer que ces mobilisations anti-extractivisme se font grâce à et au nom d'entités ontologiquement différenciées qui occupent des places spécifiques dans les trajectoires biographiques et collectives, s'intègrent au vécu ordinaire et participent à l'entendement que les habitants et les militants ont des choses et des lieux (von Uexküll 2010, Berque 2016, Tuan, 1974).

4. Comprendre la géopolitique du foncier en Afrique à la lumière de l'agro-business et de l'agro-(néo)colonialisme du Sud Global

Alex Renaud ONDOA, Département de science politique, Université de Yaoundé II/Cameroun, Laboratoire d'Analyses des Dynamiques Internationales et Géopolitiques (LADIG), Mail : alexrenaudondoa@gmail.com

La marchandisation des terres agricoles dans les pays du Sud qui prend des proportions inédites présente une nouvelle caractéristique et ne s'inscrit plus uniquement dans un mouvement vertical Nord-Sud. Elle est construite comme un problème public international du monde contemporain globalisé. La diplomatie du portefeuille des puissances neuves du Sud Global remet en cause l'ordre hégémonique libéral qui travaille l'Afrique depuis les indépendances. Ce nouvel acteur collectif des relations internationales est disposé à faire basculer le pôle du pouvoir international en sa faveur dans la compétition qui l'oppose au Nord Global de facture occidentale. Cette ambition passe inexorablement par l'acquisition à grande échelle des terres agricoles. Bon nombre de pays de ce bloc acquièrent majoritairement à une cadence soutenue en Afrique, des millions d'hectares de terre qui comptent parmi les plus fertiles de la planète pour assurer leur sécurité alimentaire et énergétique. Cette analyse permet de comprendre comment la géopolitique de l'agro-foncier en Afrique est traversée par les logiques d'une domination agraire par la sécurité alimentaire, de contrôle de la biotechnologique et la relocalisation des sites financiers du Sud Global. Aujourd'hui largement conditionnées par des dynamiques de prédatation, les stratégies d'externalisation agricole sont extrêmement controversées, suscitant de virulentes critiques.

Trois niveaux d'analyse sont ainsi mobilisés pour comprendre la ruée insatiable des puissances émergentes vers les surfaces arables d'Afrique subsaharienne. D'abord, assurer la sécurisation alimentaire des populations locales et nationales dès lors que la plus grande partie de la production est destinée à approvisionner les marchés extérieurs ; ensuite, assurer la sécurité énergétique des puissances émergentes à travers la disponibilité des surfaces de sols bioproductifs ; enfin, assurer leurs stocks vitaux en ressources naturelles critiques des pays vendeurs à travers l'extraction de pétrole, de gaz et de minéraux rares.

L'étude s'appuie sur quatre types de données mobilisés. Le premier provient des entretiens menés auprès des personnes ressources dépositaires d'une somme d'expérience multivalente et des récits biographiques sur la question. Le deuxième est issu des sources documentaires qui établissent le champ paradigmique portant sur le sujet. Le troisième vient des médias et autres archives de presse pour offrir les matériaux factuels qui rendent intelligibles la fabrique d'une géopolitique agricole des puissances émergentes. Le quatrième est l'exploitation objective des données en ligne qui vont considérablement renforcer l'investigation.

5. Les catégories d'attachement et de mobilisation dans un contexte minier et post-minier.

Réflexions à partir des cas de Midelt et d'Imider (région Drâa-Tafilalet)

Mohammed Benidir est Maître de conférences habilité en sociologie à l'Institut, National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU) Rabat. Mail : m.benidir@inau.ac.ma.

Dans le sud-est du Maroc, les controverses autour de l'appropriation des terres collectives et les parcours pastoraux et la protestation contre les projets extractifs et énergétiques font naître des catégories différentes quant aux attachements des groupes aux lieux. Chargés de valeurs déterminées, ces lieux structurent les relations sociales, ô combien clivées, entre les groupes à l'intérieur ou à l'extérieur d'eux. L'attachement par l'appartenance lignagère et tribale (ayants droit), l'attachement par la résidence (habitants), l'attachement par le voisinage (riverain), l'attachement par l'usage (usagers) s'enchevêtrent et se contredisent. Quelque que soit la figure, les attachements se présentent par les acteurs agissant pour le compte des communautés auxquelles ils appartiennent comme un mobile et un motif d'action mobilisatrice et pétitionnaire (Déchezelles et Olive, 2016). La présente communication se focalise sur les effets la lutte contre l'exploitation des eaux souterraines par la Société Métallurgique d'Imiter (SMI) du groupe Managem et l'implantation du complexe solaire Noor Midelt par MASEN (Agence Marocaine de l'Énergie Solaire) dans la région Drâa-Tafilalet (Sud-Est du Maroc). Dans les deux cas, chaque catégorie donne sens à un attachement dans le cadre d'une échelle propre d'action et d'engagement. Pour le premier cas, les notables mobilisés se sont montrés favorables à une « descente en particularité » en limitant la communauté de victimes à trois villages situés au centre de la commune territoriale d'Imider appartenant à la province de Tinghir; il s'agit là d'une communauté des ayants droit a priori éloignée des enjeux supra-locaux. À l'opposé, les militants du Mouvement sur la voie de 96 sont montés en généralité en termes d'échelle de résistance et de catégories mobilisées et ciblées. La figure des habitants, des citoyens, des riverains et de la population s'est substituée à celle des ayants droit. Pour le deuxième cas, les groupes, en l'occurrence les femmes "ethniques" (soulalyettes) de la tribu Aït Ouafella et les

nomades transhumants Aït Merghad, furent-ils usagers de fait depuis leur installation par administration du protectorat français dans la Haute Moulouya, donnent quant à eux sens à ces figures du point de vue de l'inclusion et d'exécution, d'attachement et du détachement. Au gré des mobilisations, les collectifs négocient, redéfinissent, contestent toutes les logiques de restriction, d'interdiction, de détribalisation de l'accès aux terres collectives et domaniales ainsi que les compensations en contrepartie de leur dépossession par MASEN et la SMI.

17. Extractivismes des marges, extractivismes à la marge. Quand la « science pour le développement » (S4D) fabrique la marchandise.

Gérard Amougou (amou_gerard@yahoo.fr, Université de Yaoundé II) et Marc Poncelet (marc.poncelet@uliege.be, Université de Liège).

1. Du bois au “produit vert” : requalifications scientifiques et construction marchande des ressources forestières camerounaises

BOYOGUENO ATSENA Hornella Flore, *Ph. D.* en Sociologie de la population et du Développement, E-mail : hornellaflore@yahoo.fr

Au Cameroun, l'exploitation forestière se trouve aujourd'hui reconfigurée par des dynamiques nouvelles où les injonctions internationales à la durabilité se conjuguent à l'essor de la Science for Development (S4D). Sous l'impulsion des bailleurs, des ONG et des programmes de recherche, les essences locales — ayous, sapelli, moabi, mais aussi divers produits forestiers non ligneux — deviennent des objets de recherche appliquée destinés à être requalifiés pour répondre aux normes, certifications et standards du marché global. Cette communication analyse la manière dont les pratiques scientifiques participent de façon opérationnelle à transformer des ressources autrefois inscrites dans des usages locaux en véritables marchandises conformes aux exigences de traçabilité, de durabilité et de normalisation imposées par l'économie mondiale.

Cette perspective s'inscrit dans une littérature renouvelée sur l'extractivisme, désormais attentive aux formes discrètes, fragmentées et « à la marge » de la marchandisation (Arsel & Pellegrini, 2019 ; Howe, 2021). Les travaux de Tsing (2015) ont montré comment des ressources périphériques acquièrent une valeur globale grâce à des dispositifs de standardisation, tandis que Bridge & McCarthy (2017) soulignent le rôle des chaînes de

certification et des technologies de vérification dans la production d'une « nature exploitable » compatible avec les impératifs du capitalisme vert. Dans le contexte africain, des auteurs comme Oyono (2015), Ribot (2019) ou Ndjodo (2020) mettent en évidence les tensions entre normes internationales, régimes locaux d'accès aux ressources et reconfigurations des pouvoirs autour de la forêt.

En mobilisant cette littérature, cette communication interroge le rôle concret de la S4D dans la légitimation de la construction marchande des ressources forestières sur le scène internationale et auprès des populations locales gardiennes de ces ressources. En effet, la certification FSC, les exigences de « vérification de légalité » imposées par l'Union européenne, la mise en œuvre des APV-FLEGT ou encore l'essor des marchés carbone ne constituent pas seulement des contraintes externes : elles produisent de nouvelles opportunités pour les laboratoires — bureaux d'études — nationaux, les départements de foresterie, les centres d'innovation ou les couveuses universitaires. Ces acteurs deviennent des intermédiaires techniques essentiels au processus de marchandisation. Ils procèdent à des analyses physico-chimiques et sociologiques, définissent des standards de qualité, élaborent des protocoles de gestion “durable”, et fournissent des preuves scientifiques de conformité. Ce faisant, ils transforment la ressource en objet mesurable, contrôlable et donc échangeable.

Cette requalification scientifique s'accompagne d'une recomposition des coalitions d'acteurs : laboratoires publics, ONG internationales, gestionnaires forestiers, petites entreprises de transformation, communautés riveraines, tous pris dans un réseau d'interdépendances où s'articulent intérêts économiques, impératifs de développement local, stratégies de légitimation et quêtes de financement. Loin d'être une simple “valorisation”, le processus révèle des asymétries de pouvoir, notamment dans la définition des critères de qualité et dans l'accès à la valeur ajoutée générée par la marchandisation.

À partir des données obtenues sur le cas d'une entreprise forestière de la place opérant dans la région de l'Est Cameroun, cette communication montrera que la S4D, notamment la sociologie ne se limite pas à accompagner l'exploitation existante : elle fabrique les conditions même de la mise en marché. En inscrivant les ressources forestières dans des dispositifs de mesure, de traçabilité et de normalisation, la science contribue à étendre l'extractivisme vers des formes plus discrètes mais tout aussi structurantes, ouvrant ainsi la voie à une marchandisation « à la marge » qui redéfinit la place des institutions de recherche — des acteurs de la recherche précisément — et des communautés locales dans l'économie politique de la forêt.

2. S4D et extraction cognitive : les rumeurs et humeurs d'autochtones face à la dépossession progressive de leurs savoirs médicinaux ancestraux à Ntam (Est-Cameroun)

OYANE OSSAH Victorine Berthille, Université de Yaoundé 1

Cette communication repose sur une enquête menée dans la ville de Ntam, à l'Est-Cameroun, dans le cadre d'un projet visant la constitution d'une encyclopédie sur les savoirs locaux. Cette région connaît la coexistence de multiples acteurs : entreprises forestières et minières, équipes de recherche nationales et étrangères, ONG et institutions de coopération. Nombreux manifestent un intérêt croissant pour la documentation et la valorisation des savoirs dits « traditionnels », en particulier dans le domaine de la santé. Les entretiens directs et semi-structurés réalisés auprès de praticiens et d'habitants montrent que ces démarches de *science for development* (S4D) suscitent un climat d'incertitude. Si ces initiatives sont officiellement présentées comme des actions de préservation ou de développement, de nombreuses rumeurs circulent : plusieurs interlocuteurs estiment que “les Blancs et les Noirs” viennent à tour de rôle « prendre les savoirs » pour les utiliser ailleurs, laissant craindre une forme d'extraction cognitive. Ces exercices auraient comme conséquences, de plus en plus, les appauvrir spirituellement en les mettant en conflits avec leurs ancêtres.

Ces suspitions s'intensifient dans un contexte où les restrictions d'accès à la forêt — liées aux politiques étatiques et aux activités extractives industrielles — compliquent la reproduction des savoirs thérapeutiques. Face à ces contraintes, certains praticiens affirment refuser de divulguer leurs connaissances, tandis que d'autres accepteraient de les transmettre en échange de compensations matérielles ou symboliques. En mobilisant la sociologie des savoirs situés, des rumeurs et des processus de marchandisation, cette communication montre explicitement comment les politiques forestières, les intérêts scientifiques et les stratégies individuelles s'entrecroisent pour produire des formes d'extractivisme moins visibles mais néanmoins puissantes car habitant et hantant l'imaginaire de biens des soignants locaux. Elle met en évidence que la S4D, loin d'être neutre, participe à redéfinir les conditions de transmission, les hiérarchies de légitimité et les rapports de pouvoir autour des savoirs de santé à Ntam.

3. La fabrique institutionnelle de la marchandise agricole : l'IRAD, les agro-industries et l'extractivisme scientifique du palmier à huile au Cameroun

Joël Moudio, joelmotto@yahoo.fr, université de Yaoundé 2, enseignant-chercheur

Cette communication propose d'analyser la fabrique institutionnelle de la marchandise agricole au Cameroun à partir du cas du palmier à huile, en montrant comment un ensemble d'acteurs –

institutions publiques, dispositifs scientifiques, organisations entrepreneuriales – produisent les conditions d’existence d’une ressource en tant que marchandise. Dans le sillage des travaux sur la « fabrique institutionnelle » (Chobeaux, 2016 ; Lavanchy, 2013 ; Quareta, 2018 ; Le Bayon, 2021 ; Diallo, 2024), il s’agit de saisir comment la recherche, la certification, l’encadrement et la contractualisation configurent les normes, les pratiques et les dispositifs au sein desquels se construit la valeur marchande du végétal. Appliquée au palmier à huile, cette perspective rend intelligible la manière dont s’organise un extractivisme scientifique (un extractivisme institutionnel), c’est-à-dire un mode d’extraction de valeur fondé non pas sur la seule prédation foncière, mais sur la transformation institutionnelle et technique de ressources locales en inputs standardisés pour les chaînes de valeur agro-industrielles.

Au cœur de ce processus se trouve l’Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), dont le rôle dépasse la production de connaissances agronomiques. L’IRAD façonne la matérialité, la normativité et la finalité économique de la ressource. La mise au point de la variété hybride Tenera illustre cette fabrique institutionnelle : conçue pour une productivité élevée, une entrée en production précoce et une résistance accrue aux maladies, Tenera devient une matière vivante standardisée, conforme aux critères des filières industrielles. Ce travail génétique constitue un acte institutionnel qui, comme l’ont montré d’autres terrains de fabrique des identités, statuts ou carrières (Lavanchy, 2013 ; Le Bayon, 2021 ; Diallo, 2024), traduit un pouvoir de qualification et de requalification exercé par l’État et ses dispositifs. Il transforme une ressource villageoise en un input industriel certifié, transférable et échangeable.

Depuis les années 2010, cette dynamique s’inscrit dans une restructuration profonde du secteur. L’expansion foncière d’agro-industries telles que la Cameroon Development Corporation (CDC), la Société Camerounaise de Palmeraies (SOCAPALM), PAMOL et SAFACAM, combinée à la volonté étatique de réduire les importations, accentue le besoin d’un matériel végétal standardisé. L’appui de la Banque Africaine de Développement (BAD) dans le cadre du Projet de Développement des Chaînes de Valeur Agricoles (PD-CVA) consolide cette orientation, dotant l’IRAD d’une capacité de production inédite : 2 000 géniteurs sélectionnés et 8 millions de graines germées produites annuellement à la Station Spécialisée de Recherche sur le Palmier à Huile (SSRPH) de la Dibamba, soit l’équivalent de 40 000 hectares de nouvelles palmeraies. On assiste ainsi au passage d’un institut de recherche à une infrastructure nationale de fabrication de matière première, située en amont des circuits de valorisation (Ndjogui et al., 2014 ; Lebailly & Tentchou, 2009 ; Ndjogui, 2024).

La fabrique institutionnelle ne se limite cependant pas au laboratoire : elle articule des incubateurs agro-industriels, des formations d'agripreneurs, des mécanismes de contractualisation et des dispositifs de transfert de normes (Massardier & Sabourin, 2013 ; Brégain, 2015). Ces configurations produisent un continuum allant de l'innovation génétique à l'intégration marchande, inscrivant l'agriculture dans un modèle de Science for Development (S4D) où la recherche publique, l'entrepreneuriat et les agro-industries co-produisent la marchandise.

Ainsi, l'IRAD apparaît comme l'un des opérateurs centraux d'un extractivisme à la marge : un extractivisme discret, procédural, institutionnel, où la valeur est extraite par la standardisation, la certification et l'organisation des pratiques. À partir d'une enquête qualitative en cours, la communication montrera comment des coalitions d'acteurs – IRAD, BAD, ONG, agro-industries, incubateurs – recomposent le rôle de l'État dans l'économie politique du palmier à huile au Cameroun.

Cette proposition s'inscrit dans le champ des policy transfer studies, qui analysent comment les politiques, normes et pratiques sont transférées entre contextes nationaux (Dumoulin & Saurugger, 2010 ; James & Lodge, 2003 ; Marsh & Sharman, 2013). Il montre que les institutions scientifiques, ici l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (IRAD), participent à la fabrique institutionnelle des marchandises agricoles en standardisant les ressources locales (ex. la variété Tenera), certifiant les semences et encadrant les acteurs privés. Cette dynamique produit des normes et pratiques nationales transférables sur les marchés internationaux, révélant le rôle souvent invisible de la science et de l'État dans l'extractivisme institutionnel.

4. Faire la science contre, tout contre l'infrastructure. Potabilisation des eaux et sciences des milieux sur une lagune d'Abidjan

Romain Leclercq, romain.leclercq@ird.fr, Chargé de Recherches IRD – Laboratoire HydroSciences Montpellier (UMR 5151) – Affecté à l'Université Nangui Abrogoua – Laboratoire Sciences et Gestion de l'Environnement

Au Nord-Est d'Abidjan, une lagune a vu son statut passer en 15 ans de celui de milieu de vie et de subsistance pour ses riverains, à celui de réserve d'eau potable pour la capitale ivoirienne. Cette transformation est le résultat de processus divers, socio-écologiques, politiques, économiques et techniques, auxquels a largement contribué une importante production scientifique, portée à partir des années 2010 par plusieurs bureaux d'études, universités

ivoiriennes et centre de recherche français, sur la qualité et la quantité des eaux de cette lagune. A partir d'une analyse embarquée et réflexive de cette production (Leclercq, Perrin, 2026), et d'une ethnographie d'un village riverain ayant accueilli la première station de potabilisation de la lagune, cette communication vise à restituer les logiques conjointes d'arrimage de cette lagune à l'infrastructure de production d'eau potable à Abidjan, et à l'infrastructure technoscientifique abidjanaise (Barry 2020), alors en reconstruction.

Deux séquences seront analysées en détail. La première concerne les années 2010 et interroge le débat qui se déroule alors dans les sphères de la production « experte » autour de la possibilité, ou non, de potabiliser cette lagune. Ce débat opère dans un contexte de « crise de l'eau », de réouverture des universités et de reprise des activités scientifiques basées, entre autres, sur des consortiums internationaux impliquant acteurs publics et privés, après la décennie de crise politico-militaire en Côte d'Ivoire. Il s'agira ici de montrer d'une part comment le diagnostic scientifique basé sur « l'état » de la lagune et arguant de la « faisabilité » de sa potabilisation l'emporte alors sur le diagnostic concurrent basé sur l'analyse critique des « processus » de vulnérabilisation de la lagune. Il s'agira d'autre part d'analyser comment ce débat s'articule à une réorganisation de l'action publique de production d'eau potable autour des infrastructures privées contre les institutions publiques.

La deuxième séquence concerne la période ouverte en 2022 par la construction d'une première station de potabilisation sur la lagune, et la dégradation très rapide et concomitante de la qualité de ses eaux. Je montrerai comment cette dégradation mais aussi les consortiums privés qui assument désormais leur transformation en eau potable participent de l'entretien paradoxal d'une production scientifique critique et internalisée par les universités ivoiriennes. Il s'agira donc de comprendre à la fois les effets sur le milieu et l'action d'une science tirée par des objectifs de développement et de marchandisation de la nature, mais aussi les effets « retour » de cette marchandisation sur l'infrastructure scientifique elle-même.

Au final, entre l'optimisme parfois naïf des promoteurs de la « science pour le développement » (Asayama et al. 2019) et la critique radicale de la marchandisation de la science et de la Nature (Tordjman 2021), cette communication vise à comprendre certaines des reconfigurations de la science aux Suds avec, contre, ou tout contre les reconfigurations extractivistes de l'action publique.

5. Les voies de la marchandisation (*commodification*) à l'ombre de S4D. Science pour le développement (S4D), les logiques ambivalentes des projets de recherche en appui à la

production et labellisation de produits locaux issus de l'agriculture/élevage et portés jusqu'ici par des dynamiques locales relativement autonomes.

Auteurs : Claudia KPOSSILANDE, Roch L. MONGBO, Marc PONCELET (Marie-Thérèse OROU BAKE)

La filière arachide au Bénin a constitué un exemple d'**agro-extractivisme** héritée de la période coloniale, durant laquelle la monoculture de l'arachide fut promue afin d'alimenter les marchés extérieurs. À partir des années 1970, cette filière a été progressivement délaissée par les politiques publiques et les dispositifs de recherche, en raison notamment de la baisse des cours internationaux, de la réorientation des priorités agricoles nationales et du désengagement de l'État des filières de rente. Ce retrait institutionnel a profondément reconfiguré les modes de production et de valorisation de l'arachide. La filière s'est maintenue et développée principalement grâce à la **transformation artisanale locale**, portée par les capacités d'adaptation des populations et des dynamiques de demande soutenues mais différentes pour deux sous-produits.

La production et la commercialisation de *kluiklui* (*bâtonnets de tourteau frits de consommation populaire*) et d'huile d'arachide (considérée comme de haute qualité et très appréciée localement en voie de labellisation) ont reposé sur des **innovations endogènes** élaborées au sein de communautés localisées de savoirs, parfois appuyées par des ONG, projets et programmes de développement, mais rarement par les organisations de recherche. La filière arachide n'est pas priorisée par la planification actuelle du développement agricole et la production de ces deux produits (il existe des variantes) relève largement de « l'informel » même si on peut parler, dans une certaine mesure, de développement national de la filière et d'une industrie (néo) traditionnelle de production aux mains le plus souvent d'entrepreneuses qui mobilise une importante main-d'œuvre et des filières de distribution originales. Comme pour les tentatives d'appuyer la production de fromage dans la filière laitière, les interventions des projets (pouvoirs publics, Associations, ONG) n'ont pas abouti à des résultats significatifs. Pour autant la consommation s'étend et les marchés se développent dans tout le pays sans que l'on puisse parler à ce stade de naissance de logiques localisées claires d'accumulation extractiviste. Cependant, l'avenir proche est bien ouvert et donne à penser à des formes originales de « *commodification* » et de transformation des filières, des rapports entre les acteurs et de la nature de ces acteurs eux-mêmes.

Une ethnographie des pratiques et techniques actuelles de fabrication du *kluiklui* et de l'huile d'arachide a été réalisée dans les communes de Cové et Aplahoué au Sud Bénin, mettant en

évidence les principaux changements ayant conduit aux formes contemporaines de production. La recherche qualitative s'est appuyée sur une immersion dans l'univers socio-économique et technique des communautés de transformatrices, avec un séjour de trois jours dans chacune des vingt-quatre unités de transformation identifiées par la méthode de la boule de neige. Les données ont été collectées sur deux mois auprès des transformatrices et d'autres acteurs directs et indirects des chaînes de valeur étudiées, puis complétées par une enquête quantitative auprès de 170 transformatrices sélectionnées à partir d'un recensement initial de 253. Une autre étude consacrée au marché du fromage donne des résultats comparables (Seko 2025).

Dans les deux cas, il apparaît que les innovations mises à l'échelle ne sont pas isolées mais relèvent de **faisceaux d'innovations** technologiques, organisationnelles et institutionnelles qui s'articulent en réponse aux contraintes locales rencontrées et aux demandes locales. Les principaux facteurs qui sous-tendent ces innovations endogènes concernent les gains de temps, la réduction de la pénibilité, l'amélioration de la qualité et du rendement, l'adaptation aux exigences du marché et l'optimisation des revenus.

Comme les initiatives actuelles de labellisation soutenues par des associations, les interventions exogènes récentes à l'initiative de laboratoires universitaires à travers des projets internationaux de coopération universitaire visent essentiellement l'amélioration de la qualité des produits et des performances économiques, en particulier des revenus, en s'appuyant à tort sur le postulat que les pratiques locales/ endogènes sont peu performantes. Ces projets entendent aussi contribuer à des objectifs sociaux d'appui aux producteurs et aux acteurs de la filière.

Si ces projets répondent en partie à des caractéristiques de l'offre de financement (S4D) et pourraient être surtout mis par des objectifs de valorisation scientifique et académique, ils témoignent aussi d'engagement des acteurs scientifiques cherchant à allier reconnaissance/valorisation de produits locaux et de dynamiques économiques endogènes, appui aux producteurs (souvent productrices) et structuration de marchés nationaux voire régionaux. Dans certains cas ces projets sont mis ou débouchent sur les spin-off ou des initiatives mixtes de production visant des marchés élargis ou renouvelés. Une puissante force est à l'œuvre dans les universités pour soutenir et généraliser ce type de recherche et les transformer en pépinières d'entreprises. Cet horizon est certes encore quelque peu éloigné mais il convient de discerner les logiques qui ressortent pratiquement de ces projets aussi bien dans le monde de la recherche que dans les filières de production concernées. Il convient aussi d'observer ces voies originales de marchandisation (*commodification*) à la marge. Elles sont à la fois portées par une référence naturalisée et généralisée à « l'incontournable marché universel

» (re) devenu synonyme de développement et enracinées par ailleurs dans des configurations sociales et économiques locales qui en demeurent très éloignées.

Panel 18. Sources et (mise en) ressources. La fabrique des informat.eur.rice.s privilégié.e.s

Jennifer Lorin, Brice Molo et Pauline Jarroux

1. « *Comme l'explique...* » : l'appropriation du discours des analystes-informateurs comme outil de légitimation dans des mémoires de master en sociologie de l'Université de Yaoundé 1

TCHOUTEZO Franklin, Chercheur associé au Laboratoire Camerounais d'Etudes et de Recherches sur les Sociétés contemporaines (CERESC), Université de Yaoundé I, tchoutezofranklin@gmail.com

Analysant la situation d'encadrement académique au Cameroun, Manga Kalniga (2020 : 60) l'ancre dans une « *société gérontocratique dans laquelle le système social n'admet pas qu'un jeune, depuis sa position de cadet social, prenne la parole librement devant un aîné (...)* à tel point que l'étudiant incorpore cette domination d'abord par le fait qu'il soit agent social et ensuite parce qu'il est soumis à l'autorité scientifique consacrée de son encadreur [sic] dans le champ universitaire ». Ces propos révèlent la fragilité de la condition épistémologique des jeunes chercheurs. Dans les sciences sociales, particulièrement en sociologie, trois exigences majeures leur sont martelées : allier les lectures spécialisées à une enquête de terrain (ancrage empirique), produire une réflexion originale sur une question sociétale (contribution scientifique) et surveiller le ton de son discours (humilité). S'efforçant de satisfaire à ces exigences, le jeune sociologue rencontre des informateurs et discute avec eux d'un sujet qui les concerne, dans le but de produire son premier travail de recherche : le mémoire de master. A la lecture plusieurs mémoires de master soutenus dans cette discipline, un constat émerge : la présence récurrente d'une catégorie d'informateur, proche de l'« informateur privilégié » (Olivier de Sardan, 2008) et de l'« informateur clé » (Paquette, St-Denis et Doris, 2024), nous l'appellerons l'analysteinformateur.

C'est une source que le jeune chercheur présente formellement comme un enquêté, mais dont la valeur analytique et générale du propos le rapproche davantage du collègue expérimenté. Sur le terrain, il s'agit d'individus ayant des professions intellectuelles (journalistes, chercheurs ou

consultants) et qui, de par la nature de leurs métiers, circulent régulièrement à travers différents espaces sociaux et accomplissent vis-à-vis de la société une mission d'information et de compréhension. En vertu de leur double proximité avec la vie des idées et les terrains dans lesquels ils séjournent, leur parole est douée d'un potentiel heuristique qui conforte le jeune chercheur, souvent en quête de balises intellectuelles pour l'écriture de son premier ouvrage.

Sous un prisme extractiviste, la présente communication interroge le recours au discours de cette catégorie d'informateurs dans le processus de production de savoirs académiques par les jeunes sociologues, en insistant sur ses mécanismes et ses enjeux. Comment comprendre les usages du discours des analystes-informateurs par les jeunes sociologues dans les mémoires de master ? L'hypothèse défendue ici est celle d'une appropriation du discours des analystes-informateurs par les jeunes sociologues comme ressources de légitimation de ces derniers dans le domaine de la production scientifique. Davantage produits finis (savoirs savants) que matières à transformer (données brutes), ces analyses sont douées d'une portée holistique et d'une formulation esthétique que le jeune chercheur reconduit, en s'effaçant, dans son travail comme étant ses propres découvertes et conclusions. Sur le plan méthodologique, cette communication s'appuie sur une analyse de contenu d'une dizaine de mémoires de master soutenus en sociologie à l'Université de Yaoundé I, entre 2022 et 2024.

2. S'informer à l'aune de positions situées : quels contre-dons ?

Aurélie DOIGNON, Enseignante-chercheuse contractuelle à l'université de Cergy (CYU)
France, aurelie.doignon@cyu.fr

Articulée autour de deux pôles, ma communication présente les formes multiples de dons et de contre-dons à l'œuvre dans les pratiques de recherche et comment la notion de participation émerge surtout depuis les informateur·rices clé·es. Tout au long de cette communication, nous verrons en quoi et comment les aspects de la relation avec ces informateur·rices sont à situer (Haraway, 1988) à l'aune des rapports Nord-Sud, mais aussi de classe, de genre, de nationalité, d'âge et de positions sociales.

En premier lieu, j'exposerai comment la chercheuse que je suis, dans le cadre de mon terrain de recherche sur la pratique de l'excision au Kenya, a pu être « utilisée » au-delà des formes de contre-dons admises dans le cadre d'une recherche. Biaisée par le statut d'universitaire et de militante associative de la personne ressource, j'ai été participante contre mon gré à des fins électorales sans en être à aucun moment informée, la recherche participant d'un contexte géopolitique et historique singulier.

J'exposerai ensuite la difficulté de se positionner en termes de contre-don dans des rapports amicaux Nord-Sud, et en particulier dans les rapports homme-femme (séduction) et femme-femme (jalouses). Enfin, nous nous questionnerons sur ce qui fait qu'une personne devient informateur·rice privilégié·e et quels sont les privilèges que nous nous accordons mutuellement ? Le rôle majeur des informateur·rices clé·es est l'insertion du/de la chercheur·se dans un tissu social, un groupe, un quartier, afin de l'inscrire comme tel et qu'il ou elle acquière une (re)connaissance, une affiliation. En effet, les formes d'intégrations à l'oeuvre permettent pour le/la chercheur·se une ethnographie au long cours, de situer les rapports hiérarchiques, les rapports de parentés, de voisnages (garde de bébés, invitations...), bref les liens qui unissent, désunissent ; et encore plus, les rapports à l'argent. La confiance accordée aux informateur·rices est déterminante et conditionne nos recherches : nous questionnerons comment cette confiance se coconstruit-elle dans un schéma de rapports Nord-Sud, d'historicité coloniale et de rétention aux frontières par les pays du Nord ?

3. Figures du renoncement et du retourlement dans des parcours de réseau d'informateur.ice.s.

Franck Dorso, chercheur au Lab'URBA, chercheur associé à l'IFEA d'Istanbul

A partir de recherches menées sur la ville informelle et illégale, la communication propose de mettre en discussion les deux notions de renoncement et de retourlement. Les pratiques informelles et illégales jouent un rôle dans le processus d'urbanisation à l'échelle collective tout comme au niveau du processus de socialisation au long cours des individus, dans leur parcours de vie. Ces pratiques (micro-transgressions, occupations labiles, refuges, repos, isolements, pratiques illégales ou dites immorales) sont parfois au centre de situations de conflits autour des usages, des appropriations et des projets urbains.

Investiguer ces dynamiques demande fréquemment d'associer aux outils classiques de l'enquête des protocoles spécifiques de production de données (enquêtes en immersion, rôles, packs multi-outils), notamment la constitution de réseaux d'informateurs. Ces démarches posent les questions de l'extraction, de l'asymétrie, des positionnements éthiques dans les possibles remédiations (associations, coproduction, retours ciblés). La proposition de communication s'appuie sur trois recherches pour mettre en discussion deux figures particulières de cette relation et leurs effets potentiels.

Le renoncement : dans certains cas, la fragilité de la position de certains enquêtés peut amener à renoncer à publier certains résultats. Dans les cas d'Istanbul (2000-2016) et de l'Île de France

(2010-2018) il ne s'agit pas seulement de protection des sources ou des personnes (y compris les enquêteurs) mais aussi de préserver des processus sociaux qui nécessitent la discrétion pour pouvoir oeuvrer (logiques de l'écart).

Dans ce dernier cas la question se pose de renoncer à poursuivre la démarche de recherche elle-même qui, même portée avec délicatesse ou avec les acteurs, peut mettre en péril les sujets ou les objets. Le détournement : à Tirana, la recherche porte depuis 2018 sur la transformation d'une friche centrale de 25 hectares. Assez vite, une forme particulière de relation est initiée par certains informateurs : la prise à partie du ou des enquêteurs pour porter leur parole, dire, dénoncer, publier les informations et les situations. Cette demande des informateurs peut être interprétée de plusieurs manières : prise en compte d'une image ou identité négative pour la transformer, canal potentiel d'action dans un contexte de faible mobilisation collective, travail des émotions, transformation des pratiques et jeux d'acteurs dans un moment de production urbaine néolibérale. Cette pratique témoigne d'une forme de retournement de la demande qui interroge le fondement de la relation et de l'extraction sur deux points au moins : elle oriente la demande vers une relation qui tient plus de l'échange (réaménageant le don/contre-don) et possiblement moins asymétrique ; elle suppose ou construit une relation de confiance particulière – ne pas être dénoncé, sans garantie formelle – dans un contexte hérité de méfiance et de craintes.

4. Paroles d'expert·e·s. Le cas des informateur·ric·e·s professionnel·les de santé dans une enquête portant sur les inégalités environnementales

Elodie Edwards-Grossi

De nombreux territoires urbains sont aujourd’hui touchés par les violences environnementales dues à l’implantation d’infrastructures pétrochimiques en leur sein (Le Naour et Bécot, 2023). Longtemps le sujet de travaux en santé publique, puis de travaux en sciences sociales, ces juxtapositions d’usages de territoires urbains, à la fois dans des cadres industriels et résidentiels ont des effets délétères pour la santé des salariés et des résidents vivant à leur proximité. En anthropologie sociale et en sociologie, les travaux s’intéressent à la fois aux ressentis des résidents vis-à-vis du stigmate environnemental subi (Lou, 2022 ; Davies, 2022) et convoque parfois des informateur·rices ayant une expertise particulière sur le sujet de la santé des populations, à savoir des chercheur·ses en épidémiologie ou des médecins généralistes et pédiatres présents sur le terrain, qui tiennent par ailleurs le rôle de lanceur·se d’alerte auprès du grand public (Marichalar, 2014 ; Markowitz et Rosner, 2013 ; Massard-Guilbaud, 2019). Que produit cette parole d’expert·e sur le terrain, notamment vis-à-vis de la structuration de

mouvements en justice environnementale dans les territoires affectés par ces pollutions industrielles ? Leur expertise professionnelle les placent t-ils et elles automatiquement dans cette position d'informateur·rices privilégié·e pour les chercheur·ses travaillant sur ces questions sanitaires et sociales ? La convocation de leur parole comme ressource mobilisable à la fois dans la perspective de structuration de mouvements sociaux et dans des enquêtes qualitatives par les chercheur·ses ne nourrit-elle pas, en creux, des situations de silenciation, voire de dépossession de la parole, dans le cas des résident·es et travailleur·ses dont la voix n'est pas toujours entendue, malgré leur présence tout aussi légitime ? Cette communication proposera un retour réflexif sur deux terrains ethnographiques amorcés en 2022 dans deux villes en Californie : l'un à Richmond, l'autre à Los Angeles. Dans le cadre de ces deux terrains, une cinquantaine d'entretiens semi-directifs ont été menés avec des riverain·es, des membres d'organisation défendant la justice environnementale, des membres de l'équipe municipale, mais aussi des médecins et pédiatres employé·es dans des cliniques et hôpitaux publics et privés dans ces deux quartiers. La communication s'intéressera à mettre en perspective les résultats ethnographiques produits dans le cadre de ce terrain avec d'autres travaux portant sur les inégalités environnementales et sanitaires dans des contextes de pollutions industrielles, aux Etats-Unis et ailleurs. On s'attachera, tout particulièrement, à analyser les rapports de pouvoirs entre ces différent·es acteur·rices sur le terrain, et la construction de leur rapport d'expertise vis-à-vis des enjeux sanitaires présents.

Session 2

1. Écrire un portrait, retracer une voix

Farah Akhoudas (Doctorante EHESS, LAS), akhoudas.farah@hotmail.fr / farah.akhoudas@eheSS.fr

Ma communication aura pour sujet les soubassements épistémologiques de ma recherche doctorale. Ma thèse a pour objet l'écriture d'un portrait, celui d'Aris Riakna Mestre Perez, une femme arhuaco qui vit à Pueblo Bello en Sierra Nevada de Santa Marta en Colombie. Elle prolonge une première recherche ethnomusicologique menée en 2021 au cours de laquelle Aris a été ma traductrice de l'Iku à l'Espagnol occupant une place centrale et pivot dans un ensemble relationnel. Mon travail se construit sur deux réflexions. La première, ethnographique, se base sur l'omniprésence d'une traductrice et du rôle de source qu'elle joue dans la construction de connaissances ethnographiques.

La seconde, épistémologique, porte sur les actes d'énonciation et les situations d'interlocution durant l'enquête de terrain, centraux dans la fabrication d'un objet anthropologique. A la fois exemples et confirmations, illustrations ou citations (Clifford 1996), source et signe, documents d'appui ou objets à interpréter (Debaene 2025), quel autre statut épistémologique accorder à ces paroles ? Lorsque la centralité d'une traductrice est effective, comment concevoir ce truchement dans le texte ethnographique ? Ma proposition est de construire le portrait comme l'espace d'une traduction médiatrice, autrement dit le déplacement d'un truchement à un autre, tout en étant sensible aux conditions d'émergence ethnographique. En donnant la possibilité à une personne de mettre en présence et de créer un *soi* dans le discours et dans le texte ethnographique, sa parole change de statut épistémologique. La valeur donnée aux discours de la personne portraiturée n'est plus appréhendée selon des critères représentatifs, fictionnels ou véridiques. Une « informatrice » n'est plus perçue comme une individualité exemplaire mais comme une individualité particulière.

L'attention est portée sur une narrativité singulière et autobiographique où il s'agit de questionner sa transposition et son entextualisation. Par conséquent, le portrait apporte une forme alternative d'une mise en ressource – qui demeure inévitable par le geste interprétatif – d'une voix singulière. Cette communication sera l'occasion de développer les deux derniers axes du panel autour des problématiques d'auctorialité que suscite l'écriture d'un portrait, sur les manières d'articuler des autorités énonciatives empreintes de rapports de pouvoir. Ainsi, le portrait nécessite une plasticité dans la forme, force à dépasser un binarisme forme/fond et engage une distance vis-à-vis de l'idée de « grand partage » entre ethnologie et littérature (Debaene 2010 ; Devevey 2021). Ce dispositif d'écriture aide à penser un savoir ethnologique au-delà d'espaces topographiques et questionne le devenir épistémologique d'un texte dit scientifique.

2. De l'« informatrice privilégiée » à l'« informatrice vulnérable » : enjeux et tensions de l'extractivisme ethnographique

Pronesti Alexia Doctorante en Sociologie EHESS – Cermes3, Ecole doctorale « Sociologie », alexia.pronesti@ehess.fr

L'enquête de terrain est indissociable du travail d'extraction et des informateur.rice.s privilégié.e.s qui nous y aident. Ces personnes occupent des positions particulières dans l'espace que nous investiguons, positions pour lesquelles nous les choisissons. Seulement, la relation que nous entretenons avec elles, particulièrement au moment de la rédaction, reste

encore ambiguë, délicate, difficilement ou timidement abordée et conduit bien souvent à l'occulter.

Pendant plus d'un an et demi, j'ai partagé le bureau de l'assistante de direction de la Direction des Systèmes d'Information et du Numérique de la ville de Paris. Ne travaillant pas dans le numérique, elle n'est pas à proprement parler une actrice que j'observe sur mon terrain mais devient ce que l'on qualifie d' « informatrice privilégiée ». Son rôle et ses missions lui offrent une connaissance précise et fine du monde que constitue cette direction.

Sa position dans l'espace et au sein de l'organisation en fait un véritable carrefour d'informations – formelles et informelles – une mine d'or pour l'enquête ethnographique. Si géographiquement, nous occupons les mêmes positions, son rôle l'y sédentarise tandis que je navigue entre les différents espaces. La richesse des informations collectées provient justement de cette dualité : si je m'autorise aussi à naviguer – ou à m'absenter – c'est aussi parce que je sais qu'elle pourra me donner accès à l'information manquée à mon retour. Cette assistante joue alors un double rôle sur mon terrain : celui de réservoir de données et celui de médiateur (Selim, 2021) - en me présentant, m'introduisant et m'orientant dans ce monde. Il n'y a nul doute : sans son intervention, mon travail de recherche n'aurait pas eu la même substance. Seulement, de la même manière que l'extraction de ressources naturelles amène des questionnements en termes d'impacts environnementaux, sociaux et éthiques, l'enquête ethnographique menée sur un terrain soulève des enjeux du même ordre. Que devient cette personne une fois le terrain terminé ? Une fois les données extraites, analysées et publiées ?

Quel est l'impact de l'extraction et de l'utilisation de ces données pour les personnes qui restent ? Comment produire de la valeur scientifique de cette parole sans la vulnérabiliser ? Dans un premier temps, je reviendrai sur la relation que nous avons nouée et sur la manière dont l'assistante est devenue un véritable réservoir de données. Puis dans un second temps, j'interrogerai la manière dont les données fournies peuvent parfois placer les informateur.rice.s privilégié.e.s dans des positions de vulnérabilité vis-à-vis de l'organisation. Finalement, je mettrai en avant les tensions que cela soulève dans le travail de recherche.

3. « Le garant et la chercheuse : réflexions sur la fabrique d'un informateur privilégié dans un contexte pastoral gérontocratique et genré (Archers Post, Kenya) »

Judith Adeline MEDIFO DADJI, Doctorante en anthropologie sociale à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), rattachée à l'Institut des Mondes Africains (IMAF).

Au cours d'un travail de terrain exploratoire mené dans le nord du Kenya, à Archers Post, une région aride où vivent des pasteurs Samburu, un homme m'a été présenté comme étant le « garant » de la culture samburu. Instituteur à la retraite, respecté localement, multilingue et impliqué dans des projets communautaires, il m'a rapidement été désigné comme mon principal interlocuteur, « personne ressource ». Grâce à ses réseaux, à sa légitimité sociale et à sa facilité à naviguer dans le monde samburu, il m'a ouvert des espaces qui m'étaient auparavant inaccessibles. J'ai ainsi élargi les limites initiales de mon travail de terrain afin de suivre la dynamique que sa médiation permettait.

Ce « garant » est progressivement devenu un informateur, un interprète, un facilitateur et parfois même, un organisateur des moments de mon enquête. Il pouvait traduire, contextualiser et sélectionner. Ses paroles, son point de vue et ses récits étaient influents, avec souvent des velléités de structurer les termes mêmes de l'observation. Cette situation m'a amenée à m'interroger sur l'effet de la centralité d'un homme sur une étude dans un tel territoire où les femmes, bien que jouant un rôle central dans les pratiques liées à l'eau domestique, et au petit bétail, sont souvent sujet de « désinterlocution » (Marmone, 2021).

L'objectif de cette communication est d'examiner la co-construction du statut d'« informateur privilégié » : entre l'autorité sociale locale (âge, genre, position) et mes propres attentes en tant que chercheuse (sécurité, accès, efficacité), comment s'est fabriqué ce rôle ? Quelles voix a-t-il permis de faire entendre, et lesquelles a-t-il par la même occasion invisibilisées ou réduites au silence ?

En m'appuyant sur les travaux de Sanjek (1993), Selim (2021), Debaene (2019), j'analyserai comment la présence d'un informateur central peut influencer les récits, moduler les interprétations et remettre en question le régime de vérité même de l'enquête. Considéré comme une personne « ressource », cet informateur devient alors une force structurante du processus ethnographique, agissant en même temps comme facilitateur, gardien et producteur de sens. Cette réflexion vise à replacer mon expérience dans une perspective critique et réflexive, attentive aux effets épistémologiques de la mise en ressources et aux asymétries de pouvoir dans la construction des savoirs anthropologiques.

4. Acteur.rice.s et chercheu.r.se.s minoritaires comme sources et ressources dans l'académie en France : un extractivisme épistémique

Carmen Diop

Articulée autour de l'épistémologie du point de vue (Rapoport, 1973 ; Hartsock, 1983 ; D. Smith, 1987 ; Haraway, 1988 ; Hill Collins, 1990 ; Harding, 2003 ; Flores Espínola, 2012) dont la valeur heuristique pour l'enquête et les analyses reconnue par les études féministes *mainstream* est encore questionnée dans les Sciences Humaines et Sociales françaises quand elle est mise en œuvre par des minoritaires, cette communication s'appuie à la fois sur l'expérience intersectionnelle des Afroféministes et la mienne au cours de ma recherche doctorale. Elle montre comment, lasses que leur expérience soit perçue comme celle d'« informatrices privilégiées » pourvoyeuses de « témoignages » (Etienne-Greenwood, 2020) pour illustrer le Grand Récit du féminisme *mainstream*, les premières ont infiltré l'académie en revendiquant d'analyser et de théoriser elles-mêmes leur vécu avec leurs propres outils. Cette présentation s'attarde aussi sur les sollicitations dont j'ai fait l'objet dans le milieu académique pendant ma recherche doctorale sur les femmes Noires diplômées face au racisme, pour mettre à disposition les données issues de mon accès privilégié au terrain, sans aucun intérêt pour la condition des participantes et pour ma problématique. Sans envisager que je puisse moi-même proposer une analyse originale des données brutes, ma recherche était ainsi transformée en source d'informations que l'on tentait de m'extorquer pour servir des approches épistémiques que je critique. Au point qu'après ma soutenance, une publication en ligne expurgée de la pensée décoloniale très controversée dans l'hexagone, m'a été proposée. Cette quête d'informations brutes ignorante des enjeux éthiques (Larrouqué & Quiroz, 2025 ; Langlois & Magaña Canul, 2023 ; Grosfoguel, 2016) de ma recherche relève d'un extractivisme cognitif et épistémique (Walsh, 2012 ; L.B. Simpson, 2013 ; Rivera Cusicanqui, 2007) insidieux (Gonzalez Broquen, 2020 ; Godrie, 2021) institutionnalisé dont ma communication examine les ressorts et les formes inscrits dans les rapports de pouvoir au sein de l'académie.

Panel 19 : Controlling Knowledge: Figures and Modes of Domination in West African Artisanal Gold Mining

Hugo Dory-Cros (hugodorycros@gmail.com, Ph. D. candidate in anthropology, École des Hautes Études en Sciences Sociales, EHESS) and Francis Arthur-Holmes (francis.arthur-holmes@port.ac.uk, frarthur88@gmail.com, PhD, Senior Research Fellow, University of Portsmouth)

1. Gendered knowledge in ASM: what counts, who counts, and whose legitimacy

Jennifer Dokbila Mengba, Uppsala University, Suède

In this paper, I aim to shift away from the dominant ASM literature, which focuses on gendered labour roles and participation, towards the construction and recognition of gendered knowledge. Within the West African sub-region, where access to resources, particularly gold, is contested and gendered, key questions such as what knowledge counts, whose knowledge is recognized, and how mining knowledge is legitimized provide an important entry to understand the intersection of gender, power, and authority in ASM governance.

ASM activities within the sub-region are predominantly informal. These informalities intersect with regulatory frameworks and ongoing formalization initiatives. While men dominate in formal mining activities, women are mostly engaged in the informal aspects of ASM due to financial constraints. Women's participation in ASM activities spans underground mining, ore processing, tailing reworking, to ancillary roles such as ore transportation, shanking, and service provision etc. This provides women with unique and intimate knowledge about mining activities. Yet, formalization initiatives and regulatory frameworks rarely recognize women's knowledge, particularly those operating within the informal setting. Men, in contrast, are increasingly regarded as miners; a visibility reinforced through masculine ideologies and institutional criteria of technical expertise. While women's knowledge obtained through informal mining practices is devalued in policies that standardize technical and formal expertise, their authority as knowledge holders is undermined. This reproduces a gendered epistemic hierarchy, where women's knowledge is marginalized, and men's knowledge is recognised.

Recent studies highlight how women's specific needs remain unresolved despite several formalization initiatives. This is because formalization and mining policies are male-centered, with women's knowledge about mining often missing from programs supposed to address women's needs. Instead of adding to the existing literature on gendered labour in ASM, I seek to reframe gender as an epistemic question, focusing on whose knowledge is recognized, how the particular knowledge is constructed and legitimized, who are the authorized decision-makers, whose voices are privileged or marginalized, and the implications on mining access and governance. Together, these layers constitute gender entanglement, as gender influences and is influenced by the production of knowledge and legitimacy, shaping who and what counts as knowledge. The study will be based on a narrative review, paying attention to gendered knowledge and power relations that govern ASM activities. The study contributes to epistemic

debates on the knowledge production process, particularly from the African perspective, where resource access is gendered and socially regulated.

2. Patriarchy, Gendered Engagement and Epistemic Exclusion in Northern Ghana's Mining Frontier

Phil Faanu, McMaster University, Canada

This paper investigates how epistemic gatekeeping and gendered stakeholder engagement reproduce patriarchal power relations in Northern Ghana's mining frontier. Grounded in feminist political ecology and intersectionality, the study draws on qualitative fieldwork in Talensi District to examine how mining governance intersects with entrenched patriarchal systems to shape women's participation, labour conditions, and livelihood outcomes. Although regulatory frameworks mandate gender inclusion, engagement spaces are structured around male authority, technocratic expertise, and customary hierarchies that marginalize women's knowledge and experiences.

Women's participation is frequently instrumentalized—mobilized to legitimize extractive projects without redistributing decision-making power. These dynamics exacerbate livelihood insecurity, occupational risk, and socio-emotional burdens for women involved in artisanal and small-scale mining and mining-affected communities. The paper argues that patriarchal epistemic regimes operate as an entangled force, linking knowledge exclusion to material vulnerability and governance failures. The study therefore contributes to the gender as entangled force literature by demonstrating how epistemic marginalization, patriarchal authority and extractive governance co-produce gendered harms. Transforming mineral governance requires dismantling patriarchal knowledge hierarchies and re-centering women situated knowledge as foundational to equitable and safe mining futures.

3. Maternités précaires et santé infantile à l'épreuve de l'exploitation minière artisanale : l'accès aux soins des « tāngpogsé » dans le Sud-Ouest du Burkina Faso. »

Alizèta Ouedraogo, CNRST/IRSS, Burkina Faso.

Au Burkina Faso, l'essor de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (EMAPE) a transformé les sites aurifères du Pays Lobi en « espaces-villes », où s'entremêlent activités extractives et foyers précaires. Ces territoires accueillent les *tāngpogsé* (femmes de la colline) qui, qu'elles soient entrepreneures ou migrantes fuyant des pesanteurs sociales (lévirat, mariage forcé), y exercent leur maternité dans une hostilité extrême. Cette communication partira d'une interrogation centrale : *comment l'environnement socio-sanitaire et économique de l'EMAPE*

affecte-t-il la santé de ces femmes et de leurs enfants, et quels obstacles majeurs entravent leur accès aux soins de qualité ? L'étude repose sur une approche de socio-anthropologie qualitative et ethnographique menée entre 2012 à nos jours sur des sites aurifère (Bantara, Fofora, Hong-Kong, Bougraogo Line) dans la région du Sud-Ouest ou du Djôrô. Le cadre théorique mobilise l'anthropologie de la santé et la notion de « chaîne opératoire » pour analyser l'imbrication du travail productif et reproductif.

La présentation mettra en lumière une vulnérabilité sanitaire extrême. Elle exposera comment les *tāngpogsé* et leurs enfants subissent des intoxications aux neurotoxiques – notamment au mercure (*mêêdo*) – et aux poussières de concassage, augmentant les risques d'avortements et de malformations fœtales. Sur le plan social, l'instabilité des unions éphémères et la non-reconnaissance des enfants par des pères mobiles contraignent les mères à reprendre un travail physique pénible précocement après l'accouchement. Enfin, nous analyserons comment l'accès aux soins est freiné par l'éloignement géographique et une stigmatisation institutionnelle, le personnel soignant percevant souvent ces femmes comme des « riches de l'or ». Entre un faible taux d'enregistrement des naissances et le recours à l'automédication, la santé des enfants (*kāaba*) demeure compromise. Cette communication conclura sur l'urgence d'une régulation des produits chimiques et d'un renforcement ciblé de l'offre de soins en milieu aurifère.

4. (Re)claiming Control: A Demographic Analysis of Indigenous Knowledge Management Practices in Ghana's Artisanal Mining Communities

Ebenezer Osei Jones, University of Skills Training and Entrepreneurial Development (AAMUSTED), Ghana

Artisanal and Small-Scale Gold Mining (ASGM) in Ghana stands as a critical arena where the intersections of indigenous knowledge, economic pressures, and global mining practices contend to reframe the socioeconomic landscapes. Historically, indigenous knowledge systems have shepherded communities through sustainable resource management, embedding ecological and socio-cultural insights into their practices (Walker et al., 2019). Yet, burgeoning gold demands have ushered in foreign methodologies that eclipse these traditional practices, creating a void where community voices should resonate. The sidelining of indigenous knowledge disrupts traditional social fabrics and fosters environmentally and economically unsustainable practices (Walker et al., 2024).

The exclusion of locals from governance dialogues exacerbates economic disparities and frays community bonds through the unchecked advent of foreign methodologies into indigenous

domains threatening both community health and social harmony. Despite various scholarly endeavors examining these intersections, a crucial gap remains in understanding how the demographic tapestry of miners influences indigenous knowledge management as a socio-cultural force in its informal, embodied, clandestine forms to mobilize and establish authority in maintaining control over people, resources, and labor. This study seeks to provide field evidence to fill the gap by examining demographic factors and their complex interactions with knowledge management practices regarding; mining knowledge production, protection and transmission, socio-political consequences of asymmetries in accessing knowledge, adaptation strategies by youth, women, and marginalized actors, and theoretical framings of gender inequalities within ASGM sites. The study's objectives outline a systematic exploration that includes: (1) detailing the demographic profiles of miners; (2) analyzing indigenous knowledge management and practices in different contexts; (3) investigating demographic influences on management strategies; and (4) assessing how these demographics impact knowledge applicability.

Employing a mixed-methods approach, the research combines quantitative demographic surveys with qualitative in-depth interviews, exploring the production, protection, and transmission of indigenous knowledge within mining communities. It also utilizes focus groups to capture the experiences of diverse demographic clusters within the mining economy, alongside secondary data analysis to identify trends in knowledge management practices. Ethnographic observation is applied in a case study to highlight the successful integration of indigenous knowledge, yielding insights that can inform policy and practical applications beyond academic discourse. Grounded in the theoretical framework of knowledge and power as discussed by Beetham (1991), this study critically assesses how demographic factors shape these paradigms within Ghana's ASGM landscape. The research aims to unravel epistemic inequalities in Ghana's ASGM landscape (Arthur-Holmes and Dokbila Mengba, 2024). Preliminary results indicate that older male miners dominate the knowledge availability and applicability landscape, leading to uneven resource control and decision-making authority as a testament to how demographic diversity acts as both a catalyst for innovation and a barrier to uniform knowledge integration. The study elucidates the intricate ways in which demographic variables (re)shape indigenous knowledge management and subsequently its practices in Ghana's ASGM sector. The study uncovers patterns of knowledge transfer and adaptation by highlighting the strategies employed by different demographic groups, including youth and women, to circumvent existing power dynamics and assert control over resource management.

5. Foreign expertise versus local knowledge: Epistemic inequalities of power and legitimacy in Ghana's mining sector

Bright Bansah, Kennesaw State University, USA

Colonialism's lasting impact continues to influence extractive governance in Ghana, shaping not only access to mineral resources but also the knowledge systems that define, regulate, and legitimize mining activities. In a globalized extractivist economy, environmental injustices and unequal power dynamics serve as examples of structural violence, rooted in both historical and ongoing modes of domination that determine whose knowledge is valued and whose experiences are marginalized. This presentation contends that the legacies of colonial rule and modernization have created material and epistemic inequalities in Ghana's mining sector, affecting how mining is governed, narrated, and technologically developed.

Based on narrative review and media analysis, policy documents, and newspaper sources, the analysis situates Ghana's extractive landscape within broader debates on knowledge control, extractivism, and neocolonial power dynamics. It also contends that the increasing presence of Chinese actors in the artisanal and small-scale mining sector reflects new forms of globalized extractive power, characterized by privileged access to technology, government protection, and judicial leniency. These forces reproduce knowledge hierarchies and subtle forms of domination, in which foreign expertise and influence are valued over local ecological, cultural, and experiential knowledge. While recognizing the layers of structural violence caused by these processes, the paper also notes that modernization has led to technological and economic growth to Ghana's mining industry.

The presentation concludes by highlighting how communities, miners, and civil society actors use local and experiential knowledge to navigate, reinterpret, or challenge dominant extractive systems, creating opportunities for more equitable and socially responsive alternatives in Ghana's mining future.

Panel 20 : (II)Littératie et extractivisme : enjeux, résistances et réappropriation ».

Erdmute Alber et Issifou Abou Moumouni, Université de Bayreuth

1. ENJEUX DE L'EXTRACTIVISME NUMERIQUE DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE DE L'OUEST (2010-2025)

AGBEKO Koffi Agbessi, Docteur en Histoire contemporaine à l'Université de Lomé,
agbekokoffi1986@gmail.com

Ces dernières années, nombre d'Etats d'Afrique de l'Ouest connaissent des problèmes sécuritaires à cause du terrorisme qui exacerbe la pauvreté, l'instabilité politique, la faiblesse de la gouvernance, etc. Pour faire face à ces défis, ces Etats ont opté pour des solutions militaires, la coopération et le partage de renseignements, etc. Mais, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que ces options, même si elles portent des fruits, sont limitées au regard de la complexité du terrorisme. L'extractivisme numérique est une alternative à cause de la pénétration du numérique, due aux téléphones androïdes, dans un contexte d'illittératie numérique. A cette donnée, s'ajoutent d'identification biométrique non seulement des nationaux, mais aussi des résidents, la surveillance des contenus des réseaux sociaux, etc. Quelle est la place de l'extractivisme numérique dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest ?

Cette communication, basée sur une démarche empirique et élaborée à partir des sources orales et écrites a pour objectif général d'analyser le rôle de l'extractivisme numérique, dans un contexte d'illittératie, dans la lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest. Spécifiquement, cette communication met en lumière d'abord l'usage du numérique dans un contexte d'illittératie numérique en Afrique de l'Ouest, ensuite la surveillance des contenus des réseaux sociaux, la mise sur écoute et le traçage des individus suspects et enfin l'identification biométrique en mettant en exergue l'expérience du Togo.

2. Imagining Digital Futures: (II)Literacy, Extractivism and the Making of North–South Relations in an ICT Project in Kenya

Anita Tozzi

The attempt by an Italian actor to introduce a digital service for enterprise information management in Kenya, Nairobi, raises complex questions that intertwine economic, historical and political dimensions of Global North–South relations. The initial interactions—limited so far to exploratory commercial meetings—reveal the persistence of ethnocentric imaginaries, the absence of local and female actors in decision-making processes, and the use of a language that helps construct technological and epistemic asymmetries. In this context, access to technology and digital skills appears not as a purely technical matter but as a site where forms of (il)literacy emerge and where dynamics of digital and symbolic extractivism can take shape. Drawing on an analysis of discursive materials produced by the Italian co-funding partner,

preliminary ethnographic observations, and a critical approach informed by postcolonial studies, anthropology and peace studies, the aim of this contribution is to offer an “insider-oriented” reading of emerging relational processes before they are even formalised. This perspective makes it possible to highlight how the absence of established relationships constitutes, in itself, a privileged lens for understanding the power dynamics that shape the definition of needs, roles and legitimate forms of knowledge within the ICT initiative. Preliminary findings point to the need to rethink approaches to technological development and to critically examine how the weaknesses of inclusive educational and digital systems can facilitate the establishment of extractivist practices. At the same time, interactions with local actors—stitutions, community organisations, professionals and potential users—reveal the presence of situated expertise and alternative literacies that may constitute spaces of resistance and negotiation. In conclusion, recognising and valuing these forms of knowledge allows us to consider local actors not as passive recipients of technological innovation but as active agents capable of redefining relationships and imagining more equitable ways of producing and using digital technologies.

3. Illettrisme et extractivisme en Afrique subsaharien : les politiques publiques et les réseaux sociaux peuvent-ils sauver le continent de l'épistémicide ?

Dr Fankem, Ecole Supérieure de commerce et de gestion des entreprises (Sup-de-co, Université de Yaoundé), Email : ffankem6@gmail.com

L’Afrique est un continent qui est entré en contact avec d’autres peuples du monde dans des circonstances, dans des conditions et à des périodes différentes. A y regarder de près, d’une manière générale, ces rapports ont été presque toujours ceux de domination comme peuvent l’attester la traite transsaharienne et la traite transatlantique. Ce rapport de domination a été encore plus marqué en avec les peuples européens dans le cadre de l’impérialisme. Par définition, l’impérialisme est un rapport de domination politique, économique et culturelle d’un peuple sur un autre. Durant la période coloniale où se pratique l’impérialisme, le souci des maîtres coloniaux n’était pas de valoriser les cultures africaines qu’ils ont trouvées sur place, mais de les moquer, de les bannir et de les remplacer par les leurs. C’est à un véritable extractivisme sur le plan culturel qu’on a assisté. Il se caractérise par une dépossession sur les plans culturel, linguistique et cognitif. C’est le résultat d’une politique assimilationniste menée par la plupart des maîtres coloniaux et dont l’objectif visé était de faire des africains, des « européens à la peau noire ».

L'une des conséquences de cet extractivisme a été l'épistémicide, défini par le sociologue portugais Boaventura de Sousa Santos comme étant « le meurtre d'une science entendue dans son propre sens de connaissance ». L'alarme sur cet épistémicide a été tiré depuis très longtemps par de nombreux critiques littéraires africains, comme Franz Fanon qui parlait déjà de « peau noire, masque blanc ». Le constat d'un éveil à large spectre semble se dessiner clairement aujourd'hui, avec l'accélération des nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'à la faveur des politiques publiques des Etats africains.

L'objectif de cette communication est d'examiner si l'introduction des langues et cultures nationales par des Etats africains dans des programmes scolaires, ainsi que de nombreuses capsules vidéo sur la renaissance africaine qui circulent abondamment dans les réseaux sociaux peuvent inverser durablement la tendance à l'épistémicide en cours depuis l'époque coloniale. Notre démarche méthodologique reposera sur l'examen de quelques programmes scolaires de langues et cultures nationales, en scrutant particulièrement leurs finalités curriculaires, ainsi que le contenu de certaines capsules vidéo mettant en exergue le passé glorieux de l'Afrique, ainsi que la contribution du continent à l'évolution de la science et de la technologie mondiales.

4. Illitteratie numérique et extractivisme des données au Bénin : enjeux et dynamiques en contexte de transition numérique

Issifou Abou Moumouni, LASDEL, issifou.abou-moumouni@yahoo.fr; issifouboro@yahoo.fr

Depuis 2016, le Bénin s'est lancé dans le processus de transformation numérique perçue comme un axe stratégique de modernisation de l'administration et de dynamisation de l'économie. Cet engagement se traduit par le déploiement d'infrastructure numérique, la mise en place d'un dispositif de centralisation des données biométriques et l'accélération de la digitalisation des services publics. Cependant, cette transition numérique évolue dans un contexte marqué par une importante illitteratie numérique de la population béninoise qui ont des possibilités limitées de comprendre les logiques techniques, économiques et politique qui sous-tendent les différentes plateformes numériques. Au même moment, l'exploitation des plateformes et technologies numériques sont à l'abris du contrôle des citoyens et s'accompagne d'un extractivisme qui se caractérise par une intensification de la collecte, du stockage et de la valorisation des données personnelles par les acteurs publics et privés.

Cette communication ambitionne d'appréhender l'articulation entre l'illitteratie numérique et l'extractivisme des données dans le contexte béninois. En s'appuyant sur des données empiriques de première main obtenues à partir d'entretiens et d'observations, cette

communication tente de répondre à une double question fondamentale : dans quelle mesure l'illittératie numérique des populations favorise-t-il les pratiques d'extractivisme des données au Bénin, et comment ces dynamiques redéfinissent-elles les rapports de pouvoir, l'inclusion sociale et la souveraineté numérique.

Cette communication argue qu'en raison d'une compréhension limitée des mécanismes de collecte, d'usage et de circulation des données numériques qu'elle entretient, l'illittératie numérique des citoyens béninois constitue un facteur de renforcement de leur vulnérabilité et de facilitation de leur exposition à des pratiques d'extractivisme des données. Elle présente l'extractivisme des données et l'illittératie numérique comme deux réalités interdépendantes qui caractérisent et structurent la transition numérique au Bénin. Dans ce contexte de transition numérique que traverse le Bénin, l'illittératie numérique ne doit pas être perçue comme un simple déficit de compétence. Elle constitue également un facteur structurel non seulement de fracture algorithmique, mais aussi et surtout fragilisation citoyenne, rendant possibles des dynamiques extractivistes qui participent à de nouvelles formes d'inégalités informationnelles.

Panel 21. Les régimes de la dépossession foncière et des ressources naturelles.

Rationalités, processus et normes pratiques.

Elieth Eyebiyi (NMBU & LASDEL), Ibrahima Poudiougou (NMBU)

1. Beyond Traditional Land Dispossession: Urban Female Elites, Gendered Power, and Agrarian Transformations in Peri-Urban Mali (West Africa)

Asmao Diallo, Bayreuth University and University of Bamako

This study examines the rising trend of urban female elites investing in peri-urban agriculture in Mali, placing it within larger debates on the political ecologies of migration, land, and livelihood changes. As Bamako's metropolitan area expands rapidly, the purchase of peri-urban land by wealthy urban women reflects new forms of mobility and resource reconfiguration that go beyond typical stories of rural-urban migration and climatic displacement. These initiatives reshape gender relationships and land tenure systems by both challenging and reinforcing socio-economic hierarchies. Drawing on qualitative fieldwork conducted in Baguinéda and Sélingué, the paper assesses how elite women's involvement in agricultural land markets impacts processes of dispossession and labor reorganization. Rural women, in particular, are gradually

transformed into wage laborers on lands formerly under collective cultivation, disclosing a dual practice of empowerment and marginalization. Employing the framework of *elite capture* (Warren & Visser, 2016), this research locates these changes within the structural forces of capitalism, neoliberal development, and postcolonial state configuration. It asserts that elite women's investments represent localized forms of land grabbing that blur the lines between empowerment and exploitation. In doing so, the analysis broadens the political ecology of migration to include social mobility, gendered power, and agrarian transformation, moving beyond climate-centric narratives to highlight how changing relations to land and livelihood propel new forms of displacement and inequality in peri-urban West Africa.

2. Des expropriations pour le développement : comment reproduire un socioecosystème oasien pour le tourisme ?

Leo Marty, Institut universitaire Europeen (Florence, Italie)

L'oasis d'al-'Ulā (Arabie saoudite) vit au cœur d'un projet de développement touristique mobilisant des ressources considérables du Royaume¹. Ce développement implique des expropriations, notamment au cœur de la vieille palmeraie oasienne, dans le but de servir l'entreprise touristique. Ces dépossessions sont à la fois matérielles et symboliques, encadrées et organisées par des régimes juridiques générés par la Commission Royale pour le développement d'al-'Ulā (nommée par son acronyme anglais RCU sur le terrain). Les modalités d'expropriation disposent d'une compensation financière au prix du marché et d'une proposition aux anciens propriétaires de louer leurs terrains pour continuer à les cultiver. L'agriculture oasienne est en majorité celle du palmier dattier, espèce ingénierie des oasis². Cette agriculture, indispensable à la reproduction du socioecosystème oasien, peut rapporter entre 10 000 et 100 000 euros par an en fonction du nombre de palmiers cultivés. Face à cette situation, les Saoudiens qui vivent et pratiquent l'oasis depuis plusieurs générations réagissent : ils élaborent des stratégies et mobilisent des normes pratiques³.

A la vue de ces éléments, une énigme se pose : pourquoi, dans cette entreprise de développement, le développeur prend-t-il le risque de déposséder ceux qui façonnent l'oasis ? A cette énigme plusieurs réponses sont possibles. La première est qu'il existe un impensé des développeurs sur la situation locale, une forme d'imposition top down qui serait en contradiction avec les normes internationales du développement. La seconde est que la RCU agit en pleine connaissance des impacts de son action, qu'elle justifie et légitime comme étant de bonnes pratiques vis-à-vis des normes internationales du développement. En s'appuyant sur des données ethnographiques recueillies pendant près de deux dans l'oasis d'al'Ulā, cette

proposition de communication explorera les réponses à cette énigme oasisienne avec une lecture normative et politique. Elle interrogera également le rôle des ressources matérielles et symboliques dans ce contexte de développement.

¹ RCU, *AlUla / Journey Through Time Masterplan*, <http://ucl.rcu.gov.sa>, (consulté le 15 septembre 2022).

² Vincent Dollé, « L'agriculture oasisienne : une association judicieuse. Elevage-culture irriguée sous palmiers dattiers pour valoriser l'eau, ressource rare », *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 1 janvier 1986, no 9-10, p. 70-73.

³ Jean-Pierre Olivier de Sardan, « Les normes pratiques : pluralisme et agencéité », *Inverses*, 2013, p. 20.

3. Legitimizing dispossession: reproduction of power dynamics through physical and symbolic extractivism.

Abel Polese, DCU Institute for International Conflict Resolution and Reconstruction

Extractivism in the Global South—whether concerning material or intellectual resources—can be understood as both confirming and reproducing the neoliberal logic that generates global inequalities. It serves as a primary vehicle of dispossession, reinforcing and amplifying social hierarchies locally and internationally. These processes, however, also provoke resistance and attempts to challenge the status quo by a range of actors operating at national, local, and grassroots levels. This paper examines how diverse actors organize the appropriation of land, water, energy, and other natural resources, and how these processes unfold through the interplay of law, practical norms, and hidden forms of violence. Rather than viewing dispossession solely as a legal or economic phenomenon, the panel approaches it as a relational and moral process that reshapes the fabric of everyday life.

Empirical evidence draws on comparative studies from Africa, including research featured in *Governance Beyond the Law: The Illegal, the Immoral, the Criminal* (Polese, Russo & Strazzari, 2021) and findings from the PRESILIENT doctoral network (<https://www.presilient-dn.eu/>). Case studies from Mali, Niger, Kenya, Zambia and Morocco reveal how state and non-state actors co-produce governance through the management of illegality and insecurity associated with resource exploitation and distribution. We conceptualize exploitation as an ongoing contest between the state and society—particularly its most vulnerable layers—over access to and control of resources. Dispossession is thus never only about material extraction; it entails the reordering of social relations, moral orders, and regimes of authority. By situating

law, agency, and violence within concrete contexts, the panel highlights how accumulation and exclusion co-evolve and how extractivism, far from being an external imposition, becomes embedded in everyday moral economies and forms of resistance.

4. Dynamiques contemporaines de l'accaparement des terres au Sénégal : entre extractivisme agricole, résistances locales et recomposition des régimes fonciers

Thierno SALL, ENDA PRONAT, Senegal

Cette communication s'appuie sur une étude nationale menée par Enda Pronat sur les acquisitions massives de terres au Sénégal, phénomène communément désigné sous le terme d'*accaparement foncier*. À travers une approche mixte combinant analyse documentaire, enquêtes de terrain et études de cas, la recherche interroge les rationalités économiques, politiques et sociales qui sous-tendent ces processus de dépossession, ainsi que leurs effets sur les communautés rurales et les écosystèmes. Les résultats montrent que, loin d'être exclusivement le fait d'investisseurs étrangers, les dynamiques d'appropriation foncière impliquent désormais des acteurs nationaux publics et privés, soutenus par des politiques de promotion de l'agrobusiness et des dispositifs institutionnels permissifs. Ces transactions, concentrées notamment dans la vallée du fleuve Sénégal et la zone des Niayes, traduisent une forme d'*extractivisme agricole* orientée vers l'exportation, souvent au détriment de l'agriculture familiale et des droits coutumiers. L'étude met en lumière les résistances communautaires et les mobilisations de la société civile, en particulier à travers le CRAFS, qui œuvrent à la défense des terres communautaires et à la reconnaissance des droits coutumiers. Ces luttes révèlent des tensions entre normes légales, pratiques coutumières et logiques marchandes, tout en ouvrant la voie à des alternatives de gouvernance foncière plus inclusives, centrées sur la sécurisation des droits locaux, la transparence des investissements et la souveraineté alimentaire.

Cette contribution propose ainsi une lecture renouvelée des régimes de dépossession foncière au Sénégal, à la croisée des transformations économiques globales et des résistances locales, et interroge les conditions d'un modèle d'agrobusiness durable et socialement juste.

5. Who owns the Simandou mountain and to what effect? Leveraging future mining in Guinea for financial gains in the present.

Gustav Kalm, Sciences Po, École de droit

Simandou mountain chain in Guinea is the biggest high quality iron ore reserve in the world. When it entered exploitation in October 2025, the Financial Times called it “the world’s biggest

mining project.” Up until 2025, however, the mountain and its ferrous belly lived a different speculative life: they were the object of numerous lawsuits and speculative financial dealings. The backdrop to this is the Chinese construction boom that doubled global steel output in 2000s and caused long time stable iron ore prices to grow seven-fold in the early 2010s. Mining industry has been speculative for centuries. In this presentation, I ask more specifically who wins and who loses in that speculative process? And more specifically, how does the scalability of competing property titles condition their political and financial power? Based on ethnography in Guinea, interviews with various participants and an analysis of mining contracts and documents rendered public in arbitration proceedings, I compare how the inhabitants of the Simandou region, the involved international mining companies and the Guinean government all sought to leverage different constructions of property over the mountain chain to attain a financial future they desired. Rio Tinto fended off the best biggest corporate merger attempt in history by claiming the mountain to be undervalued. BSGR flipped mining rights over a quarter of the reserves for \$2.5bn. The villages around the mountain failed to leverage their position as local landlords and make mining companies bring jobs and development as was expected of them as worthy strangers. I show how the success and failure of different parties ultimately depended on the scalability of their property rights over the mountain. Ultimately, the mining companies were able to earn financial profits from the mere possibility of future mining thanks to the legal backing of investor-state arbitration. This allowed them to down-scale the state and upscale their mining projects to global finance. Host-stranger paradigm by contrast could not be scaled up so easily and the traditional landlords could not scale up their property title to make the international companies start mining and bring them financial returns. The different property titles were in relation to different objects—land, minerals or the mountain at large—and whether structured via customary, statutory or international law, they all also sought to leverage the title for present gain on future mining. But in each case, they foresaw a different future.

Session 2

1. Resistance to coal mining practices in the Moatize district of central Mozambique.

Paulo Albino Mahumane, Pedagogical University of Maputo in Mozambique.

While the largest gas project in the northern province of Cabo Delgado, which is operated by Total Energies, has led to conflict and resistance from neighbouring communities, it has also raised questions about national sovereignty. According to Morier-Genoud (2020), an insurgent group belonging to an Islamic sect began operating in the province a decade ago and turned to

armed jihadism in the mid-2010s in an attempt to destabilise the area and delay the start of the project. In contrast, the district of Moatize in the central province of Tete, which is rich in coal, underwent significant territorial changes after the Mozambican government awarded the first coal mining project to the Brazilian multinational company Vale in 2007. This concession involved displacing residents from vast areas of traditional land that had provided them with a livelihood.

This paper explores resistance practices in response to a large-scale coal mining project in Mozambique's Moatize district. It provides a discourse analysis of the visions of progress held by Mozambican governments and the mining company regarding the coal industry, focusing particularly on the postcolonial period in Mozambique. Drawing on anthropological fieldwork conducted in the district, the paper also considers local residents' expectations regarding the promises of progress spurred by the coal industry in areas important for their survival. In particular, coal mining represents extractivism and the creation of new, unequal social structures, which have sparked local resistance. Most of the people interviewed were subsistence farmers and brickmakers who had been relocated by Vale to the 25 de Setembro neighbourhood in the municipality of Moatize, as well as to the villages of Benga, Cateme and Mualadzi. The research also focused on traditional chiefs, traditional healers, state officials, informal traders, members of civil society organisations and former CARBOMOC and CCM employees. Drawing on James Scott's theoretical framework of everyday resistance, this paper demonstrates how residents of Moatize adopted discreet, infrapolitical tactics to resist Vale's mining practices and repression by state authorities. Using the limited resources at their disposal, they confronted a powerful corporation backed by the state. To expose the harmful effects of coal mining, residents shared images of mine explosions near their homes on social media, while protecting the identity of those who captured them.

2. Les nouvelles frontières minières du Sénégal : entre accaparement des terres et catastrophe écologique

Mouhamadou Lamine Diallo, Université Cheikh Anta Diop de Dakar

Dans cet article, nous proposons d'analyser les conséquences des avancées minières dans les marges territoriales du Sénégal, en relation avec les politiques de gouvernance foncière et de conservation. Longtemps considéré comme un espace de réserves spatiales, l'est du Sénégal fait de plus en plus l'objet de convoitises de la part d'investisseurs étrangers. Les zones agricoles et les réserves naturelles sont fortement menacées par l'industrie minière. L'insertion spatiale des exploitations minières à ciel ouvert est accompagnée de violentes protestations et d'indignation

environnementale. Les mobilisations populaires contre l'accaparement des terres agricoles et le déplacement physique des populations ont souvent entraîné des pertes humaines et matérielles désastreuses. Dans la région administrative de Kédougou, la relocalisation du village de Sabodala en 2022 s'est déroulée dans un contexte de tensions avec la multinationale minière Sabodala Gold Operations (SGO). Depuis quelque temps, le village de Tomboronkoto est menacé de déplacement par la mine de Mako. Sur le plan écologique, la crise de la conservation a entraîné le retrait du parc national du Niokolo Koba de la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO le 24 juillet 2024.

À travers cette présentation, nous essayons de montrer, d'une part, l'impact des nouvelles frontières minières dans les zones marginales sur les moyens de subsistance locaux et le contexte écologique et, d'autre part, les limites des politiques publiques liées à l'environnement et au régime foncier rural.

3. Entre le Haut et le Bas, qui accusé ? Les processus de dépossession foncière dans les zones rurales du Burkina Faso à partir de la commune rurale de Sourgou (Boulkiemdé).

MAIGA Yaya, Centre Universitaire de Gaoua/Université Nazi Boni, Département de Géographie Générale et Appliquée, Laboratoire de Recherche en Sciences Humaines et Sociales, Burkina Faso,

Au Burkina Faso chevauche deux régimes de gestion foncière : celui formel, régit par les législations foncières et le régime « informel » ou le régime coutumier ou traditionnel. Certes remis en cause de plus en plus car des terres cédées au nom de ce dernier régime sont parfois dénoncées et retirées (Ouédraogo L. T., 2015), la logique coutumière reste pour bon nombre de citoyens ruraux les possibilités d'accéder à la terre surtout agricole. Ainsi, sur le terrain sont mise en jeux les deux modes de gestions foncières qui cristallisent la gouvernance foncière. Des zones urbaines; les enjeux fonciers et la course à la terre sont désormais déportés vers les milieux ruraux et péri-urbains qui présentent plusieurs possibilités d'investissements allant de la promotion immobilière, l'habitat, l'accumulation foncière à la pratique de l'agrobusiness ou de l'entreprenariat agro-sylvopastorale. Ceux-ci poussent donc les entrepreneurs fonciers constitués de la petite et de la moyenne bourgeoisie que sont les élites, des entrepreneurs, des commerçants, des fonctionnaires du public et du privé ainsi que l'État Central (justifier par des raisons d'utilité publique) à déposséder ou à s'accaparer des terres de la pauvre paysannerie, principaux supports de provisions alimentaires et de survie. Cette dépossession foncière, malgré qu'elle soit consentante parfois ou même petite soit-elle en superficie plongent des familles dans des situations de précarités alimentaires et pire d'extrême pauvreté à long terme. Elles

remettent en cause la destinée et un futur sombre de plusieurs générations qui se retrouvent donc sans terres. Cela se justifie par le fait que les terres rurales de la paysannerie sont généralement transmises en usufruits ou en héritages. Ces terres rurales au-delà donc du « physique » ou de son caractère matériel, sont le symbole d'un fort enracinement des valeurs culturelles et ancestrales qui relient « les morts aux vivants ». Ces multiples dépossessions sont facilitées par les textes ou les législations foncières en vigueur mais aussi par les jeux d'acteurs au niveau local. Dans certains cas, des comités locaux sont initiés par ces personnes dépossédées sous formes de militantismes ou de résistances pour réclamer leurs droits sur la terre ou des dédommagements qui semblent surplanter l'État (Moriceau J. et Zangré-Konseiga K R., 2025). Ainsi, la présente étude centrée autour d'une collecte et d'un traitement rigoureux de données qualitatives et quantitatives, de l'analyse de la législation foncière, des théories de jeux d'acteurs, a pour objectif d'analyser les processus de dépossessions foncières facilités par les lois foncières et les multiples pratiques foncières qui s'enroulent autour des jeux d'acteurs à partir de la commune rurale de Sourgou localisée dans la partie Centre-Ouest du Burkina Faso.

4. L'extractivisme de conservation, quand les aires naturelles protégées deviennent un moteur de dépossession.

Espoire Mikouendanandi, Université du Québec à Rimouski, et **Nicolas Hubert**, Université du Québec à Rimouski.

Certaines recherches récentes établissent un lien étroit entre extractivisme et conservation de la biodiversité dans le Sud global, où les États se trouvent pris dans des régimes d'injonctions contradictoires de développement. D'un côté, ces États sont encouragés d'exploiter les ressources naturelles comme leviers de développement ; de l'autre, ils sont tenus à renforcer leurs politiques protection de l'environnement. Dans de nombreux contextes du Sud global, ces injonctions contradictoires se superposent sur de mêmes territoires, produisant ce que Le Billon (2021a) appelle des espaces de double exception, souvent consolidés par les mécanismes de compensation environnementale et les crédits carbone (Le Billon 2021b, Collins et Fletcher 2024). Ce nexus extraction-conservation engendre des impacts socio-environnementaux cumulatifs pour les populations riveraines et accroît non seulement les régimes de dépossession mais également les conflits environnementaux y étant associés (Hubert 2021, 2022). Cependant peu de recherches interroges les programmes de conservation de l'environnement comme un modèle extractif en soit. Pourtant la littérature tend à s'accorder sur le fait que le modèle de *Fortress conservation*, voire même ses contre-modèles alternatifs de conservation

communautaire, les *conservencies*, tendent à engendrer des régimes de dépossession, des exclusions environnementales et l'appauprissement des populations riveraines (Duffy et al. 2019 ; Schetter et al. 2022 ; Oburah et al. 2022; Lunstrum 2014).

Si nous pouvons comprendre l'extractivisme dans sa définition littérale comme l'action d'extraire et de retirer, et par extension de déposséder, son antonyme serait l'insertion ou l'implantation des programmes de développement, et par extension leur contribution à leur milieu d'accueil. Ainsi, alors que les aires naturelles protégées ont pour objectif de conserver la biodiversité, elles continuent d'en extraire les ressources environnementales et foncières et d'en priver les communautés riveraines sans réellement apporter de contribution ou de retourner la valeur économique créée au sein de leur milieu d'implantation. Mobilisant la théorie de la dépendance, l'écologie politique et les approches critiques de l'économie politique (Le Billon and Sommerville 2017; Calhoun 2023; Moore 2011 ; Kinuthia 2013), cette recherche propose d'analyser la conservation comme un régime extractif fondé sur l'accumulation par dépossession. À partir d'une étude de cas du parc national d'Odzala-Kokoua en République du Congo, géré par Africans Parks, l'analyse combine un diagnostic socio-économique régional et une cartographie fine des usages et occupations du foncier. Elle examine les modalités concrètes par lesquelles les politiques de conservation réorganisent l'accès aux ressources, consolidant des formes d'accaparement des terres, de dislocation des systèmes socio-écologiques locaux et de précarisation des moyens de subsistance. L'étude montre ainsi que la conservation, loin d'être une alternative à l'extractivisme, peut en constituer une expression renouvelée, inscrite dans un régime globalisé de production de nature au service d'intérêts géopolitiques, économiques et institutionnels.

5. Régimes de dépossession foncière et migration en pays Ashanti (Ghana)

Elieth Eyebiyi (NMBU & LASDEL) & Jefferson Olarbi (NMBU)

A partir du concept de régimes de dépossession, cette communication examine les types de dépossession qui affectent le foncier ainsi que leur influence sur la migration, en pays Ashanti au Ghana. Les phénomènes de dépossession y prennent généralement la forme d'investissements agricoles à grande échelle, d'expansion urbaine, d'activités minières et de développement des infrastructures. Depuis le début des années 2000, les entreprises internationales acquièrent des terres agricoles pour l'agriculture orientée vers l'exportation, la production de biocarburants et la conservation, déplaçant souvent les communautés locales. Ces acquisitions sont justifiées par quatre arguments : la sécurité alimentaire, l'amélioration de la productivité agricole, la transformation rurale et le pouvoir de la solitude, toutes choses qui

marginalisent l'action des paysans et les exposent à de multiples formes de violence. Par ailleurs, les modèles actuels de dépossession foncière compromettent la durabilité agraire et exacerbent les inégalités socio-économiques. Cette recherche étudie les manifestations et les implications de la dépossession foncière dans les zones rurales reculées du Ghana, à partir de travaux effectués en pays Ashanti, lesquels explorent comment la dépossession foncière affecte les migrations. L'analyse s'enracine dans le cadre d'une écologie politique, s'inspirant des contributions théoriques clés d'E.P. Thompson, James Scott, Michael Levien et David Harvey. Ces perspectives mettent l'accent sur l'économie morale de la résistance paysanne, la nature coercitive de la redistribution des terres et la dynamique plus large de l'accumulation par dépossession. Enfin, cette recherche approfondit les débats sur la gouvernance foncière, le développement rural et l'écologie politique de la dépossession en Afrique sub-saharienne.

Panel 22. Derrière l'extractivisme des ressources naturelles, le travail d'extraction de la vie au sein des populations riveraines des sites

Par Claude Abé, Professeur de sociologie et d'anthropologie, Ubuntu Institute-IRESMA (Institut de Recherches et d'Etudes pour les Mondes Africains), Faculté de Sciences Sociales et de Gestion, Université Catholique d'Afrique centrale, claudeabe6@gmail.com

1. Conversion des peuples autochtones Baka à la chasse commerciale et extraction de la vie entre Mintom et Ngoyla

Par Claude Abé, Ubuntu Institute-IRESMA (Institut de Recherches et d'Etudes sur les Mondes Africains)

Le mode de vie développé par les peuples autochtones Baka est fondé sur des pratiques d'extraction des ressources naturelles compatibles avec la conservation durable des écosystèmes forestiers. L'étude des pratiques cynégétiques à travers le matériel utilisé et les techniques mobilisées permet d'illustrer le penchant des Baka pour une culture du prélèvement plutôt que de la prédateur et, par conséquent, du rejet du gaspillage des ressources ainsi que de leur commercialisation. La production et l'extension de la vie sont ainsi au cœur du rapport aux ressources forestières. L'abandon du semi-nomadisme pour la sédentarisation ainsi que l'exploitation de leur expertise cynégétique par d'autres acteurs les ont faits basculer dans la chasse de prédateur quand il ne les a pas tout simplement introduit dans les circuits d'un néo-capitalisme paysan autour des ressources fauniques. Un néo-capitalisme qui a pour conséquence

de vulnérabiliser la vie des ressources fauniques et de celle des Baka désormais sous l'emprise de la paupérisation anthropologique. Cette étude est organisée en deux parties. La première étudie le mode de vie originel des Baka en associant leurs pratiques cynégétiques de cette époque à la sécurisation de la vie des ressources fauniques. La seconde évalue les conséquences de leur sédentarisation et de leur introduction dans le néo-capitalisme, qui s'est structuré autour la chasse commerciale, sur l'extraction de la vie de ce peuple et sur les ressources fauniques.

2. Extractivisme minéral, conflits sociaux, pollutions particulaire et sonore : cas des carrières "chinoises" d'Akok et Nlobisson

Serge Rémy Ngaba

La présente communication analyse les enjeux liés à l'extractivisme minéral mené par des entreprises chinoises gérant des carrières situées dans les localités d'Akok et Nlobisson, deux banlieues de la ville de Yaoundé, la capitale politique du Cameroun. L'extractivisme minéral dont il est question, renvoie à l'exploitation intensive, depuis les années 2020, des ressources naturelles non renouvelables (roche). Il intègre une stratégie globale de la Chine d'approfondir les liens économiques avec les pays africains, pour la plupart désabusés par leur collaboration avec les anciennes métropoles coloniales. A la réflexion, il apparaît pourtant que la logique extractiviste et capitaliste reste la trame de ces activités d'exploitation du sous-sol, avec, en parallèle, l'empêchement d'activités de rente autrefois propres aux populations riveraines.

Dès lors, il s'agit de réfléchir à l'envers anthropologique et environnemental de l'extraction industrielle des matériaux de construction provenant des roches : le gravier et le sable (carrière) notamment. L'hypothèse est que l'extractivisme minéral dépossède les populations riveraines de routines champêtres et sociales, en les réorientant vers de nouvelles cultures agricoles et en secrétant des conflits. Méthodologiquement, l'analyse s'appuie une observation directe et sur des entretiens semi directifs, conduits depuis octobre 2024. Il en résulte concrètement que, même si ces populations bénéficient d'aide pour l'électrification, l'organisation de funérailles et de repas communautaires, l'abandon de la culture du cacao (antérieure aux carrières), les pollutions particulaire (air) et sonore, et les troubles de quiétude, ruinent la prospérité économique et la cohésion sociale.

3. FAIRE FACE À L'EXTRACTIVISME: LUTTES, RÉSILIENCE ET RÉAPPROPRIATION DU DEVENIR DES POPULATIONS RIVERAINES A L'EST CAMEROUN

Damien Enama, Ubuntu Institute-IRESMA, UCAC

Dans l'Est Cameroun, l'intensification des dispositifs d'exploitation et de conservation des ressources forestières s'inscrit dans une dynamique extractiviste qui dépasse largement la seule extraction du bois ou la protection de la biodiversité (Gudynas, 2015 ; Acosta, 2013). La création d'aires protégées, le développement des concessions forestières et la mise en œuvre de normes environnementales et de mécanismes de certification ont profondément reconfiguré les rapports des populations riveraines à la forêt, désormais gouvernée par des cadres juridiques, techniques et moraux largement exogènes (Foucault, 2004 ; Agrawal, 2005). Cette transformation s'accompagne d'un processus de dépossession qui affecte non seulement l'accès aux ressources, mais aussi les modes de vie, les savoirs locaux et les trajectoires sociales des groupes concernés (Li, 2014 ; Ribot & Peluso, 2003).

À partir du cas de l'Est Cameroun, cette communication analyse l'extractivisme forestier comme une épreuve sociale (Martuccelli, 2006) à laquelle les populations riveraines sont confrontées au quotidien. L'imposition de nouveaux registres normatifs redéfinit des pratiques séculaires telles que la chasse, l'agriculture itinérante ou la collecte de produits forestiers non ligneux, obligeant les acteurs à adopter des stratégies d'adaptation souvent contraintes (Scott, 1998). Ces ajustements ne relèvent toutefois pas d'une simple soumission aux dispositifs extractifs, mais s'inscrivent dans un champ de tensions, de négociations et de conflits révélateurs de rapports de pouvoir asymétriques (Bierschenk & Olivier de Sardan, 2014).

L'analyse met en lumière les formes ordinaires et organisées de résistance développées par les populations locales : contournement des règles, réinterprétation des normes, mobilisations collectives, mais aussi initiatives visant à reformuler les finalités de la conservation et de l'exploitation forestière (Scott, 1985 ; Bayart, 2006). Ces pratiques participent d'une résilience critique, entendue non comme une capacité d'absorption passive des perturbations, mais comme un « rejet du rejet » de l'extractivisme (Abé, 2023), visant à reprendre la main sur son devenir et à reconstruire des trajectoires sociales autonomes.

En s'appuyant sur des données issues d'enquêtes de terrain menées dans l'Est Cameroun, cette communication montre comment, face à la contrainte extractive, les populations riveraines cherchent à maintenir la continuité de leurs modes d'existence tout en réinventant des formes d'action et de projection sociale, révélant ainsi les ambivalences et les limites des politiques contemporaines de gestion dite durable des forêts en Afrique centrale (Assembe-Mvondo, 2015).

4. Accaparement des terres dans le cadre des logiques capitalistiques d'extension des agro-industries et menaces sur la préservation du patrimoine culturel des peuples autochtones

forestiers au Cameroun : Analyse à partir du cas des Bakola/Bagyeli dans le département de l'Océan (Sud-Cameroun)

Bernard Aristide BITOUGA, PhD, Anthropologue-Chercheur, Chercheur associé à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, Email : bitougar@gmail.com

Dans un contexte de mondialisation néolibérale où les logiques extractivistes s'intensifient sous couvert de développement, l'expansion des agro-industries en Afrique centrale, notamment au Cameroun, constitue une menace croissante pour les communautés autochtones forestières.

Cette communication s'inscrit dans une analyse critique des dynamiques d'accaparement foncier à grande échelle observées dans le département de l'Océan (Sud-Cameroun), en mettant en lumière leurs effets destructeurs sur les Bakola/Bagyeli, peuple autochtone historiquement marginalisé. À partir d'une démarche qualitative combinant enquêtes de terrain, entretiens semi-directifs, observations participantes et analyse documentaire, il s'agira de montrer comment les logiques capitalistiques d'extension des plantations industrielles (notamment d'hévéa et de palmier à huile) procèdent non seulement à une dépossession matérielle des terres ancestrales, mais aussi à une extraction symbolique et existentielle : érosion des savoirs locaux, déstructuration des pratiques socio-culturelles, reconfiguration des systèmes de subsistance et invisibilisation politique.

L'étude interroge le lien entre extractivisme foncier et "extraction de la vie" dans une perspective anthropologique critique, en mettant en tension les discours de modernisation et les expériences de résistance des populations autochtones. Elle plaide pour une reconnaissance effective des droits fonciers coutumiers, une prise en compte de la diversité culturelle dans les politiques d'aménagement du territoire et une refondation des modèles de développement plus inclusifs. Cette contribution vise ainsi à nourrir les réflexions sur les alternatives au paradigme extractiviste en centrant les voix, savoirs et luttes des peuples autochtones forestiers dans le débat sur la justice environnementale et sociale.

5. Parc National de Waza et crise *Livelihood* : l'équation inachevée entre conservation et survie communautaire dans l'Extrême-Nord Cameroun

Yvan Hyannick OBAH, Enseignant-Chercheur à l'Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC/ICY), Chercheur à l'Institut des Politiques et Initiatives Sociales (IPIS), Email : obahyvan@gmail.com

La création et la gestion des aires protégées, bien que cruciales pour la conservation de la biodiversité, engendrent souvent des défis complexes pour les communautés humaines qui

vivent à leurs périphéries. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, le Parc National de Waza, illustre de manière poignante cette tension inhérente. Cette communication propose d'explorer en profondeur la manière dont l'aménagement et les politiques de gestion de cette aire protégée ont participé, et continuent de participer, à une forme d'extraction des ressources vitales et des modes de vie traditionnels des communautés riveraines. Historiquement, ces populations ont développé des systèmes complexes et souvent durables d'interaction avec leur environnement, dépendant des terres, des forêts, des pâturages et des points d'eau pour leur subsistance. L'établissement et l'extension du Parc de Waza, guidés par une approche de conservation forteresse, ont souvent entraîné des restrictions sévères sur l'accès à ces ressources. L'interdiction de la chasse, de la collecte de bois, du pâturage et de l'agriculture dans les zones tampon ou à l'intérieur du parc a amputé ces communautés de leurs moyens de subsistance traditionnels, sans toujours offrir à ces dernières des alternatives viables ou équitables. Cette « extraction de la vie » débouche sur une intensification de la pression sur les ressources disponibles à l'extérieur des limites du parc, une paupérisation croissante, et une dégradation des conditions de vie. Les pêcheurs se voient limiter l'accès aux cours d'eau, les éleveurs peinent à trouver des pâturages suffisants, et les agriculteurs sont confrontés à des conflits homme-faune accrus, ou les récoltes sont détruites par des animaux protégés sans compensation adéquate. Ces dynamiques exacerbent la vulnérabilité de populations déjà confrontées à des défis climatiques, sécuritaires et socio-économiques. L'objectif de cette communication est double : d'une part, documenter les mécanismes par lesquels la gestion du parc de Waza a contribué à cette marginalisation et à la précarité des communautés riveraines ; d'autre part, analyser les perceptions et les stratégies d'adaptation de ces populations face à la perte de leurs ressources et de leur autonomie. La théorie de l'économie morale, dans la perspective de James Scott, fournit des éclairages pour comprendre les logiques qui façonnent les perceptions et les modes d'adaptation des communautés locales. Ma méthodologique est qualitative, mobilisant comme techniques de collecte les entretiens, la recherche documentaire et l'observation indirecte. J'argumenterai que la durabilité de la conservation à long terme ne peut être atteinte sans une réévaluation profonde des approches de gestion, intégrant les savoirs locaux, garantissant l'équité des bénéfices et promouvant des solutions de développement qui respectent les droits et la dignité des communautés locales.

23. Ressources naturelles et extractivisme en Anthropocène : un regard situé sur les micropolitiques depuis la RDC

Aymar Nyenyezi Bisoka (Aymar.NYENYEZIBISOKA@umons.ac.be, Université de Mons), Lionel Bisimwa Matabaro (Lionel.BisimwaMatabaro@student.umons.ac.be, Université de Mons) et Rose Ukeci Uwodha (Rose.UKECIUWODHA@umons.ac.be, Université de Mons)

1. Anthropologie des contrats miniers et luttes environnementales en RDC : cas de la Gécamines

Ithiel Batumike Mihigo, ibatumike@gmail.com, Université de Kaziba, RD Congo

Le lien entre les contrats miniers et les conflits environnementaux demeure peu ou pas abordé. Compte tenu du recours fréquent à ces contrats, il est essentiel d'examiner les effets des modalités de leur conclusion sur la survenance de la dégradation et des conflits environnementaux dans les zones d'exploitation. Ce constat amène à la question principale suivante : dans quelle mesure le contrat joue-t-il un rôle dans la manifestation de la dégradation et des conflits environnementaux qui en découlent ? L'argument défendu est que les processus de négociation et de conclusion des contrats miniers ont des répercussions profondes sur la manière dont l'opérateur minier interagit avec les populations locales. Contrairement aux approches classiques de *political ecology*, qui étudient les conflits lorsqu'ils éclatent, il s'agit ici de les analyser au moment de leur genèse, là où le contrat joue un rôle clé. Cette grille d'analyse permet de dépasser la simple opposition gagnants/ perdants dans une lecture global/local (Delcourt 2023). Le cadre de *political settlement*, tant local que national, permet de comprendre comment la contractualisation minière est dominée par des pratiques informelles qui laissent peu de place à l'intervention des populations locales, au profit des élites politiques. L'analyse s'appuie sur la littérature sur l'extractivisme et la *political ecology* dans le secteur minier, ainsi que sur des données de terrain collectées à Kinshasa et dans le Haut-Katanga en 2024 et 2025.

2. Politiser le tournant ontologique dans la transition écologique : une lecture critique des minerais stratégiques en RD Congo

Rose Ukeci & Célia Carlier, Rose.UKECIUWODHA@umons.ac.be, Doctorante à l'ESHS, UMONS, Celia.CARLIER@umons.ac.be, Doctorante à l'ESHS, UMONS

Dans un contexte où la transition écologique justifie une nouvelle ruée vers les minerais stratégiques, cette communication propose une lecture critique des dynamiques d'appropriation et de résistance autour de l'or et de l'uranium. À partir des cas de l'Ituri et du Haut-Katanga,

elle analyse comment des acteurs locaux mobilisent des cosmologies vernaculaires pour reconfigurer leurs rapports au territoire, au pouvoir et au vivant, en rupture avec les récits dominants. En mobilisant la notion d'extractivisme, l'étude met en lumière des formes de résistance où se conjuguent spiritualité, mémoire historique et luttes pour la souveraineté territoriale. Ces minerais, plus que de simples ressources matérielles, cristallisent des enjeux symboliques et politiques de reterritorialisation. La communication interroge ainsi les rapports de pouvoir à l'œuvre dans la transition énergétique globale, à partir des luttes locales et des savoirs situés.

3. Micropolitiques de la conservation en RDC : vers une anthropologie de la nécropolitique environnementale

Esther Borauzima & Lionel Bisimwa, Esther.BorauzimaFeza@student.umons.ac.be , Université Officielle de Bukavu, RD Congo, Lionel.BisimwaMatabaro@student.umons.ac.be , Institut Supérieur du Développement Rural (ISDR)-Bukavu, RD Congo

Les débats sur la gestion de la biodiversité et les revendications de justice environnementale des communautés locales remettent en cause la conception technique et apolitique de la conservation. Celle-ci a historiquement servi de fondement à la création des parcs nationaux, tout en légitimant leur militarisation, le contrôle et la violation des droits des populations riveraines. Malgré la globalisation des politiques de conservation, leur mise en œuvre reste façonnée par des dynamiques micropolitiques, marquées par des stratégies d'adaptation, des résistances et des négociations quotidiennes. Les cas des parcs des Virunga (PNVi) et de Kahuzi-Biega (PNKB) montrent que, malgré leur agentivité et leurs capacités d'adaptation, la conservation produit des formes de pouvoir qui maintiennent les femmes et les peuples autochtones Batwa entre la vie et la mort. Comprendre la violence environnementale liée à la conservation implique donc de prendre en compte à la fois ces dynamiques micropolitiques et les logiques nécropolitiques qui en structurent les conditions de possibilité.

4. Naviguer dans l'écocène : l'exploitation pétrolière à Muanda comme terrain d'écopolitique

Parfait Kaningu & Aymar Bisoka, Parfait.KaninguBushenyla@student.umons.ac.be, Institut Supérieur du Développement Rural (ISDR) de Bukavu, en RD Congo, Aymar.NYENYEZIBISOKA@umons.ac.be , Professeur à l'École de Sciences Humaines et Sociales (ESHS), Service d'Anthropologie et Sociologie, Université de Mons (UMONS), Belgique

La littérature contemporaine invite à repenser la place du vivant dans l'Anthropocène, en prônant une solidarité planétaire entre humains et non-humains et l'intégration des enjeux écologiques dans les dynamiques sociales, politiques et économiques. Pourtant, à Muanda, la réalité extractiviste locale contraste fortement avec ces principes. L'exploitation pétrolière offshore et onshore marginalise profondément la flore et la faune, victimes invisibles ignorées par les normes et pratiques du développement. Bien qu'elles soient les premières touchées, elles ne bénéficient d'aucune reconnaissance normative ou institutionnelle. Cette activité provoque une pollution étendue des sols, des océans et de l'air, dégradant durablement les écosystèmes, sans reconnaissance ni compensation suffisante. Ce cas illustre la persistance d'un modèle qui sacrifie le vivant au profit d'intérêts économiques et met en évidence l'écart entre discours épistémologiques et réalités écologiques. Muanda apparaît ainsi comme un terrain où s'impose la nécessité d'une écopolitique concrète, articulant reconnaissance des non-humains, justice écologique et transformation des pratiques socio-économiques pour construire une éco-justice globale.

24. Extraction et voix en tension : littératures, réflexivité et terrains post-extractifs

Amalia Dragani, amalia.dragani@ehess.fr, Marie Skłodowska-Curie Fellow, LAP, CNRS-EHESS)

Session 1

1. Poetry at the Water's Edge: Orality, Memory, and the Politics of Extraction in Hemchandra Saklani's Doobti Tehri ki Aakhri Kavitayein

Author: Dr. Sushmita Rajwar, Associate Professor, School of International Studies, JNU

This paper explores the politics of extraction, displacement, and memory through an analysis of Doobti Tehri ki Aakhri Kavitayein, a powerful collection of poems by Hemchandra Saklani written during the submergence of Tehri town under the Tehri Dam project in the Indian Himalayas. The collection represents one of the most intimate literary archives of ecological loss and social rupture produced in the wake of a large-scale development intervention. Positioned at the intersection of literature, oral tradition, and anthropological critique, this paper argues that Saklani's poems illuminate the lived consequences of extractive infrastructures while simultaneously asserting the narrative agency of communities facing erasure.

The poems function as post-extractive testimonies: they document the drowning of a landscape, the fragmentation of kinship and livelihoods, and the emotional textures of forced displacement. Through close reading, the paper highlights Saklani's use of oral cadence, local metaphors, and performative rhythms rooted in Garhwali storytelling traditions—elements that render the poems not merely literary objects but also extensions of communal memory-making. In doing so, they challenge state-centred narratives of progress and foreground the embodied knowledge of those rendered peripheral in developmentalist discourse.

By situating Saklani's work within broader post-extractive cultural fields, the paper demonstrates how poetry becomes a site of resistance, remembrance, and ethical inquiry. It argues that Doobti Tehri ki Aakhri Kavitayein offers not only a literary account of a drowned town but also a critical lens for rethinking cultural appropriation, knowledge production, and the politics of voice in contexts shaped by extractive development.

2. La question de l'éthique dans les terrains extractifs : entre le processus et les procédures

Yue ZHAO, doctorant à l'EHESS-LAP

La question de l'extractivisme dans le Sud global fait l'objet d'une vigilance académique croissante. L'anthropologie a dénoncé l'extraction symbolique (récits, savoirs), mais cette critique a souvent glissé vers une éthicisation des conduites au détriment de l'analyse des rapports structurels et matériels. Cette tendance alimente une procéduralisation accrue de l'éthique — audits, formulaires — qui substitue la conformité à la compréhension du terrain.

Fondée sur une ethnographie immersive au sein d'une entreprise minière sino-singapourienne en Guinée, cette communication interroge les conditions de possibilité de la connaissance anthropologique en révélant l'isomorphisme structurel entre l'industrie extractive et l'industrie académique concernant la question de l'éthique. Les normes ESG/RSE qui légitiment la firme et les protocoles IRB qui encadrent la recherche participent d'une même « culture de l'audit » (Strathern) : elles transforment la responsabilité en procédure technique et dépolitisent les frictions du terrain, ce que Didier Fassin décrit comme un « gouvernement moral ».

Face à cette logique, il devient nécessaire d'opposer la rationalité de la procédure (contractuelle, figée, *a priori*) à celle du processus (négociée, située, *in situ*). En mobilisant Johannes Fabian, j'avance que l'obsession procédurale produit un « déni de co-temporalité » : elle extrait l'interlocuteur du temps partagé pour en faire un objet juridique, alors que la rencontre ethnographique repose précisément sur cette co-présence politique.

À la suite d'Alban Bensa et d'Éric Chauvier, je propose de relocaliser l'éthique dans l'ordinaire : ce sont les anomalies, les silences et les frictions du quotidien — appréhendées dans leur processus — qui rendent possible la connaissance. Il s'agit de rompre avec la fiction d'un terrain aseptisé, ce « Disneyland » procédural imaginé par les comités d'éthique. À rebours de l'illusion d'une science « propre », la connaissance en contexte extractif suppose d'assumer une part d'impureté (Douglas), seule capable de saisir la complexité du réel.

3. Le Vibranium et l'Imaginaire de la Souveraineté Technologique : Le Wakanda comme Allégorie Post-extractive

Cosmas Gabin MBARGA ASSENG Chercheur associé, Laboratoire camerounais d'Etudes Sur les Sociétés Contemporaines (CERESC), Université de Yaounde I, Laboratoire de Sémiologie Politique, d'Anthropologie de l'Imaginaire et d'Histoire des Civilisations Africaines (LASPAIHICA), Université de Yaoundé I, cosmasgab@gmail.com

Cette communication propose une lecture du Vibranium, la ressource fictionnelle au cœur de l'univers de Black Panther, comme une allégorie puissante des minéraux stratégiques qui font l'objet d'une ruée extractive sur le continent africain. Alors que dans la réalité, l'abondance de ressources comme le coltan ou le cobalt se traduit souvent par une malédiction – entraînant dépossession, conflits et dépendance économique – le récit wakandais opère une inversion radicale de ce paradigme. Le Vibranium n'y est pas exporté à l'état brut pour alimenter les industries du Nord global, mais est transformé *in situ* en un écosystème technologique avancé et autosuffisant. Cette narration construit une utopie critique où la valeur ajoutée, le savoir-faire et le pouvoir décisionnel restent fermement ancrés sur le territoire d'origine de la ressource.

Nous analyserons comment le Wakanda, à travers ce prisme, incarne un imaginaire de souveraineté technologique intégrale. Cet idéal s'inscrit dans le cadre de l'afrofuturisme géopolitique théorisé par Reynaldo Anderson, qui envisage des futurs spéculatifs pour les peuples noirs en les ancrant dans une reconfiguration des rapports de pouvoir globaux. Le contrôle total du Vibranium permet au Wakanda une indépendance diplomatique et militaire totale, représentant une inversion fictionnelle des rapports de force géopolitiques qui dominent l'économie mondiale des matières premières. Cette allégorie post-extractive nous invite à explorer une rupture symbolique avec la division internationale du travail traditionnelle, où le pays refuse le rôle de simple fournisseur de matières premières pour s'ériger en pôle d'innovation souverain.

Cependant, cet imaginaire n'est pas dépourvu de tensions internes, qui enrichissent la portée critique. La tentation isolationniste du Wakanda et les dilemmes éthiques concernant le partage de la technologie, dramatiquement incarnés dans le conflit entre T'Challa et Killmonger, font écho aux débats contemporains sur la justice climatique, la responsabilité des nations dotées de ressources et les modalités d'une coopération Sud-Sud équitable. Le film ne propose pas une solution idyllique, mais expose les complexités morales et politiques liées à la détention d'un tel pouvoir. En conclusion, le Wakanda fonctionne moins comme un blueprint réaliste que comme un puissant « imaginaire mobilisateur ». Il désaturalise le destin extractiviste souvent assigné au continent et ouvre un espace de réflexion pour repenser les liens entre ressources naturelles, souveraineté épistémique et futurs désirables, où la ressource n'est plus un objet de prédation mais le fondement d'une autonomie régénérée.

4. Post-Extractive Voices and Unfulfilled Development Promises in Ghana's Western Region: Sabotage Theories and the Politics of Extraction in the Nzema Area

Pino Schirripa, Professeur ordinaire Université de Messina, et Giamaica Roberta Mannara, docteur Université de Roma La Sapienza

The paper aims to examine the narrative and epistemic configurations that have emerged in Ghana's Western Region in the wake of large-scale offshore oil extraction following the discovery of the Jubilee Field (2007). Drawing on ethnographic research conducted between 2018 and 2023, we analyze what we conceptualize as sabotage theories: situated modes of explanation through which Nzema communities interpret ecological disturbances—declining fish stocks, crop failures, polluted rainwater, or the arrival of Sargassum—as intentional threats linked to extractive infrastructures. Rather than treating these accounts as mere “beliefs,” we approach them as socially embedded epistemic practices that articulate critiques of opacity, unequal exposure, and asymmetrical relations of power.

Engaging with theoretical work on friction (Tsing 2004), the poetics of conspiracy and the mimetic force of state power (Taussig 1992), and anthropologies of extraction (Kirsch 2014; Szeman 2019), we argue that sabotage theories constitute a vernacular analytic of extractivism. They function as political commentaries on the deferred promises of development while generating shared interpretive frames that mediate relations between communities, corporate actors, and the state. Through an analysis of a case-study, we further show how extractive imaginaries become performative resources in struggles over authority and legitimacy, revealing how post extractive futures are negotiated through narrative, memory, and strategic deployments of the past.

In the second part of the paper, we extend the notion of extractivism to the production of anthropological knowledge itself. Building on feminist and decolonial critiques and drawing on reflexive debates within the Italian Ethnological Mission in Ghana (Palumbo 1991a, 1991b, 2020; Pavanello 1994, 1995; Vasconi 2019), we examine how research practices—data collection, archiving, and the circulation of oral materials—risk reproducing forms of epistemic extraction. We suggest that ethnographic engagement in extractive zones requires renewed attention to the conditions of knowledge production, including issues of representation, reciprocity, and restitution. By foregrounding the entanglement between material and immaterial extraction, the paper contributes to a rethinking of orality, heritage, and power in contemporary post-extractive configurations.

Session 2

1. Valeurs endogènes et biodiversité : De la parole ancestrale à la réalisation de l'industrie minière de la sous-préfecture de Worofla

OURA Kouadio Raphaël, Directeur de recherche en Géographie et mastérant en socio-anthropologie de l'environnement et COULIBALY Mekié, Docteur en Géographie rurale, Université Alassane OUATTARA (Bouaké Côte d'Ivoire)

En pays Worodougou, la parole ancestrale occupe une place centrale dans la compréhension du monde et la gestion de la communauté. Transmise lors des veillées, des rites et des cérémonies sacrées, elle constitue non seulement un guide moral, mais aussi une source de connaissance sur l'avenir du village. Ainsi, selon les traditions locales, plusieurs récits prophétiques annonçaient déjà la présence d'une grande richesse enfouie dans la terre de trois villages de la sous-préfecture de Worofla (Tiéma, Kouégo et Bangana). Ces révélations, obtenues à travers des consultations divinatoires, des rituels et des offrandes faites aux esprits, laissaient entendre qu'un jour, ces communautés entreraient dans une nouvelle ère grâce à cette fortune minérale. Et, lorsque les prospections ont révélé pour la première fois la présence d'une grande quantité d'or, les populations y virent l'accomplissement de ces anciennes paroles. Ainsi, pour les détenteurs du pouvoir ancestral, il ne s'agit pas d'une simple découverte du minerai mais plutôt le résultat de plusieurs années de sacrifices. Ils recommandent la prise en compte pour éviter tout malheur durant l'exploitation industrielle de l'or. Ces sages et gardiens de la tradition procèdent chaque année à l'immolation d'un bœuf en guise de reconnaissance aux ancêtres et d'apaisement des esprits. Mais l'installation de la société minière ROXGOLD SANGO a provoqué la restructuration des espaces fonciers, l'accaparement de terres et la modification des rapports entre la population rurale et l'entreprise minière et même l'Etat. Les équilibres anciens

sont alors bouleversés, avec des difficultés chez ces chefs coutumiers à s'adapter aux nouvelles réalités. Ils essaient néanmoins à s'adapter aux réalités actuelles pour défendre les lieux sacrés, préserver l'harmonie communautaire et veiller à ce que les retombées économiques profitent réellement aux populations locales. Les sages soutiennent que la découverte du gisement est le résultat des pratiques ancestrales et imposent aux autorités de l'entreprise de s'aligner aux exigences coutumières qui recommandent une continuité entre mythe, croyance et modernité. L'histoire de la sous-préfecture illustre comment une prophétie fondée sur des sacrifices rituels s'est traduite en réalité par l'activité minière, tout en posant les défis d'une cohabitation entre héritage culturel et développement extractif. L'objectif de l'étude est de comprendre comment les autochtones se servent de leur croyance pour gouverner les ressources minières dans la sous-préfecture de Worofla. Ainsi notre enquête basée sur l'approche qualitative, a donné lieu à des entretiens auprès des chefs de coutumiers, autorités minières et des griots, complétés par trois focus groups.

2. Le Bwiti des Blancs pour les Blancs

Filipa Duarte de Almeida, enseignante-rechercheuse au Département d'Anthropologie de l'Université Omar Bongo de Libreville.

Ma participation, dans le deuxième axe, vise à clarifier, dans une perspective de l'extractivisme, les processus d'appropriation – d'extraction - d'éléments oraux et musicaux dans la religion Bwété du Gabon. Et comment ceux-ci qui sont vidés de leur contenu philosophique et sacré par les « nouveaux chamans » européens, sont réutilisés comme scénario dans des « entreprises de guérison » en Europe et au Gabon. L'une des variantes les plus récentes du Bwiti est ce que j'appelle le « Bwiti des Blancs pour les Blancs », un Bwiti « optimisé » pour les Occidentaux par les Occidentaux, dont l'élément fondateur et principal vecteur d'intérêt est la prise d'iboga. Cette branche est vidée de tout contenu religieux, cultuel, culturel et philosophique de base, ne laissant que sa composante formelle, i.e. ce qui est visible et audible - les prières, les chants, les danses, les parures et le maquillage. Ces éléments qui sont « extraits » de son contexte, sont mis en scène dans une spectacularisation qui fonctionne comme un élément d'efficacité symbolique. Il reste à déterminer la nature exacte de cette efficacité symbolique. L'hypothèse est que le Bwiti est utilisé comme élément symbolique fortement fétichisé, qui, à travers sa mise en scène - la performance de l' « autre » -, sert à créer une scène discursive dont les figures rhétoriques des « traditions millénaires », des « connaissances ancestrales », de la « forêt primaire », réalisent non pas la guérison, mais l'expérience du fantasme d'une Afrique « mystérieuse », « mystique », « primitif », « sauvage ». Finalement, le « Bwiti des Blancs pour les Blancs » offre une

expérience inscrite dans un « tourisme spirituel », dont le discours publicitaire pour la prise d'iboga repose sur l'idée d'une aventure « qui commence à l'aéroport de Libreville, et qui s'achève par une excursion dans la « forêt primaire ». Cependant, entre le début et la fin, il est « extrait » l'iboga, il est « extrait » l'Afrique dans ses représentations fantasmatisques, il est « extrait » les Africains et leur « tradition » comme images de l'étrange, de l'exotique, du mysticisme, images sans lesquelles les « entreprises » du Bwiti des Blancs pour les Blancs n'auraient pas autant de réussite dans le Nord et pour le Nord.

3. Dépasser l'extractivisme méthodologique avec des acteur.rice.s dits « faibles »

Carmen DIOP, carmendiop@yahoo.com, Docteure en sociologie - Études de genre LEGS Université Paris 8 Vincennes/Saint Denis

Une enquête de terrain explore la « charge mentale intersectionnelle » de 50 Afropéennes, leur perception du racisme, leurs pratiques et leur activisme collectif (Hill Collins, 2008) en prenant au sérieux leur regard critique sans le filtre surplombant des interprétations, en redonnant toute sa place à l'épistémologie du point de vue. J'expose la phénoménologie (Goffman, 1975; 1975b, 1973b; Fanon, 1952) de l'incarnation de la colonialité dans le langage et les pratiques (Dussel, 2000; 2007, Mignolo, 2000; 2001; 2011; Grosfoguel, 2006 ; 2011 ; 2012), avec un retour réflexif sur l'enquête. Je m'attache à comprendre leurs représentations alternatives du monde (Berger & Luckmann, 2018) en les considérant, depuis le « lieu d'où elles parlent », comme des productrices de savoirs partiels (Haraway, 1988) sur leur oppression (Hill Collins, 2008) qui, mis en commun, présentent une objectivité forte (Harding, 1995) sur les rapports de pouvoir interraciaux, entre les sexes et avec les personnes handicapées (Hill Collins & Bilge, 2016). Dépassant les assignations faites aux femmes Noires souvent issues des classes populaires, qui organisent le silence et empêchent la prise de conscience de l'oppression (Fanon , 1952), questionnaire en ligne et entretiens biographiques leur ont permis d'exprimer leur frustration et leurs attentes sur les recherches qui les concernent. Différentes méthodologies permettent de dépasser l'autocensure de leur parole « effective » (effective voice) pour y repérer le « texte caché » (hidden transcript) de la résistance infrapolitique (J.C. Scott, 2009) : critiques des institutions qui les marginalisent (Rojzman, 2015), transgressions et micro revendications (Efros & Schwartz, 2009). L'entretien, « espace sûr » de subjectivation politique par le partage d'expériences leur a révélé leurs stratégies inconscientes de résistance et elles ont produit une connaissance située sur leur oppression en tant qu'outsiders within (Hill Collins, 2006 ; 2008 ; Hill Collins, et al. 2021), qui, mise en commun présente une objectivité forte (Harding, 1995). Pour l'ethnométhodologie, discours et visuelssont des pratiques du pouvoirsymbolique, et j'ai

préservé l'hétérogénéité des témoignages sans les théoriser de l'extérieur, selon une pluralité de modes de discours (Ricoeur, 1997), dans une restitution hybride qui prend au sérieux position du sujet connaissant (Thompson, 2001), sur le modèle esthétique du patchwork et du collage. Mais si la prise de conscience précède l'action, c'est la praxis qui change une situation (Sartre, 1960, p. 46), et leur « lutte « activement passive » ni désincarnée, ni objectivée, préfigure les Afroféministes qui questionnent les rapports de pouvoir asymétriques (Bentouhami-Molino, 2015).

4. Lécher d'Anne Kawala (CESPRA)

Lécher est un projet au long cours, posant la question du désir.

Sa structure est la suivante : un récit de science-fiction est le support de textes poétiques et théoriques, réflexifs sur le désir, à la fois comme manque et comme mise en relation.

Le récit de science-fiction est l'extrapolation de mes cauchemars du désir tel qu'il est manipulé, sur le plan économique et affectif, par le néolibéralisme et son ontologie. Basée sur un dualisme pythagoricien, dont la mise en relation est un rapport de hiérarchie, la polarisation du monde néolibéral s'y accentue, devient tranchante. Dans ce cauchemar, les plus riches se réfugient sans corps, mais plein de désir, dans un métaverse, que les plus pauvres, incarnés et moins couteux à (se re)produire que des robots et des ia, désirent et s'évertuent à produire par leur travail, par l'exactions des terres rares et de l'énergie pour sustenter la matérialité des classes dominantes, leurs datas centers, le métaverse désiré.

Pour ce colloque, je souhaite proposer la lecture performée d'un montage de la description narrative de ce cauchemar et de textes appartenant au registre poétique. De façon plus concrète, le récit de science-fiction met en scène Sandy, une mineuse. Elle habite, une ville qui s'organise dans les parois supérieurs du méga-puits où elle travaille. Sandy souhaite transverser pour quitter définitivement ce monde et, solitaire, elle y consacre tous ses efforts.

Le montage que je propose pour ce colloque serait une réinterprétation de celui qui est déjà présent dans Lécher : les textes poétiques sont ceux que Sandy trouve dans une des couronnes extérieures du puits, et qui quand elle les lit, transforme, littéralement, son monde, y compris les villes-puits. Ainsi le récit de son travail, de son désir du métaverse, de ses sacrifices (qu'elle ne vit pas comme cela) sera mis en regard avec des fragments de textes où je reviens, de manière réflexive et dans une écriture s'inscrivant dans le registre poétique, sur mon propre héritage de descendante de mineurs polonais (ayant travaillés à Oignies) et sur ce que l'organisation sociale des corons en terme d'espace urbain et domestiques peut produire en terme de corps et de désirs.

Un extrait de *Lécher* est paru dans Olga, dirigé par Thomas Lamouroux.

Ce travail s'inscrit dans la suite de mes précédentes recherches, tant dans le domaine de la science-fiction (Le déficit indispensable, Al Dante, 2016 ; Les paysages de Cristal Black, série de pièces performées, Antre peaux, Bourges, 2019-2020) que dans le domaine poétique (De la rose et du renard, leurs couleurs et odeurs, éd. Cipm, 2011, Au cœur du cœur de l'écrin, éd. Lanskine, 2017...)

Panel 25 : Perspectives académiques engagées sur l'extractivisme

Marie-Dominik Langlois, marie-dominik.langlois@inrs.ca, Institut national de la recherche scientifique (INRS)

1. Défaire le monde de l'extractivisme numérique : une exploration par le droit

Alex Alexis, Université de Montréal et Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Cet article part de trois observations distinctes. 1) Dans nombre de pays du Sud, des plantes et des animaux sont régulièrement collectés, séquencés et transformés en « données » pour le progrès scientifique. 2) En Afrique noire, des minerais sont régulièrement extraits, traités et employés dans les produits technologiques innovants. 3) Dans les pays CANZUS, des données sur les peuples autochtones sont systématiquement produites et transformées en marchandises pour le développement économique. Par-delà leurs spécificités, ces trois processus relèvent de « l'extractivisme numérique »¹. Par ce terme, il faut entendre des opérations de réduction et d'extraction non-réciproitaire pratiquées sur et/ou au prix de diverses formes de vie, par le moyen ou pour le besoin de technologies numériques. Dans le monde de ces extractivismes numériques motivés par la course à la productivité et constamment en proie au productivisme, il n'y aurait point d'alternatives viables : c'est « publish or perish », « innovate or die ». Et ce, peu importe le prix : l'appropriation perturbatrice de la (data)biodiversité et des savoirs locaux par les scientifiques/bioprospecteurs²; la déshumanisation des « travailleurs » congolais de la mine par les chainons de l'industrie numérique³; l'accaparement des terres, des ressources et des données des peuples autochtones par les États et consorts⁴. Que peut le droit face à ces

¹ Fabien Lebrun, « Le numérique, nouveau paradigme extractiviste », *Études digitales*, 2021, vol. 2, no 12, p. 209-229.

² Vandana Shiva, *Biopiracy: The Plunder of Nature and Knowledge*, Boston, South End Press, 1997, 164 p.

³³ Fabien Lebrun, « L'extractivisme en RDC ou les empreintes du numérique. Du désastre écologique à la catastrophe humanitaire », *EcoRev'*, 2023, vol. 54, no 1, p. 107-120.

⁴ Tahu Kukutai et John Taylor (eds.), *Indigenous Data Sovereignty: Toward an agenda*, Canberra, ANU Press, 2016, 344 p.

extractivismes numériques qui produisent à la fois de l'injustice sociale, épistémique et environnementale ? Pour y répondre, je procéderai par étude comparée de deux affaires juridiques emblématiques de l'extractivisme numérique : i) la décision 15/9 de la Convention sur la diversité biologique⁵, et ii) la décision du Tribunal de Waitangi en Nouvelle-Zélande au sujet de la commercialisation des données autochtones maories⁶. J'examinerai dans quelle mesure les solutions retenues dans les deux cas offrent des fragments juridiques pour sortir de l'extractivisme numérique et explorer d'autres mondes possibles.

2. Notcimi kiskinomaso : extractivisme et épistémicide des systèmes de savoirs nehirowisiw dans le Nitaskinan (Québec)

Étienne Levac, Département de sciences des religions, Université du Québec à Montréal,
Levac.etienne@uqam.ca

La nation Atikamekw Nehirowisiw occupe son territoire ancestral, le Nitaskinan depuis des siècles avant l'arrivée des Européens. La forêt Notcimik, littéralement « là d'où je viens » est un univers de socialité et de relations pour les familles Atikamekw Nehirowisiwok avec les lacs, les rivières, les montagnes, les animaux, les plantes, les ancêtres, les esprits et les entités non-humaines (Éthier et Poirier, 2018) pour ne nommer que ces exemples. Cette dimension relationnelle de l'occupation territoriale contemporaine nehirowisiw (Éthier, 2014) implique un système de savoirs (Poirier & al. 2014) ancré dans les lieux et des rôles pour les hommes et pour les femmes (Basile, 2017 ; Basile & al. 2025 ; Houde, 2014) et informé par la tradition orale (Jérôme et Veilleux : 2018). Mais si le Nitaskinan est toujours occupé par les familles et communautés nehirowisiwok, le territoire est également aujourd'hui le théâtre d'activités économiques diverses, comme les industries de type extractives, comme la foresterie (coupes d'arbres, productions de granules de bois, scierie), les minières, les entreprises de villégiatures (pourvoirie, Zone d'exploitation contrôlée, hôtel, etc.).

Dans ce contexte d'enchevêtrement de ces deux régimes de territorialités et des manières de l'habiter qui en découlent (Poirier, 2000 ; Dussart & Poirier, 2017), cette communication portera sur l'impact de l'extractivisme sur les systèmes de savoirs nehirowisiw. En s'appuyant sur la littérature scientifique autour de la pédagogie autochtone en territoire (land pedagogies, place-based-learning) (Simpson, 2014 ; Simpson, 2025 ; Corntassel & Harbager : 2019) et d'un

⁵ Alex Alexis, « Les controverses sur le séquençage numérique des ressources génétiques à la Convention sur la diversité biologique. Regards pragmatiques sur le droit international en train de se faire », Cahiers Droit, Sciences & Technologies, 2023, no 17, p. 37-59.

⁶ Alex Alexis, « Tracer et valoriser les ressources et savoirs autochtones à l'ère numérique : métadonnées, données ouvertes, propriété intellectuelle », Les Cahiers de propriété intellectuelle, 2023, vol. 35, no 3, p. 679-708.

travail de recherche dans la communauté nehirowisiw de Manawan auprès d'aîné·e·s, d'hommes, de femmes et de personnes non binaires portant sur les relations aux lieux importants en territoire (Levac, 2024), cette communication démontrera comment les coupes forestières mettent à mal les systèmes de savoirs nehirowisiw plus spécifiquement autour des savoirs et de la relation avec l'original. Il sera également question du rôle des chercheurs non autochtone face à ce contexte en me basant sur mon expérience de documentation collaborative des systèmes de savoirs autochtones auprès des expertises politiques et culturelles locales. Je présenterai les enjeux de respecter l'intégrité épistémologique des nehirowisiwok en tant qu'universitaire engagé dans la lutte contre les impacts de l'extractivisme en territoire.

3. Les noms de la terre. Toponymie autochtone et défense du territoire chez les Maseualmej (Nahuas) de le Sierra Nororiental de Puebla (Mexique)

Pierre Beaucage, Université de Montréal

Chez les Maseualmej, la toponymie est particulièrement riche : à titre d'exemple, dans un terroir villageois de quelques kilomètres carrés (San Miguel Tzinacapan) notre enquête a relevé plus de 1000 toponymes. L'analyse de ces noms de la terre (*in tokayuan in tal*) révèle une conception anthropomorphique du paysage et témoigne d'une véritable passion culturelle des Maseualmej pour nommer toute chose, des montagnes jusqu'au plus petit insecte. Sur le plan politique, elle reflète une appropriation symbolique du territoire qui s'oppose à son appropriation juridique par des « étrangers » (*koyomej*) c'est-à-dire des non-autochtones, qu'ils soient Mexicains ou... Canadiens. La toponymie autochtone a ainsi servi d'outil pour la défense du territoire à deux moments clefs de l'histoire récente de la région, soit la privatisation (*desamortización*) des terres communales à la fin du XIX^e siècle et l'octroi par l'État de vastes concessions à des entreprises extractives, mexicaines et étrangères, à partir de 2010. Dans ce dernier cas, la recherche collaborative entre universitaires et autochtones est venue appuyer la lutte juridique pour la défense du territoire autochtone (*maseual altepet*), en haute et basse montagne.

4. Portrait de la frontière extractive en machine de guerre.

Simon Latendresse, Chercheur indépendant

Habituellement campée dans une « phénoménologie de la domination impériale », la critique de l'extractivisme tend à rejouer le scénario des résistances anticoloniales du passé, se représentant des communautés authentiques en lutte contre un envahisseur *étranger*. Or, les

territoires en lutte aujourd’hui, bien que périphériques, n’existent pas *en dehors* du capitalisme mondial.

Depuis ses origines, la prospérité du capitalisme tient à sa capacité d’étendre son espace géographique et à son appropriation de ressources *hors-marché* (Luxemburg, 2019; Moore, 2015; Webb, 1953). Mais qu’advient-il de cette frontière mouvante du capital dans un marché-monde achevé? Comment le capitalisme maintient-il ce mouvement constitutif d’expansion et de capture si aucun territoire ne lui est plus extérieur?

Basée sur deux ans de recherche au Mexique et au Guatemala sur les luttes anti/extractivistes, les effets de l’exploitation minière de la Sierra Madre du Chiapas, la communication proposée ici part de la notion du capital comme « sujet aliéné » (Postone, 2003), et d’une appropriation marxiste du concept de « machine de guerre » (Deleuze et Guattari, 2009) pour repenser la (re)production de la frontière extractive comme technologie de gouvernance capitaliste.

Reconceptualiser la frontière extractive comme produit d’impératifs économiques, comme zone de convergence d’intérêts de classe qui transcendent les identités nationales et culturelles, nous permet à la fois de sortir des oppositions binaires entre authenticité culturelle-écologique et industrie « étrangère », et réévaluer du même coup l’impact réel des chercheurs et activistes dans ces luttes locales.

5. Décolonisation de la recherche dans des champs sociaux minés : réflexions sur des terrains autochtones au Nord et au Sud

Marie-Dominik Langlois, Institut national de recherche scientifique

La décolonisation de la recherche met l’accent sur les processus et vise ultimement le changement du statut des Autochtones, passant d’objet d’étude à celui de chercheurs et chercheuses. Ce renversement de position comporte nécessairement des implications sur les plans de la méthodologie (Kovach, 2015, 2021) et de l’épistémologie (Ray, 2012). Il ne suffit plus, selon la chercheuse maorie Linda Tuhiwai Smith (1999), de s’interroger sur les présupposés des théories; il faut plutôt se demander si une recherche est pertinente, si elle bénéficiera à la communauté, et ce, tout en restant à l’affût des impacts négatifs potentiels. Au Canada, la littérature et les organismes de recherche veillent à user de méthodes collaboratives pour des projets en contexte autochtone (Asselin et Basile, 2012 ; Gentelet, 2009). Pour l’anthropologue et membre de la nation gitxaala Charles Menzies (2001), la recherche non autochtone en milieu autochtone doit obéir aux principes de dialogue, de consultation, de mixité des équipes de travail et de collaboration à toutes les étapes du processus : l’important est de

cesser de subordonner les savoirs autochtones et de faire participer les Autochtones aux décisions les concernant. La recherche impliquant des êtres humains est encadrée par l'*Énoncé de politique des trois conseils : éthique de la recherche avec des êtres humains* (EPTC 2) (Secrétariat sur la conduite responsable de la recherche, 2022). Cet énoncé, se déclinant en 22 articles, consacre un chapitre à la recherche impliquant les peuples autochtones du Canada, soit les Premières Nations, les Inuit et les Métis du Canada. Il souligne, entre autres, la valorisation de la prise de décision collective en complément du consentement individuel, qui prend la forme d'une obligation des chercheurs et chercheuses d'obtenir la participation de la communauté. Il soutient que la nature et le degré de la participation doivent être déterminés entre les parties, et que les attentes et obligations qui en découlent soient intégrées à une entente ou à un protocole de recherche. Dans quelle mesure ces principes peuvent-ils s'appliquer dans une recherche menée à l'international et, de surcroît, dans un « champ social de mine » (Rodríguez-Garavito, 2011)? Faisant preuve de réflexivité à la lumière de deux expériences de recherche dans un territoire autochtone de l'extractivisme menées dans le Nord et dans le Sud, la communication s'interrogera sur les conditions de terrain rendant propices ou ardues l'élaboration d'une recherche collaborative et éviter une approche « extractiviste » de la recherche (Gaudry, 2015). Il sera question de temporalité(s), distance(s), risques et valeurs (Wilson, 2008).

Panel Spécial : modéré par : Fabien Nkot (Université de Yaoundé II)/ Nadine Machikou, Université de Dschang/ Marie-Thérèse Mengue, Université Catholique d'Afrique Centrale (UCAC)

Session 1

1. Extractivisme des produits d'exportations : cas de la banane de Njombé-Penja. Que reste - il pour le marché de consommation au Cameroun ?

YOUNGBI André Freddy, CERESC

Très prisée et vendue à l'échelle mondiale par la France majoritairement, la qualité de la banane produite dans le Mungo, région du littoral au Cameroun par la société des plantations du haut Penja (PHP) ne fait pas l'objet de contestation. Leader de ce marché d'extractivisme s'agissant de produit d'exportation, elle a en 2024 produit environ les 2/3 de la production nationale soit exactement 153.258 tonnes sur les 210.686 tonnes au total. L'on note une légère hausse de 1,8% par rapport à 2023. Les entreprises, acteurs majeurs dans cette culture d'exportation sont au

nombre de quatre et ont pour objectif 2030, atteindre les 500.000 tonnes selon le magazine investir au Cameroun. Tout ceci participe à positionner le Cameroun au sixième rang des pays producteurs de banane d'exportation extractiviste à l'international. Au regard de ses chiffres qui ne relèvent guère de l'ordinaire, l'on pourrait penser qu'au pays de la banane, le Cameroun, la banane est donnée économiquement accessible à toutes les bourses au regard de la qualité et de quantité qui est destinée à l'exportation. Le Cameroun semble avoir atteint s'agissant de ce fruit en particulier, l'autosuffisance alimentaire et les camerounais d'en bas ont accès dans les marchés populaires eux aussi, à l'une des meilleures bananes au monde. Lorsque l'on fait une étude comparée entre la banane d'extraction, destinée à l'exportation pour le marché internationale et la banane qui finit au marché locale, l'on note rapidement qu'il y'a une grande différence de traitement. Tandis que la première est lavée, séchées, plastifiées, empaquetées avant d'être mise dans des camions frigo pour les conserver à une certaine température en direction du port où elle voyage dans les meilleures conditions de température. Celle du marché local n'a pas droit à toutes ces attentions, exposé à la poussière. Il est aisément constaté que le capital contrôle le marché de la banane camerounaise.

Les capitalistes extractivistes exportent les meilleurs fruits et les restes qui tombent de la table des « *maîtres* », de moindre qualité, ne correspondant pas aux normes qui sont les leurs, finissent au marché local. Le meilleur de la banane camerounaise n'est pas pour le marché de consommation locale qui se contente de l'avarie. Pour les extractivistes, il y a que le capital et les intérêts qui compte. Il faut préciser que la stratification ne s'arrête pas là quand au niveau local aujourd'hui, le coût de la banane est tel que, les camerounais d'en bas ne peuvent pas toujours y avoir accès. Fort de ce constat, il semble alors logique d'analyser comment les logiques capitalistes de conservation extractiviste des parts du marché international de la banane d'exportation structure le marché de consommation local.

2. Les Chinois au Cameroun, du petit commerce à l'extractivisme

Antoine Kernen, Université de Lausanne, Antoine.kernen@unil.ch

Cette communication analyse la reconfiguration de la présence économique chinoise au Cameroun depuis la fin des années 1990, en mettant au centre le basculement progressif d'un capitalisme marchand fondé sur le petit commerce importateur vers des formes plus durables d'implantation productive et extractive. À partir d'une enquête ethnographique conduite entre 2007 et 2023 dans plusieurs espaces urbains, périurbains et ruraux (Douala, Yaoundé, Kribi, Mbalmayo, Est camerounais), l'intervention montre que cette évolution s'opère moins par un retrait du commerce que par une montée en puissance d'activités liées à l'extraction et à la

transformation de ressources naturelles et matérielles : or, bois, matériaux de construction et intrants pour le secteur du bâtiment.

Dans un premier temps, l'analyse revient sur la crise du modèle initial du petit commerce chinois, marquée par l'intensification de la concurrence, la baisse des marges et les conflits récurrents avec les administrations fiscales, douanières et municipales. L'échec des formes de mobilisation collective des commerçants au milieu des années 2000 constitue un moment charnière, ouvrant la voie à des stratégies de repli sectoriel, de diversification et de recherche d'activités moins exposées à la concurrence directe.

Dans un second temps, la communication met en évidence l'orientation d'une partie des entrepreneurs chinois vers des secteurs extractifs ou para-extractifs : exploitation aurifère semi-mécanisée, transformation du bois, production de matériaux de construction (gravier, pavés, tuiles, ciment), recyclage industriel. Ces activités, souvent peu visibles mais fortement ancrées territorialement, reposent sur un accès privilégié à la ressource, une forte intensité de main-d'œuvre locale et des arrangements politiques étroits avec les autorités administratives et les élites du régime. Le secteur de l'or apparaît à cet égard comme un observatoire central des formes contemporaines d'extractivisme, révélant des alliances durables entre entrepreneurs chinois et figures du pouvoir camerounais, dans un contexte de faible déclaration, de dégradation environnementale et de marginalisation des communautés locales.

En mobilisant les travaux sur la mondialisation par le bas (Mathews et al.), l'extraversion (Bayart), la gouvernementalité économique (Hibou) et l'agency africaine (Mohan & Lampert), l'article propose une lecture située de l'extractivisme chinois au Cameroun. Il montre que ces dynamiques ne relèvent ni d'une simple stratégie chinoise unifiée ni d'une prédation exogène, mais d'une co-production locale de régimes extractifs hybrides, où acteurs chinois et camerounais contribuent conjointement à la reconfiguration des formes de régulation, de pouvoir et d'accumulation.

3. Industrialiser la périphérie ? Le *downstreaming* minier en Indonésie entre projet national et réalités locales

Jacob Nerenberg, Maître de conférences (Anthropologie, Aix-Marseille Université) et membre de l'Institut de recherches asiatiques (IrAsia, UMR 7306 – Univ AMU, CNRS),
jacob.nerenberg@univ-amu.fr

Les marchés du travail instables, les inégalités régionales et la dépendance aux rentes issues des ressources naturelles caractérisent de nombreuses économies du Sud global. Pour y répondre,

certains États, dont l'Indonésie, promeuvent des politiques d'« industrialisation à base de ressources » (*downstreaming*). Celles-ci visent à capter la valeur « perdue » par l'exportation de matières premières brutes en développant localement leur transformation et leur manufacture. Dans le secteur minier indonésien, cette orientation se concrétise par des instruments juridiques contraignants (interdictions d'exportation de minerais bruts) et des investissements massifs, notamment chinois, permettant des mégaprojets intégrés d'extraction, de sidérurgie et de fabrication dans les îles orientales du pays.

Cette présentation interprète la justification et la mise en œuvre de ces politiques à l'aune de l'histoire nationale récente, en particulier de la crise monétaire de 1997-98 (*krismon*). Cet événement traumatisique, qui provoqua une explosion du chômage et la chute du régime, eut des impacts régionaux divergents : fermeture des usines d'assemblage dépendantes des importations sur Java (ouest) et fuite des capitaux vers l'extraction dans les régions périphériques de l'est (Sulawesi, Maluku, Papouasie). Aujourd'hui, en invoquant la nécessité de limiter la vulnérabilité nationale aux fluctuations des prix des matières premières et des importations, les élites politiques mobilisent la mémoire collective de cette crise pour légitimer un nouveau régime de développement et obtenir un soutien populaire.

Cette analyse situe donc le *downstreaming* à l'intersection d'un calcul économique visant à « grimper » dans les chaînes de valeur globales et d'une gouvernance post-crise des périphéries frontalières. Elle examine comment cette politique, présentée comme une rupture avec le modèle d'exportation de matières premières brutes, génère ses propres contradictions : elle provoque une contestation frontale de l'orthodoxie libérale (comme en témoigne la plainte de l'Union Européenne à l'OMC contre l'Indonésie) et reconfigure les tensions socio-politiques locales. Une comparaison entre deux sites de l'Est indonésien illustrera ces dynamiques : là où une île, le Sulawesi, accueille un complexe industriel intégré transformant le nickel en acier inoxydable, la deuxième (en Papouasie occidentale) maintient un modèle d'exportation brute de cuivre, ce qui exacerbe les doléances d'un mouvement d'indépendance régional. Ce contraste souligne la persistance de disparités régionales au sein de cette stratégie nationale de transformation industrielle, et met en évidence les obstacles à la réalisation locale de la valeur marchande dans les contextes extractifs frontaliers.

4. L'extractivisme des savoirs traditionnels : impacts de la biopiraterie et de l'appropriation culturelle sur les communautés détentrices d'un patrimoine culturel autochtone

OLIVIA GIORDANO, Université ESAN, olivia.giordanoo@gmail.com

Il arrive que des connaissances collectives sur des ressources ou celles issues d'un contexte traditionnel défini fassent l'objet de droits de propriété intellectuelle, obtenus par des personnes tierces aux communautés détentrices, et ce, sans difficultés juridiques apparentes. L'inquiétude de certains pays face au libre accès des ressources naturelles de leur territoire a permis de matérialiser un phénomène de pillage du matériel biologique, appelé biopiraterie. Quant à l'appropriation culturelle, à la définition délicate, concerne le phénomène d'accaparer des éléments matériels ou immatériels d'une culture par un groupe culturel différent.

Cette contribution aborde la biopiraterie et l'appropriation culturelle comme des formes contemporaines d'extractivisme immatériel, portant sur les savoirs traditionnels intégrant un patrimoine culturel. À travers une approche d'anthropologie juridique, l'analyse se concentre sur de nombreux cas dans le monde, en particulier au Pérou, un pays emblématique par une diversité culturelle et naturelle, mais aussi par la vulnérabilité des peuples autochtones face à des logiques de prédation globalisées. Seront analysées les différentes répercussions de ces formes d'extractivisme sur les « manières de vivre » des communautés autochtones et locales : les répercussions économiques, les impacts environnementaux et les préjudices culturels apparaissent comme des obstacles à la transmission des savoirs. Enfin, la contribution discutera des alternatives possibles, entre réappropriations juridiques, mobilisations et innovations locales, visant à construire des cadres plus équitables de reconnaissance et de protection des savoirs traditionnels. La Convention sur la Diversité Biologique, la Convention de l'UNESCO sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et le Traité de l'OMPI sur les ressources génétiques et les savoirs traditionnels associés (GRATK) serviront de points d'ancrage pour interroger la manière dont la scène internationale tente d'encadrer l'usage de ces savoirs.

Session 2

1. Quand le torchon brûle entre la Sosucam et les riverains au Centre-Cameroun : Comprendre les mobilisations socio-environnementales des riverains autour des exploitations de la société sucrière à Nkoteng

Christophe Mvogo, Université de Yaoundé I-Cameroun, Chercheur CERESC/FPAE/JEAI-GLOGONERA, mvogochristophe501@gmail.com, et Jean-Marcelin Manga, Université de Yaoundé 2-Cameroun, Chercheur au CERESC, mangalebongo@gmail.com

Depuis 1965, la société sucrière du Cameroun, une entreprise agro-industrielle, est installée au Centre-Cameroun et exploite près de 20 000 hectares (à Mbandjock et Nkoteng) pour la production de la canne à sucre. Cependant, l'exploitation des terres par cette société entraîne

des dommages sur l'environnement (pollution des sols et des eaux), contre lesquelles les populations riveraines se mobilisent de manière intermittente. Cette communication analyse ces mobilisations en étant attentive aux enjeux environnementaux qui se dynamisent autour des exploitations acquises par la Sosucam dans un contexte où la littérature met davantage l'accent sur les motivations politiques et économiques des revendications des populations autochtones. Basée sur des données qualitatives (observation, entretiens semi-directifs) recueillies dans les localités de Nkolteng, cette recherche fait l'hypothèse qu'en zone rurale émerge une conscience des risques écologiques qui poussent les populations à lutter pour la préservation de leur environnement. Ce qui n'exclut pas le fait que ces mobilisations hébergent d'autres attentes. L'analyse examine tout d'abord la littérature sur les mobilisations des populations en zone rurale autour des dynamiques d'extractivisme. Elle étudie ensuite les fondements des marches de dénonciations d'octobre 2023. Enfin, Elle fait ressortir la portée desdites mobilisations.

2. De la mine d'or en campagne à l'or qui mine la campagne: extractivisme des marges et fin des paysans à Kambélé dans l'Est du Cameroun

Ferdinand MBEN LISSOUCK, Département de Sociologie, Université de Yaoundé 1/ Laboratoire Camerounais d'Études et de Recherche sur les Sociétés Contemporaines (CERESC) ? E-mail : ferdinand.mben@univ-yaounde1.cm / mlf300@yahoo.fr

La *fin des paysans* a été théorisée par différents chercheurs. La formule a été utilisée pour la première fois par Henri Mendras (1967) pour désigner la transformation des paysans français traditionnels en entrepreneurs. L'auteur avait notamment montré que ces transformations avaient affecté les mentalités paysannes: la rationalité technique prenant désormais la place des anciennes logiques paysannes. À sa suite, une autre fin des paysans a été observée, celle de « ceux d'Afrique noire » (Lombard, 1981). Ici, le paysan africain, fasciné par d'autres modes de vie, abandonne progressivement l'agriculture pour le salariat. Plus récemment, les travaux de Mben (2025) ont mis en exergue une autre fin des paysans, celles de ceux qui vivent aux abords des villes camerounaises. Il montre, en prenant l'exemple de Garoua-Boulaï, dans l'Est du Cameroun, que par l'entremise de la vente de sa terre, le paysan *se tue* pour se réincarner en citadin. Le présent travail identifie et documente une autre fin des paysans, celles des jeunes du village de Kambélé dans l'arrondissement de Batouri. Il montre que, ici, la fin des paysans provient de ce que la jeunesse des villages passe du travail de la terre au travail sous terre. Les données utilisées ici proviennent d'une expérience de plus de quatre ans dans la prise en charge des enfants victimes des pires formes de travail dans les chantiers miniers de l'Est du Cameroun; ceci dans le cadre de missions humanitaires. Ces données ont été complétées par

des entretiens téléphoniques avec des jeunes exploitants miniers au cours du mois de décembre. Les résultats indiquent principalement que le passage des jeunes de l'agriculture à l'orpaillage vient de ce que l'or fournit des revenus quasi-instantanés alors que l'agriculture impose du temps et de la patience. En outre, l'un des avantages des revenus instantanés est qu'ils facilitent l'accès à la consommation des produits manufacturés (vêtements, téléphones Android, véhicules, équipements audiovisuels...) toutes choses qui produisent une urbanisation des comportements des jeunes paysans de Kambélé, privant ainsi une partie du paysannat Est-camerounais de sa jeunesse.

3. Entreprises canadiennes du secteur extractif versus entreprises chinoises au Sénégal : Une Diplomatie extractive et discrète :

Ibrahima NIANG, Department of Sociology, Faculty of Arts and Social Sciences, Cheikh Anta Diop University, Dakar (Senegal), Ibrahima46.niang@ucad.edu.sn

Le Canada et le Sénégal ont établi des relations diplomatiques en 1962, à la suite de l'indépendance du Sénégal en 1960. Le Canada considère le Sénégal comme un partenaire fiable et central au sein des institutions internationales et régionales et continue à accroître ses relations bilatérales touchant déjà un large éventail d'activités. À ce titre, le Sénégal fait office de référence quant à la gouvernance démocratique et aux mesures de développement économique durable en Afrique sub-saharienne. Toutefois, le Canada fait office d'acteur majeur des industries extractives au Sénégal avec la présence de plusieurs groupes industriels comme Mineral Deposit Limited, Barrick Gold, Sabadola Gold opérations filiale d'Endeavour, Iamgold et Fortuna Mining, toutes intervenant dans le secteur de l'exploitation aurifère. Cette présence canadienne dans un secteur aussi stratégique et rentable ne fait pas l'objet de choux gras encore moins de polémique. Elle est demeurée discrète et semble même peu documentée. Contrairement aux acteurs chinois qui depuis leur présence ces deux dernières décennies suscitent inquiétudes et controverses, à l'instar de l'exploitation d'un gisement non autorisé à l'intérieur du Parc Niokolo. Le Canada déroule sa politique africaine sans embûches, n'eut été les soubresauts intervenus dans les sites d'exploitation au Mali. Toutefois, son influence commerciale demeure modeste. Contrairement à la République Populaire de Chine, qui depuis ces deux dernières décennies, est devenue le principal partenaire commercial de l'Afrique, avec des échanges atteignant 295 milliards de dollars américains en 2024. Le commerce de marchandises du Canada avec l'Afrique s'élevait à environ 15 milliards de dollars en 2024. Le Canada aspire à devenir un partenaire économique majeur, mais sa présence commerciale en

Afrique reste limitée. En effet, les échanges commerciaux de marchandises entre le Canada et l'Afrique s'élevaient à environ 15 milliards de dollars en 2024.

Dans le cadre de ce travail, nous allons prendre parmi les entreprises canadiennes au Sénégal, le cas de cette entreprise qui participe à cette diplomatie discrète et extractive d'un pays comme le Canada, mais éloigné des radars quand il s'agit de leur présence ou de l'exploitation des ressources minières des pays africains. Cette attitude discrète est partagée aussi par l'Australie, grand pays minier mais loin de susciter controverses et polémiques. Cette discréction est-elle déterminée avec la manière dont les entreprises canadiennes interviennent sur le plan économique, social et environnemental ?

Pourquoi ces multinationales canadiennes ont réussi à s'invisibiliser dans l'extraction des ressources en Afrique ? Quelle est la stratégie mise en place derrière ce modèle extractif à bas bruits qui semble ne pas être une menace sur les ressources en Afrique ?

4. Extractivisme multi-acteurs sur les marchés de rue : taxations, rentes et courtages à Kinshasa

Sylvie Ayimpam (IMAF, Aix-en-Provence)

Cette communication propose une lecture des marchés de rue de Kinshasa comme espaces extractifs au sens large. Ils sont centrés sur l'extraction quotidienne de valeur à partir de l'occupation de l'espace public. À partir d'une enquête ethnographique menée au long cours menée dans le centre historique de Kinshasa, elle montre que cette extraction n'est pas l'apanage des pouvoirs publics : elle est multi-acteurs, car elle est distribuée entre plusieurs catégories d'acteurs qui se disputent et se partagent des rentes. L'analyse met au jour un système de prélèvements qui articule : 1) des administrations et services municipaux, qui tirent des revenus de la taxe appliquée à une activité pourtant juridiquement instable ; 2) des intermédiaires/placiers et entrepreneurs de l'accès, qui monétisent l'assignation des places, l'intermédiation et la protection ; 3) des collecteurs de taxes et agents subalternes, qui captent une partie des flux via des pratiques de recouvrement négociées, souvent indexées à des rapports de force locaux ; 4) des riverains, qui convertissent leur position spatiale en rente (location informelle d'emplacements, péages, services imposés, etc.).

Plutôt que de penser ces pratiques comme des « dysfonctionnements », la communication soutient qu'elles constituent un mode de gouvernement par le désordre, où la congestion et l'occupation de la chaussée deviennent des ressources politiques et économiques. Les conflits récurrents (évacuations, retours, négociations) révèlent ainsi un régime de régulation

pragmatique : chacun “tient” une portion du marché et en extrait de la valeur, au prix d’une instabilité chronique qui fait partie du système.

En dialogue avec la perspective du colloque, la communication propose de rendre compte de ce régime d’extractivisme urbain produit par une pluralité d’acteurs, de normes pratiques et de dispositifs de prélèvement. Elle permet d’élargir la focale de l’extractivisme aux petites activités économiques urbaines et aux infrastructures ordinaires de la ville.